

Conseillers en exercices :.....29
Présents :.....20
Excusés :.....6
Absents :.....3
Votants :.....26

L'an deux mil vingt trois, le onze octobre, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en Mairie, salle du Conseil - Mairie de Beaurains après convocation légale 05/10/2023, sous la présidence de **M. ANSART Pierre, Maire**.

OBJET : ATTRIBUTION MÉDAILLE DE LA VILLE

PRESENTS : M. ANSART Pierre, Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme CAPET Carine, Mme DERAËVE Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, M. GACI Jérémy, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, M. PETIT Jean-Louis, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme DUPOND-WALLET Anne

EXCUSES / PROCURATIONS : Mme LANCE BARSACQ Emilie donne pouvoir à M. EVRARD Michel, Mme LETUPPE Sylvie donne pouvoir à Mme FRUCHART Christelle, M. MOUTON Patrice donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, M. RENARD Sébastien donne pouvoir à Mme CAPET Carine, M. SCOAZEC Jean-Jacques donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry, Mme SEGUELA Véronique donne pouvoir à M. ANSART Pierre

ABSENTS : Mme BETREMIEUX Christina, M. HURET Hervé, Mme TOURNEMAINE Myriam

M. HARMEGNIES Jean-Thierry est élu Secrétaire de séance

Monsieur ANSART expose :

Par délibération du 29 juin 2006, vous avez autorisé la remise, aux personnes qui œuvrent ou ont œuvré pour le bien de notre cité, la médaille de la ville.

— Madame POUDROUX Marie-José

A fait valoir ses droits à la retraite après avoir exercé pendant 41 ans dans l'enseignement, à l'école Saint Jean Notre Dame.

Je vous propose de lui remettre la médaille d'or de la Ville.

Le rapport est Adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 12/10/2023

Décision rendue exécutoire par la publication et la réception en Préfecture le 18/10/2023

**Le Maire,
Pierre ANSART**



Conseillers en exercices :.....29
Présents :.....20
Excusés :.....6
Absents :.....3
Votants :.....26

L'an deux mil vingt trois, le onze octobre, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en Mairie,salle du Conseil - Mairie de Beaurains après convocation légale 05/10/2023, sous la présidence de **M. ANSART Pierre, Maire.**

OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS 1^{ER} NOVEMBRE 2023

PRESENTS : M. ANSART Pierre, Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme CAPET Carine, Mme DERAEEV Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, M. GACI Jérémy, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, M. PETIT Jean-Louis, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme DUPOND-WALLET Anne

EXCUSES / PROCURATIONS : Mme LANCE BARSACQ Emilie donne pouvoir à M. EVRARD Michel, Mme LETUPPE Sylvie donne pouvoir à Mme FRUCHART Christelle, M. MOUTON Patrice donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, M. RENARD Sébastien donne pouvoir à Mme CAPET Carine, M. SCOAZEC Jean-Jacques donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry, Mme SEGUELA Véronique donne pouvoir à M. ANSART Pierre

ABSENTS : Mme BETREMIEUX Christina, M. HURET Hervé, Mme TOURNEMAINE Myriam

M. HARMEGNIES Jean-Thierry est élu Secrétaire de séance

Monsieur ANSART expose :

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment les articles L332-14 et L332-8,

Il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Au vu des avancements de grade de l'année 2023, je vous propose de supprimer :

- 1 poste d'attaché ;

Et vous propose de créer à compter du :

= 1^{er} novembre 2023 :

- 1 poste dans le cadre d'emploi d'attaché principal.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaires sur les postes créés, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie A, B, C selon les postes dans les conditions fixées à l'article L332-14 ou L332-8 du Code Général de la Fonction Publique. Ils devront dans ce cas justifier d'une expérience professionnelle.

Le contrat L332-14 est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année. Les contrats relevant des articles L332-8, sont d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_2-DE

S²LOW

Les traitements seront calculés au maximum sur l'indice brut terminal de la grille indiciaire des adjoints techniques, des adjoints administratifs, des rédacteurs ou des attachés selon les postes.

Les crédits correspondants sont inscrits aux budgets 2023 et suivants.

Le rapport est adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 12/10/2023

Décision rendue exécutoire par la publication et la réception en Préfecture le 18/10/2023.

**Le Maire,
Pierre ANSART**



Conseillers en exercices :.....29
Présents :.....20
Excusés :.....6
Absents :.....3
Votants :.....26

L'an deux mil vingt trois, le onze octobre, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en Mairie, salle du Conseil - Mairie de Beaurains après convocation légale 05/10/2023, sous la présidence de **M. ANSART Pierre, Maire**.

**OBJET : CHANGEMENT D'USAGE DU 1^{ER} ÉTAGE -
CENTRE SOCIAL MUNICIPAL CHICO MENDÈS**

PRESENTS : M. ANSART Pierre, Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme CAPET Carine, Mme DERAËVE Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, M. GACI Jérémy, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, M. PETIT Jean-Louis, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme DUPOND-WALLET Anne

EXCUSES / PROCURATIONS : Mme LANCE BARSACQ Emilie donne pouvoir à M. EVRARD Michel, Mme LETUPPE Sylvie donne pouvoir à Mme FRUCHART Christelle, M. MOUTON Patrice donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, M. RENARD Sébastien donne pouvoir à Mme CAPET Carine, M. SCOAZEC Jean-Jacques donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry, Mme SEGUELA Véronique donne pouvoir à M. ANSART Pierre

ABSENTS : Mme BETREMIEUX Christina, M. HURET Hervé, Mme TOURNEMAINE Myriam

M. HARMEGNIES Jean-Thierry est élu Secrétaire de séance

Monsieur ANSART expose :

Dans le cadre de la procédure de rétrocession du Centre Social Municipal Chico Mendès, propriété de Pas-de-Calais Habitat (délibération du 21 novembre 1986) à la ville pour l'euro symbolique il convient de procéder au changement d'usage du logement situé au premier étage du bâtiment qui est aujourd'hui utilisé en « Équipement d'intérêt collectif et services publics ».

La décision concerne l'étage de l'ensemble immobilier repris au cadastre section AN n°605 pour une contenance totale de 1 010 m².

Compte tenu de ce qui précède, je vous propose :

- De m'autoriser à signer les documents relatifs à cette rétrocession.

Le rapport est adopté avec 22 voix pour et 4 abstentions (MM. EVRARD, RENARD pouvoir à Mme CAPET, Mmes LANCE pouvoir à M. EVRARD, CAPET)

Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 12/10/2023

Décision rendue exécutoire par la publication et la réception en Préfecture le 18/10/2023

Le Maire,
Pierre ANSART



Conseillers en exercices :.....29
Présents :.....20
Excusés :.....6
Absents :.....3
Votants :.....26

L'an deux mil vingt trois, le onze octobre, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en Mairie, salle du Conseil - Mairie de Beaurains après convocation légale 05/10/2023, sous la présidence de **M. ANSART Pierre, Maire.**

OBJET : ACQUISITION DE LA PARCELLE AD 123

PRESENTS : M. ANSART Pierre, Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme CAPET Carine, Mme DERAEEV Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, M. GACI Jérémy, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, M. PETIT Jean-Louis, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme DUPOND-WALLET Anne

EXCUSES / PROCURATIONS : Mme LANCE BARSACQ Emilie donne pouvoir à M. EVRARD Michel, Mme LETUPPE Sylvie donne pouvoir à Mme FRUCHART Christelle, M. MOUTON Patrice donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, M. RENARD Sébastien donne pouvoir à Mme CAPET Carine, M. SCOAZEC Jean-Jacques donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry, Mme SEGUELA Véronique donne pouvoir à M. ANSART Pierre

ABSENTS : Mme BETREMIEUX Christina, M. HURET Hervé, Mme TOURNEMAINE Myriam

M. HARMEGNIES Jean-Thierry est élu Secrétaire de séance

Monsieur ANSART expose :

Par arrêté municipal n° 2020/46 du 29 octobre 2020, j'ai décidé d'acquérir par voie de préemption le bien situé lieudit Le Chantier de la Plaine, cadastré section AD n°123, d'une superficie de 2 021 m² aux consorts BAUDELOCQUE suite à la déclaration d'intention d'aliéner n° DIA0620992000062 reçue le 16 septembre 2020 et adressée par Maître BRASME, Notaire à ARRAS.

Un contretemps dans la régularisation de l'acte notarié et en raison du décès de l'acquéreur disposé à acquérir le bien susvisé, il convient de procéder à une acquisition amiable au profit de la Commune.

Cette acquisition est prise au vu des objectifs fixés par l'Orientation d'Aménagement et de Programmation du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé par la délibération du Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras en date du 19 décembre 2019 sur la commune de Beaurains. En effet, la parcelle cadastrée AD 123 est située en zone d'urbanisation future à destination d'équipement d'intérêt collectif et de développement touristique et concernée par un emplacement réservé N° BEA_06 au profit de la commune de Beaurains.

Le prix de vente a été convenu à 1 616,80 € (mille six cent seize euros et quatre-vingt centimes) ; prix convenu dans la déclaration d'intention d'aliéner n° DIA0620992000062.

Vu l'avis du domaine sur la valeur vénale de la parcelle cadastrée AD 123.

Je vous propose de :

- m'autoriser à acquérir la parcelle cadastrée AD n° 123 d'une superficie de 2 021 m² aux consorts BAUDELOCQUE ou toute société s'y substituant ;

- m'autoriser à signer toutes pièces nécessaires à la réalisation de cette opération.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_4-DE



Le rapport est adopté avec 22 voix pour et 4 contres (MM. EVRARD, RENARD pouvoir à Mme CAPET, Mmes LANCE pouvoir à M EVRARD, CAPET)

Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 12/10/2023

Décision rendue exécutoire par la publication et la réception en Préfecture le 18/10/2023

**Le Maire,
Pierre ANSART**



Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_4-DE



Département :
PAS DE CALAIS

Commune :
BEAURAINS

Section : AD
Feuille : 000 AD 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 15/06/2023
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

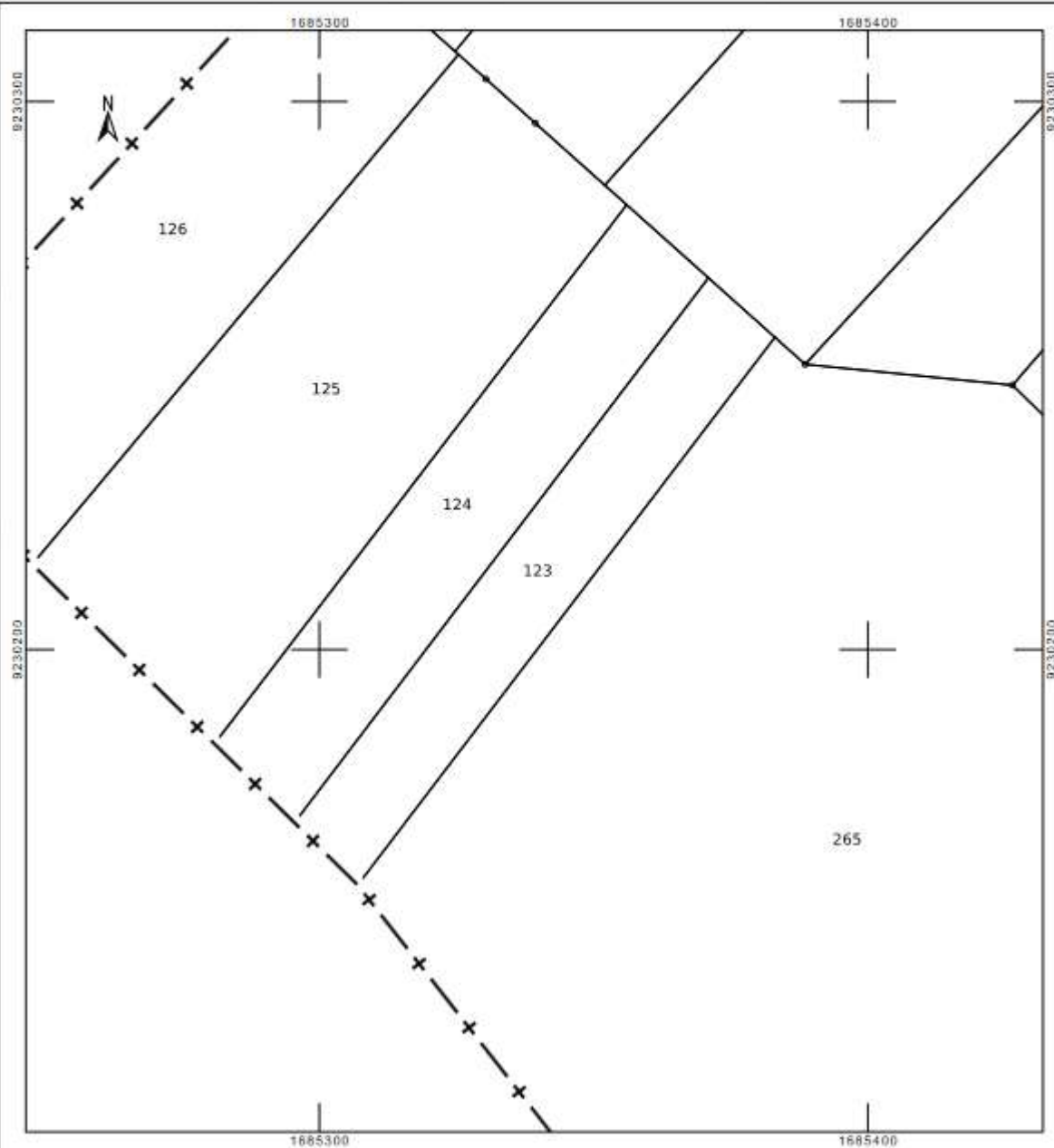
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Pôle de Topographie et de Gestion
Cadastrale
ARRAS - SAINT POL 10 rue Diderot
62034
62034 ARRAS Cedex
tél. 03.21.24.68.68 - fax
ptgc.620. arras@dgifp.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



COMMUNE de BEAURAINS
(Pas-de-Calais)

ARRETE n° 2020/46

Envoyé en préfecture le 30/10/2020
Reçu en préfecture le 30/10/2020
Affiché le 30/10/2020
ID : 062-216200998-20201030-202046-AR

Décidant l'acquisition d'un bien par voie de préemption

Nous, Maire de la Commune de BEAURAINS,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2122-22 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L 213-1 et suivants, L 300-1, R 211-1 et suivants, R 213-1 et suivants ;

Vu la délibération du conseil de la Communauté Urbaine d'Arras en date du 13 janvier 2013, instaurant le droit de préemption urbain ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 27 mai 2020, déléguant au maire l'exercice du droit de préemption urbain ;

Vu la déclaration d'intention d'aliéner n° DIA0620992000062, reçue le 16 septembre 2020, adressée par Maître Thibaut BRASME, notaire à ARRAS, en vue de la cession d'une propriété sise lieudit Le Chantier de la Plaine, cadastrée section AD n°123, d'une superficie de 2021 m², au prix de 1.616,80 euros, appartenant aux consorts BAUDELOCQUE ;

Vu les objectifs fixés par l'Orientation d'Aménagement et de Programmation du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé par la délibération du Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras en date du 19 décembre 2019 sur la commune de Beaurains ;

Vu la décision de Monsieur le Président de la Communauté Urbaine d'Arras en date du 26 octobre 2020 portant délégation du droit de préemption urbain à la commune de Beaurains ;

Considérant que la parcelle susvisée est située en zone d'urbanisation future à destination d'équipement d'intérêt collectif et de développement touristique et concernée par un emplacement réservé N° BEA_06 au profit de la commune de Beaurains ;

Considérant qu'il importe pour la commune d'urbaniser ce secteur en équipements d'intérêt collectif et de développement touristique ;

Considérant que la commune souhaite développer le projet de création d'un équipement commun entre les communes de Beaurains et Arras ;

Considérant que cette opération répond aux objectifs définis par les articles L 210-1 et L 300-1 du code de l'urbanisme ;

Considérant que le montant total de l'acquisition est inférieur au seuil de consultation du Service des domaines ;

ARRETE

Article 1

Il est décidé d'acquérir par voie de préemption le bien situé lieudit Le Chantier de la Plaine, cadastrée section AD n°123, d'une superficie de 2021 m² appartenant aux consorts BAUDELOCQUE.

Article 2

La commune achète au prix figurant dans la Déclaration DIA0620992000062 :

La vente se fera au prix de 1.616,80 €, indiqués dans les déclarations d'intention d'aliéner.

Article 3

Un acte authentique constatant le transfert de propriété sera établi dans un délai de trois mois, à compter de la notification de la présente décision, conformément à l'article R 213-12 du code de l'urbanisme.

Article 4

Le règlement de la vente interviendra dans les six mois, à compter de la notification de la présente décision

Article 5

M. le maire est autorisé à signer tous les documents nécessaires à cet effet.

La dépense résultant de cette acquisition est inscrite au budget de la commune

Article 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la ville est chargé de l'exécution du présent arrêté

Fait à BEAURAINS, le 29 octobre 2020

Le Maire
Vice-Président de la
Communauté Urbaine d'Arras

Pierre ANSART



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

7300 - SD



Direction Générale Des Finances Publiques
Direction départementale des Finances Publiques
du Pas de Calais
Pôle d'évaluation domaniale-Immeuble Foch
5, rue du Docteur Brassart
62034 ARRAS Cedex
téléphone : 03 21 23 68 00
mél. : ddfip62.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 08/09/2023

Le Directeur départemental des Finances
publiques du Pas de Calais

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Christine LUBCZINSKI
Courriel : christine.lubczinski@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03 21 21 74 62

à

Monsieur le Maire de la Commune de Beaurains

Réf DS: 12975218
Réf OSE : 2023-62099-48656

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr

Nature du bien : Terrain à urbaniser de 2021 m² soumis à OAP en secteur 1 AUL cadastré AD123
Superficie totale : 2021 m²

Adresse du bien : Le Chantier de la Plaine, 62217 Beaurains

Valeur : **Valeur vénale : 8000 €**, libre d'occupation hors taxes et hors frais assortie d'une marge d'appréciation de 10 %
La collectivité locale peut ainsi acquérir l'immeuble sans justification particulière jusqu'à 8800 €.

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à ball) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, à condition de pouvoir le justifier, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à ball) à un prix supérieur.

1 - SERVICE CONSULTANT

Commune de Beaurains

affaire suivie par : Jean-Pierre DELABRE

2 - DATES

de consultation : 20/06/2023

de délai négocié : sans objet

de visite : 07/09/2023

de dossier en état : 07/09/2023

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input checked="" type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input checked="" type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 ¹ :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

3.3. Projet et prix envisagé

Projet d'acquisition amiable. Une procédure de préemption avait été entamée, mais suite au décès de l'acquéreur elle a été abandonnée. Le projet d'acquisition est repris par voie amiable. La commune souhaite acquérir au prix de la DIA : 1616,80 €. Il s'agissait à l'origine dans la DIA d'une vente entre agriculteurs en poursuite d'usage.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

Le terrain se situe sur la Commune de Beaurains dans un secteur encore actuellement à vocation agricole compris au Nord de la Commune de Beaurains.

¹ Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

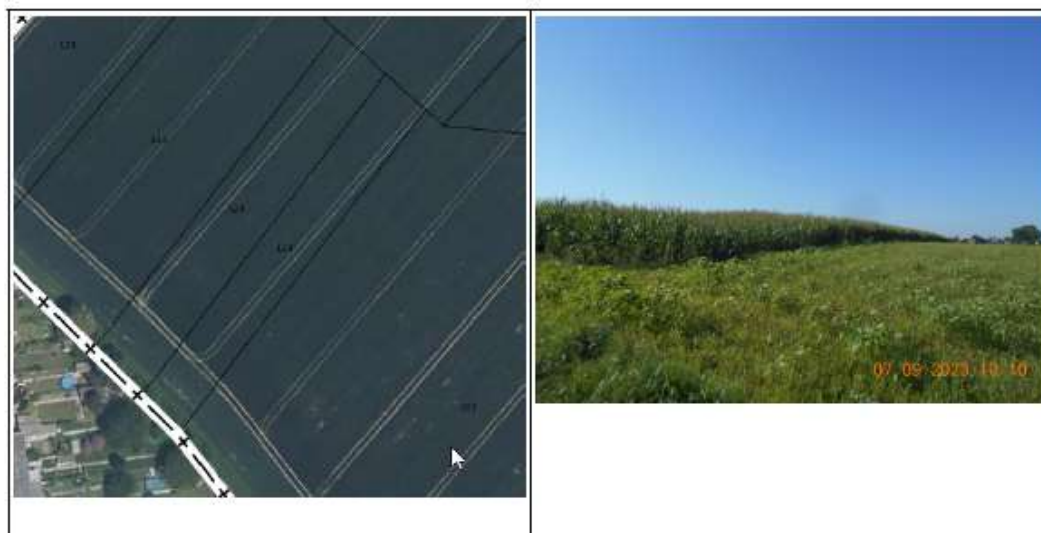
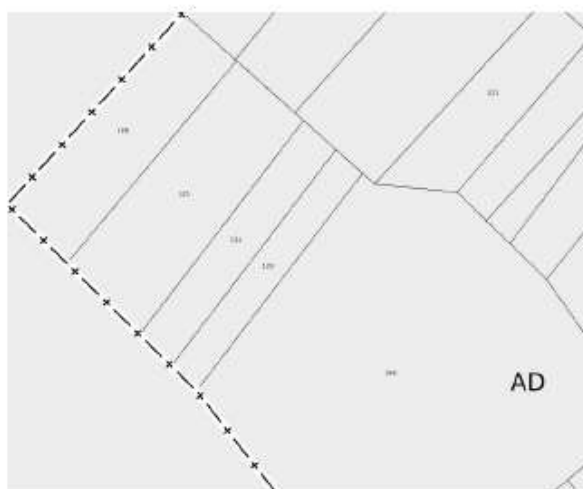
4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

-

4.3. Références Cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous la référence suivante :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie de la parcelle	Nature réelle
Beaurains	AD123	Le Chantier de la Plaine	2021 m2	Terrain à urbaniser 1 AUL



4.4. Descriptif

Terrain à urbaniser de forme rectangulaire étroite et longue, actuellement à usage agricole. Le terrain est en situation privilégiée, en limite de zones urbaines.

4.5. Surfaces du bâti

Sans objet.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Propriétaire : Consorts Beudelocque


5.2. Conditions d'occupation


Libre d'occupation

6 - URBANISME

Zone 1 AU L et emplacement réservé pour la création d'un espace loisir et espaces verts (BEA 06) et soumis à OAP (Orientations d'aménagements prioritaires).

Zones à urbaniser

 1AUA - Zone à urbaniser mixte (1AUA1 - 1AUA2 - 1AUA3 - 1AUA4)

 1AUL - Zone à urbaniser d'équipements d'intérêt collectif et de développement touristique

 Emplacements réservés

Beaurains	Emplacement réservé	ER	BEA_06	Création d'un espace de loisir et d'espaces verts	Commune de Beaurains	Espace vert	89684
-----------	---------------------	----	--------	---	----------------------	-------------	-------



Les constructions et installations sont autorisées, au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation ou lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble.

Sont autorisés sous conditions, les occupations et utilisations du sol suivantes :

Les équipements d'intérêt collectif et services publics

Les installations, constructions et aménagements à destination de restauration, d'hébergement hôtelier et touristique ;

Les établissements à usage de commerces et d'activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle d'une surface de plancher maximum de 1000 m².

Le terrain est également soumis à OAP et il est précisé dans l'OAP l'axe suivant :

« Mettre en valeur les atouts paysagers et récréatifs (parcs urbains, espaces verts, espaces de loisirs de plein air) »

Il est également indiqué qu'il est possible de créer une salle polyvalente sur ce secteur et de préserver les liaisons douces.

Le consultant a précisé qu'il sera possible de réaliser par exemple des équipements sportifs, de type piscine ou terrains de football par exemple.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à procéder à une étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui à évaluer.

En l'absence de marché spécifique de terrains à aménager de ce type actuellement, il a été procédé par extension à une étude de marché de terrains à aménager à vocation économique, et de ce positionner sur une valeur basse par rapport à ce type de marché pour tenir compte du caractère plus spécifique, contraint et moins axé sur la rentabilité que du terrain économique. En effet l'OAP limite particulièrement les possibilités de construction et équipements.

8- DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1.1. Sources Internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

1) Etude de marché de terrains en situation privilégiée à vocation économique

N° terme	Adresse	Date	Cadastre	Superficie	Prix HT	Prix au m2	Obs°
1	LA MOTTE 62 HARNES	07/10/2019	413 AR 239 413 AO 340	6946	29 034	4,18	
2	AU TILLEUL ZC de la Peupleraie 62 HENIN- BEAUMONT	06/03/2017	427 ZI 163 427 ZI 85 427 ZI 165 4247 ZI 167	23 110 m2	143 282	6,20	
3	La motte, Chemin de marquoy, 62 HARNES	01/10/2018	413AO148-158- AP470	14064m2	58787,52	4,18	
4	Zone d'activité dure du Bacquerot, LAVENTIE	20/05/2019	D255	7 280 m2	50 960	7	
5	Zone d'activité dure du Bacquerot, LAVENTIE	20/05/2019	D259	11 940 m2	83 580	7	

Il y a peu de termes dans ce type de marché, aussi l'étude a été étendue sur le département et à des années antérieures.

Il ressort de l'étude de marché que les termes de terrains à urbaniser économiques se vendent entre 4 et 7 €/m². Actuellement le marché est plutôt à 7 €/m² pour de l'économique.

8.1.2. Autres sources externes à la DGFIP

Aucune consultation de sources externes à la DGFIP n'a été réalisée.

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Le terrain à évaluer est situé dans un zonage 1 AUL mais est aussi restreint dans son potentiel par les orientations particulières de l'OAP. Le zonage 1 AUL est plus spécifique et ne revêt pas le caractère de rentabilité attaché au 1AU e Dans notre cas, l'OAP limite la destination à des équipements publics et des aménagements de plein air. Aussi il est proposé de retenir la valeur basse de marché à 4 €/m².

$2021 \text{ m}^2 \times 4 \text{ €/m}^2 = 8084 \text{ €}$ arrondi à 8000 € libre d'occupation.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur maximale d'acquisition sans justification particulière arrondie à **8 800€**.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur départemental
et par délégation,



Lubczinski, Christine
Inspectrice des Finances Publiques,

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Conseillers en exercices :.....29
Présents :.....20
Excusés :.....6
Absents :.....3
Votants :.....26

L'an deux mil vingt trois, le onze octobre, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en Mairie, salle du Conseil - Mairie de Beaurains après convocation légale 05/10/2023, sous la présidence de **M. ANSART Pierre, Maire**.

**OBJET : RÉTROCESSION D'UN TERRAIN AU
CIMETIÈRE - MADAME SAETTI JOSIANE**

PRESENTS : M. ANSART Pierre, Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme CAPET Carine, Mme DERAEEV Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, M. GACI Jérémy, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, M. PETIT Jean-Louis, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme DUPOND-WALLET Anne

EXCUSES / PROCURATIONS : Mme LANCE BARSACQ Emilie donne pouvoir à M. EVRARD Michel, Mme LETUPPE Sylvie donne pouvoir à Mme FRUCHART Christelle, M. MOUTON Patrice donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, M. RENARD Sébastien donne pouvoir à Mme CAPET Carine, M. SCOAZEC Jean-Jacques donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry, Mme SEGUELA Véronique donne pouvoir à M. ANSART Pierre

ABSENTS : Mme BETREMIEUX Christina, M. HURET Hervé, Mme TOURNEMAINE Myriam

M. HARMEGNIES Jean-Thierry est élu Secrétaire de séance

Monsieur ANSART expose :

Madame SAETTI-HERMANT Josiane a acheté dans notre nouveau cimetière le 26 décembre 2001, une concession de 3 m², pour une durée de 50 ans portant le N° 579 (référence AD13-C01). Cette concessionnaire m'a adressé un courrier en date du 06 avril 2023, m'informant qu'elle souhaite rétrocéder sa concession, n'en ayant plus l'utilité.

Madame Josiane SAETTI-HERMANT résidant 9, rue de Besançon à ACHICOURT (62217), demande à la commune de reprendre ce terrain aux conditions réglementaires, soit au prix de 101 € représentant les 2/3 du prix de 151,50 € payé lors de l'acquisition, le dernier tiers restant acquis définitivement au Centre Communal d'Action Sociale.

Je vous prie en conséquence de bien vouloir autoriser cette rétrocession et remettre cette concession en vente.

Le rapport est adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 12/10/2023

Décision rendue exécutoire par la publication et la réception en Préfecture le 18/10/2023

Le Maire,
Pierre ANSART



Conseillers en exercices :.....29
Présents :.....20
Excusés :.....6
Absents :.....3
Votants :.....26

L'an deux mil vingt trois, le onze octobre, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en Mairie,salle du Conseil - Mairie de Beaurains après convocation légale 05/10/2023, sous la présidence de **M. ANSART Pierre, Maire.**

OBJET : COLIS DES AÎNÉS - 2023

PRESENTS : M. ANSART Pierre, Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme CAPET Carine, Mme DERAEEV Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, M. GACI Jérémy, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, M. PETIT Jean-Louis, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme DUPOND-WALLET Anne

EXCUSES / PROCURATIONS : Mme LANCE BARSACQ Emilie donne pouvoir à M. EVRARD Michel, Mme LETUPPE Sylvie donne pouvoir à Mme FRUCHART Christelle, M. MOUTON Patrice donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, M. RENARD Sébastien donne pouvoir à Mme CAPET Carine, M. SCOAZEC Jean-Jacques donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry, Mme SEGUELA Véronique donne pouvoir à M. ANSART Pierre

ABSENTS : Mme BETREMIEUX Christina, M. HURET Hervé, Mme TOURNEMAINE Myriam

M. HARMEGNIES Jean-Thierry est élu Secrétaire de séance

Madame DUTERIEZ expose :

Lors de la réunion du 22 juin 2023, la Commission des Affaires Sociales a examiné différentes propositions émanant de fournisseurs, afin d'attribuer le colis de nos aînés.

Pour les aînés qui ne peuvent participer au repas annuel, je vous propose :

- De fixer les montants des colis comme suit :
 - o À 24,90 € TTC le montant individuel des colis « simple » ;
 - o À 34,90 € TTC les colis « couple ».
- De retenir la société « Lou Berret à Grogelac (Périgord) » présentant le meilleur rapport qualité/prix.

Le rapport est adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 12/10/2023

Décision rendue exécutoire par la publication et la réception en Préfecture le 18/10/2023

Le Maire,
Pierre ANSART



Conseillers en exercices :.....29
Présents :.....20
Excusés :.....6
Absents :.....3
Votants :.....26

L'an deux mil vingt trois, le onze octobre, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en Mairie, salle du Conseil - Mairie de Beaurains après convocation légale 05/10/2023, sous la présidence de **M. ANSART Pierre, Maire**.

OBJET : REPAS DES AINÉS - 2023

PRESENTS : M. ANSART Pierre, Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme CAPET Carine, Mme DERAEEV Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, M. GACI Jérémy, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, M. PETIT Jean-Louis, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme DUPOND-WALLET Anne

EXCUSES / PROCURATIONS : Mme LANCE BARSACQ Emilie donne pouvoir à M. EVRARD Michel, Mme LETUPPE Sylvie donne pouvoir à Mme FRUCHART Christelle, M. MOUTON Patrice donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, M. RENARD Sébastien donne pouvoir à Mme CAPET Carine, M. SCOAZEC Jean-Jacques donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry, Mme SEGUELA Véronique donne pouvoir à M. ANSART Pierre

ABSENTS : Mme BETREMIEUX Christina, M. HURET Hervé, Mme TOURNEMAINE Myriam

M. HARMEGNIES Jean-Thierry est élu Secrétaire de séance

Madame DUTERIEZ expose :

Lors de la réunion du 22 juin 2023, la Commission des Affaires Sociales propose de reconduire le repas des Aînés pour l'année 2023.

La date du repas est fixée au mercredi 13 décembre 2023 à BEAURAINS, au centre multisports Haniquaut.

Le prix du repas préparé, amené et servi à table par le traiteur « La Fine Bouche » de Saint-Laurent-Blangy, est à la charge de la Commune, au tarif de 38,00 € par personne hors boissons. Vous trouverez ci-dessous le détail de cette manifestation :

- Accueil des Aînés à partir de 12 h 30 ;
- Repas entrecoupé par le spectacle « Clindoeil 80's » ;
- Animation de « Talents en Scène » ;
- Fin vers 18h00.

Je vous propose d'autoriser, Monsieur le Maire, ou son représentant, à engager les dépenses afférentes à cette manifestation auprès des prestataires.

Le rapport est adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 12/10/2023

Décision rendue exécutoire par la publication et la réception en Préfecture le 18/10/2023

Le Maire,
Pierre ANSART



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL ORDINAIRE DU 11/10/2023

Conseillers en exercices :.....29
Présents :.....20
Excusés :.....6
Absents :.....3
Votants :.....26

L'an deux mil vingt trois, le onze octobre, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en Mairie,salle du Conseil - Mairie de Beaurains après convocation légale 05/10/2023, sous la présidence de **M. ANSART Pierre, Maire.**

OBJET : REMBOURSEMENT PRESTATION COURS DE MUSIQUE SAISON 2022-2023

PRESENTS : M. ANSART Pierre, Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme CAPET Carine, Mme DERAEEV Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, M. GACI Jérémy, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, M. PETIT Jean-Louis, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme DUPOND-WALLET Anne

EXCUSES / PROCURATIONS : Mme LANCE BARSACQ Emilie donne pouvoir à M. EVRARD Michel, Mme LETUPPE Sylvie donne pouvoir à Mme FRUCHART Christelle, M. MOUTON Patrice donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, M. RENARD Sébastien donne pouvoir à Mme CAPET Carine, M. SCOAZEC Jean-Jacques donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry, Mme SEGUELA Véronique donne pouvoir à M. ANSART Pierre

ABSENTS : Mme BETREMIEUX Christina, M. HURET Hervé, Mme TOURNEMAINE Myriam

M. HARMEGNIES Jean-Thierry est élu Secrétaire de séance

Madame DUPOND-WALLET expose :

Au cours de la saison 2022-2023, des cours de flûte traversière n'ont pas pu être dispensés.

En conséquence, il est proposé de procéder au remboursement des séances non réalisées par élève sur les bases tarifaires ci-dessous :

QUOTIENTS CAF	Tarifs Beaurinois	
	Tarifs annuels	Tarifs 1 séance
-334	51,50 €	1,60 €
335/442	72,00 €	2,25 €
443/617	92,50 €	2,90 €
618/882	123,50 €	3,85 €
883/1147	154,50 €	4,80 €
1148 et plus	180,50 €	5,65 €
Tarifs Extérieurs		
Participant à la Classe d'Orchestre	385,00 €	12,00 €
Tarif plein	770,00 €	24,00 €

- Je vous demande de bien vouloir autoriser les remboursements sur la base de réclamations des familles ;

- D'imputer ces dépenses au budget 2023.

Le rapport est adoptée à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 12/10/2023

Décision rendue exécutoire par la publication et la réception en Préfecture le 18/10/2023

Le Maire,
Pierre ANSART



Conseillers en exercices :.....29
Présents :.....20
Excusés :.....6
Absents :.....3
Votants :.....26

L'an deux mil vingt trois, le onze octobre, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en Mairie,salle du Conseil - Mairie de Beaurains après convocation légale 05/10/2023, sous la présidence de **M. ANSART Pierre, Maire.**

**OBJET : ENQUÊTE PUBLIQUE INSTALLATIONS
CLASSÉES SAS LHOTELLIER TRAVAUX PUBLICS**

PRESENTS : M. ANSART Pierre, Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme CAPET Carine, Mme DERAEEV Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, M. GACI Jérémy, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, M. PETIT Jean-Louis, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme DUPOND-WALLET Anne

EXCUSES / PROCURATIONS : Mme LANCE BARSACQ Emilie donne pouvoir à M. EVRARD Michel, Mme LETUPPE Sylvie donne pouvoir à Mme FRUCHART Christelle, M. MOUTON Patrice donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, M. RENARD Sébastien donne pouvoir à Mme CAPET Carine, M. SCOAZEC Jean-Jacques donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry, Mme SEGUELA Véronique donne pouvoir à M. ANSART Pierre

ABSENTS : Mme BETREMIEUX Christina, M. HURET Hervé, Mme TOURNEMAINE Myriam

M. HARMEGNIES Jean-Thierry est élu Secrétaire de séance

Monsieur VENEL expose :

Par arrêté en date du 28 août 2023, Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais nous informe qu'il a soumis à la consultation du public du 25 septembre 2023 au 23 octobre 2023 inclus, la demande de modification des conditions d'exploitation sur le site sis lieudit « Le chantier de Mercatel », sur le territoire de la commune de Beaurains déposée par la SAS LHOTELLIER TRAVAUX PUBLICS.

Bien que l'activité globale du site reste inchangée par rapport à l'autorisation préfectorale du 29 mars 2018, la SAS LHOTELLIER TRAVAUX PUBLICS sollicite l'enregistrement pour une nouvelle activité de transit de fraissats routiers (déchets non dangereux non inertes), régie par la rubrique ICPE 2716. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³.

Conformément à sa lettre du 29 août 2023 il appartient au Conseil Municipal de donner son avis sur cette demande au plus tard le 6 novembre 2023.

Aussi je vous propose d'émettre un **avis favorable** avec les réserves et recommandations suivantes :

— Le Conseil Municipal demande à ce que la fréquence des mesures de retombées de poussières soit conforme à la réglementation en vigueur et ne se limite pas à des mesures en période de broyage et concassage ;

— Le Conseil Municipal demande à que l'exploitant prenne toutes les mesures nécessaires afin de limiter les rejets de poussières et notamment à réaliser les activités de broyage et concassage les jours de pluie ;

— Le Conseil Municipal demande à l'exploitant de veiller à respecter la réglementation sur le bruit ;

— Le Conseil Municipal demande à l'exploitant d'être vigilant sur l'envol des déchets non inertes tels que les plastiques et cartons et de veiller à procéder à un nettoyage régulier des abords du site ;

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_9-DE



– Le Conseil Municipal demande à l’exploitant de réaliser les plantations d’arbres de haut jet sur tout le périmètre du site, en privilégiant les espèces locales, et ceci afin de limiter la dispersion des poussières, la propagation du bruit et l’envol des déchets hors du site ;

– Le Conseil Municipal demande à l’exploitant de porter une attention particulière aux rejets des eaux de ruissellement avec des contrôles réguliers de la qualité de l’eau du bassin d’infiltration ;

– Le Conseil Municipal souhaite connaître le devenir des boues d’hydrocarbures collectées dans le séparateur.

Le rapport est adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 12/10/2023

Décision rendue exécutoire par la publication et la réception en Préfecture le 18/10/2023

Le Maire,
Pierre ANSART



Conseillers en exercices :.....29
Présents :.....20
Excusés :.....6
Absents :.....3
Votants :.....26

L'an deux mil vingt trois, le onze octobre, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en Mairie, salle du Conseil - Mairie de Beaurains après convocation légale 05/10/2023, sous la présidence de **M. ANSART Pierre, Maire**.

OBJET : CHARTE BELLO RAMO - PROJET BIODIVERSITÉ

PRESENTS : M. ANSART Pierre, Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme CAPET Carine, Mme DERAEEV Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, M. GACI Jérémy, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, M. PETIT Jean-Louis, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme DUPOND-WALLET Anne

EXCUSES / PROCURATIONS : Mme LANCE BARSACQ Emilie donne pouvoir à M. EVRARD Michel, Mme LETUPPE Sylvie donne pouvoir à Mme FRUCHART Christelle, M. MOUTON Patrice donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, M. RENARD Sébastien donne pouvoir à Mme CAPET Carine, M. SCOAZEC Jean-Jacques donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry, Mme SEGUELA Véronique donne pouvoir à M. ANSART Pierre

ABSENTS : Mme BETREMIEUX Christina, M. HURET Hervé, Mme TOURNEMAINE Myriam

M. HARMEGNIES Jean-Thierry est élu Secrétaire de séance

Monsieur VENEL expose :

À travers la charte Bello Ramo la ville s'est engagée dans une dynamique de ville résiliente et active dans la transition écologique nécessaire à plus d'un titre. La charte a ainsi permis de modifier l'organisation de la ville pour diminuer fortement son impact (éclairage, vitesse dans la ville, traitement des espaces verts,...) et augmenter les actions favorisant la prise de conscience et renouant le lien de la population avec ses espaces naturels (arboretum, vergers libres, jardins partagés...).

Le département du Pas-de-Calais via le fond de biodiversité déploie dès 2023 un plan d'action pour la biodiversité ordinaire et extraordinaire du département avec 3 enjeux :

- Donner de l'air(e) à la biodiversité ;
- Donner des bras, des yeux et des idées à la biodiversité ;
- Donner des ressources et des moyens de gouvernance à la biodiversité.

La ville de Beaurains entend s'appuyer sur les compétences départementales d'une part, et de tous partenaires en capacité de soutenir la transition écologique urgente de la ville d'autre part.

Compte tenu de ce qui précède, il est convenu ce qui suit :

- D'autoriser la mobilisation de fonds spéciaux sur le sujet de la transition écologique auprès des partenaires publics et privés de la ville, et de signer l'ensemble des documents s'y rapportant ;
- De déployer les projets de la charte Bello Ramo sur le territoire communal, au regard des aides obtenues.

Le rapport est adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 12/10/2023

Décision rendue exécutoire par la publication et la réception en Préfecture le 18/10/2023

**Le Maire,
Pierre ANSART**



Conseillers en exercices :.....29
Présents :.....20
Excusés :.....6
Absents :.....3
Votants :.....26

L'an deux mil vingt trois, le onze octobre, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en Mairie, salle du Conseil - Mairie de Beaurains après convocation légale 05/10/2023, sous la présidence de **M. ANSART Pierre, Maire**.

**OBJET : PARC AUTOMOBILE MUNICIPAL -
CESSION D'UN VÉHICULE À UN PROFESSIONNEL.**

PRESENTS : M. ANSART Pierre, Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme CAPET Carine, Mme DERA EVE Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, M. GACI Jérémy, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, M. PETIT Jean-Louis, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme DUPOND-WALLET Anne

EXCUSES / PROCURATIONS : Mme LANCE BARSACQ Emilie donne pouvoir à M. EVRARD Michel, Mme LETUPPE Sylvie donne pouvoir à Mme FRUCHART Christelle, M. MOUTON Patrice donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, M. RENARD Sébastien donne pouvoir à Mme CAPET Carine, M. SCOAZEC Jean-Jacques donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry, Mme SEQUELA Véronique donne pouvoir à M. ANSART Pierre

ABSENTS : Mme BETREMIEUX Christina, M. HURET Hervé, Mme TOURNEMAINE Myriam

M. HARMEGNIES Jean-Thierry est élu Secrétaire de séance

Monsieur VEZILIER expose :

Dans le cadre de la bonne gestion de son patrimoine et de l'optimisation de ses moyens, la Commune de BEAURAINS entend aujourd'hui procéder à la vente d'un véhicule à un professionnel.

Le tableau ci-dessous reprend les caractéristiques du véhicule ainsi que le prix de vente :

N° INVENTAIRE	IMMATRICULATION	MARQUE / TYPE	CARACTÉRISTIQUE	DATE DE 1 ^{ère} MISE EN CIRCULATION	KM	PRIX
2182 2004 1383	3930 TN 62	Renault Master	VL- utilitaire	8 juin 2004	217 068	500,00 €

Compte tenu de ce qui précède, il vous est donc demandé de bien vouloir :

- Autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces nécessaires liées à cette opération.

La recette afférente à cette cession sera reprise dans le budget de l'exercice 2023.

Le rapport est adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 12/10/2023

Décision rendue exécutoire par la publication et la réception en Préfecture le 18/10/2023

Le Maire,
Pierre ANSART



Conseillers en exercices :.....29
Présents :.....20
Excusés :.....6
Absents :.....3
Votants :.....26

**OBJET : ACQUISITION D'UNE PARTIE DE LA
PARCELLE CADASTRÉE AD 287 - RUE ARTHUR
RIMBAUD**

L'an deux mil vingt trois, le onze octobre, le Conseil Municipal de la Commune de BEURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en Mairie, salle du Conseil - Mairie de Beurains après convocation légale 05/10/2023, sous la présidence de **M. ANSART Pierre, Maire.**

PRESENTS : M. ANSART Pierre, Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme CAPET Carine, Mme DERAEEVE Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, M. GACI Jérémy, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, M. PETIT Jean-Louis, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme DUPOND-WALLET Anne

EXCUSES / PROCURATIONS : Mme LANCE BARSACQ Emilie donne pouvoir à M. EVRARD Michel, Mme LETUPPE Sylvie donne pouvoir à Mme FRUCHART Christelle, M. MOUTON Patrice donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, M. RENARD Sébastien donne pouvoir à Mme CAPET Carine, M. SCOAZEC Jean-Jacques donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry, Mme SEGUELA Véronique donne pouvoir à M. ANSART Pierre

ABSENTS : Mme BETREMIEUX Christina, M. HURET Hervé, Mme TOURNEMAINE Myriam

M. HARMEGNIES Jean-Thierry est élu Secrétaire de séance

Monsieur DUPOND expose :

Par délibération en date du 3 novembre 2021 vous avez décidé la vente de la parcelle cadastrée AD 372 pour une contenance d'environ 451 m² à Monsieur POLAT Lutfu ou toute autre société s'y substituant.

Monsieur POLAT avait sollicité notre intervention auprès du Conseil Départemental du Pas-de-Calais pour se rendre acquéreur de la partie jouxtant la parcelle AD 372 pour environ 260 m² en vue de finaliser son projet d'implantation d'un bâtiment à usage artisanal et de bureaux sur une plus grande parcelle.

En effet, cette partie de parcelle cadastrée AD 287 est intégrée à la voie Arthur Rimbaud, domaine privé du Conseil Départemental du Pas de Calais et constitue un délaissé de voirie de la zone d'activités artisanales.

Le Conseil Départemental vient de nous informer de leur accord, d'une part sur la cession de cette partie de parcelle cadastrée AD 287 à la commune de Beurains pour environ 260 m² et d'autre part régulariser le transfert à la Communauté Urbaine d'Arras de la partie restante de la parcelle AD 372 à usage de voirie.

Le prix de vente a été fixé à 3 120 euros TTC, conforme à l'avis des domaines du 26 mai 2023.

Je vous propose de :

- autoriser le Monsieur le Maire, ou son représentant, à acquérir la partie de parcelle cadastrée AD 287 pour environ 260 m² ;
- autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toute pièce nécessaire à cette opération ;

Le rapport est adopté avec 22 voix pour et 4 contres (MM EVRARD, RENARD pouvoir à Mme CAPET, Mmes LANCE pouvoir à M EVRARD, CAPET)

Pour extrait conforme,

Fait à Beurains, le 12/10/2023

Décision rendue exécutoire par la publication et la réception en Préfecture le 18/10/2023.

Le Maire,
Pierre ANSART



Conseillers en exercices :.....29
Présents :.....20
Excusés :.....6
Absents :.....3
Votants :.....26

L'an deux mil vingt trois, le onze octobre, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en Mairie, salle du Conseil - Mairie de Beaurains après convocation légale 05/10/2023, sous la présidence de **M. ANSART Pierre, Maire**.

**OBJET : CESSIION D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE
CADASTRÉE AD 287 - RUE ARTHUR RIMBAUD**

PRESENTS : M. ANSART Pierre, Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme CAPET Carine, Mme DERAEEVE Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, M. GACI Jérémy, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, M. PETIT Jean-Louis, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme DUPOND-WALLET Anne

EXCUSES / PROCURATIONS : Mme LANCE BARSACQ Emilie donne pouvoir à M. EVRARD Michel, Mme LETUPPE Sylvie donne pouvoir à Mme FRUCHART Christelle, M. MOUTON Patrice donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, M. RENARD Sébastien donne pouvoir à Mme CAPET Carine, M. SCOAZEC Jean-Jacques donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry, Mme SEQUELA Véronique donne pouvoir à M. ANSART Pierre

ABSENTS : Mme BETREMIEUX Christina, M. HURET Hervé, Mme TOURNEMAINE Myriam

M. HARMEGNIES Jean-Thierry est élu Secrétaire de séance

Monsieur DUPOND expose :

Vous venez de m'autoriser à acquérir la parcelle cadastrée AD 287 pour environ 260 m² auprès du Conseil Départemental du Pas de Calais.

Par délibération en date du 3 novembre 2021, vous avez autorisé la vente de la parcelle cadastrée AD 372 pour environ 451 m² à Monsieur POLAT Lutfu au prix de 30 000 euros (trente mille euros) HT (hors TVA).

Afin de lui permettre de développer son projet d'implantation d'un bâtiment à usage artisanal et de bureaux, tel que relaté dans la délibération en date du 3 novembre 2021, il convient de lui céder cette partie de parcelle cadastrée AD 287 pour environ 260 m², ce qui permettra d'obtenir une unité foncière d'environ 711 m².

Vu l'avis des domaines en date du 26 mai 2023 et tenant compte du prix de vente de la parcelle AD 372 et sa valorisation par l'ajout de la parcelle AD 287 en partie, le prix de vente est fixé à 17294 euros (dix-sept mille deux cent quatre-vingt-quatorze euros).

Je vous propose de :

- autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à céder la partie de parcelle cadastrée AD 287 pour environ 260 m² ;
- autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toute pièce nécessaire à la réalisation de cette opération ;
- confier la rédaction de l'acte de vente à Maître Gérard BAILLET, Notaire à ARRAS.

Le rapport est adopté avec 22 voix pour et 4 contres (MM EVRARD, RENARD pouvoir à Mme CAPET, Mmes LANCE pouvoir à M EVRARD, CAPET)

Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 12/10/2023

Décision rendue exécutoire par la publication et la réception en Préfecture le 18/10/2023.

**Le Maire,
Pierre ANSART**



MAIRIE DE BEURAINS
Département du Pas-de-Calais
Arrondissement d'Arras
Canton Arras Sud

**EXTRAIT DU PROCES VERBAL DE DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL ORDINAIRE
DU MERCREDI 3 NOVEMBRE 2021**

Conseillers en exercice..... 29
Présents..... 21
Votants..... 29

**OBJET : VENTE DE LA PARCELLE
CADASTREE AD 372 EN PARTIE
RUE ARTHUR RIMBAUD**

L'AN DEUX MIL VINGT ET UN, le TROIS NOVEMBRE, le Conseil Municipal de la Commune de Beaurains, étant assemblé en session ORDINAIRE, Salle du Conseil Municipal en Mairie, après convocation légale (le 28 OCTOBRE 2021), sous la présidence de M. ANSART Pierre, Maire.

PRESENTS : MM. ANSART BERGOGNON DUPOND HARMEGNIES HURET IBISEVIC MOUTON SCOAZEC SIMON VENEL EVRARD RENARD

Mmes BETREMIEUX DERAEEV DUTERIEZ GALLET LE GARDIEN LETUPPE SEQUELA TENAGLIA LANCE-BARSACQ

EXCUSES : Mme BENOIT pouvoir à Mme TENAGLIA – Mme FRUCHART pouvoir à M. ANSART - M. GACI pouvoir à M. BERGOGNON – M. PETIT pouvoir à M. SIMON - Mme TOURNEMAINE pouvoir à M. DUPOND – M. VEZILIER pouvoir à Mme BETREMIEUX – Mme WALLET pouvoir M. MOUTON – Mme CAPET pouvoir à M. EVRARD

Mme DUTERIEZ est élue secrétaire de séance.

Monsieur ANSART expose :

La commune a été contactée par Monsieur POLAT Lutfu qui souhaite acquérir la parcelle cadastrée AD 372 en vue d'y implanter un bâtiment à usage artisanal et de bureaux.

Cette parcelle située Rue Arthur Rimbaud est reprise en zone UEL au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (secteur à vocation d'activités mixtes y compris commerce de détail et services où s'effectue l'accueil d'une clientèle).

Cet immeuble d'une contenance de 463 m² contient un poste public de distribution électrique d'environ 12 m² qu'il conviendra de découper.

Le prix de vente a été convenu à 30 000 euros (trente mille euros) HT (hors TVA) ; conforme à l'avis des domaines en date du 3 juin 2021.

Je vous propose de :

- autoriser le Maire à vendre la parcelle cadastrée AD 372 d'une contenance d'environ 451 m² à Monsieur POLAT Lutfu ou toute société s'y substituant ;
- autoriser le Maire à signer toute pièce nécessaire à la réalisation de cette opération ;
- Confier la rédaction de l'acte à Maître Gérard BAILLET, Notaire à ARRAS ;
- Confier le découpage cadastral au cabinet CARON-BRIFFAUT à ARRAS.

Les frais d'acte, d'arpentage et de raccordement aux différents réseaux étant à la charge de l'acquéreur.

Le rapport est adopté par 25 voix pour, et 4 abstentions (Mmes CAPET LANCE MM. EVRARD RENARD).

Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 08 NOVEMBRE 2021.

Décision rendue exécutoire par la publication et la transmission en Préfecture le 09 NOVEMBRE 2021.

**Le Maire,
Pierre ANSART**







Direction Départementale des Finances publiques du
Pas-de-Calais

Pôle d'Évaluation Domaniale

Immeuble Foch
5 rue du Docteur Brassart
62034 ARRAS cedex

Téléphone : 03 21 51 91 91
mél. : ddfip62.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Linda BOTELHO
Téléphone : 03 21 21 31 79
courriel : linda.botelho@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. DS : 4384793
Réf. OSE: 2021-62099-34872

Le 3 juin 2021

Le Directeur à

Monsieur le Maire
Mairie de Beaurains
1 place de la fontaine
62217 BEAURAINS

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Désignation du bien : terrain à bâtir

Adresse du bien : rue Arthur Rimbaud à BEAURAINS cadastré AD 372 pour une
contenance cadastrale de 463 m²

Valeur vénale : 9 100 € HF

Une marge de négociation de 10 % permettant d'admettre des conditions financières s'écartant de la valeur vénale
retenue est octroyée.

Il est rappelé que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent sur délibération motivée s'écarter de cette
valeur.

1 – SERVICE CONSULTANT

Commune de Beaurains
Affaire suivie par Jean-Pierre DELABRE

2 – DATE

de consultation : 6 mai 2021
de réception : 6 mai 2021
de visite : 27 mai 2021
de dossier en état : 27 mai 2021

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

cession d'une parcelle pour une activité commerciale

4 – DESCRIPTION DU BIEN

terrain à bâtir à vocation économique situé dans la ZA des Longs Champs, zone d'activités située
face à la zone Boreal Parc
Un poste public de distribution électrique d'environ 12 m² est implanté sur la parcelle.

5 – SITUATION JURIDIQUE

– Désignation et qualité des propriétaires : commune de Beaurains
– État et conditions d'occupation : libre d'occupation

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

zone UEI : secteur à vocation d'activités économiques mixtes y compris commerce de détail et services où s'effectue l'accueil d'une clientèle

PPR mouvements de terrain lié aux cavités souterraines

7 – DATE DE RÉFÉRENCE

sans objet

8 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

comparaison directe

Compte tenu du marché local, la valeur vénale de ce terrain peut être estimée à la somme de **9 100 € HF**.

9 – DURÉE DE VALIDITÉ

12 mois

10 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Une nouvelle consultation du Pôle d'Évaluation Domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques
et par délégation,



Linda BOTELHO
Inspectrice des Finances Publiques

Conseillers en exercices :.....29
Présents :.....20
Excusés :.....6
Absents :.....3
Votants :.....26

**OBJET : VENTE DE TERRAIN - PARCELLES AE 609
ET ZH 44 - BORÉAL**

L'an deux mil vingt trois, le onze octobre, le Conseil Municipal de la Commune de BEURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en Mairie,salle du Conseil - Mairie de Beurains après convocation légale 05/10/2023, sous la présidence de **M. ANSART Pierre, Maire.**

PRESENTS : M. ANSART Pierre, Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme CAPET Carine, Mme DERA EVE Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, M. GACI Jérémy, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, M. PETIT Jean-Louis, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme DUPOND-WALLET Anne

EXCUSES / PROCURATIONS : Mme LANCE BARSACQ Emilie donne pouvoir à M. EVRARD Michel, Mme LETUPPE Sylvie donne pouvoir à Mme FRUCHART Christelle, M. MOUTON Patrice donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, M. RENARD Sébastien donne pouvoir à Mme CAPET Carine, M. SCOAZEC Jean-Jacques donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry, Mme SEGUELA Véronique donne pouvoir à M. ANSART Pierre

ABSENTS : Mme BETREMIEUX Christina, M. HURET Hervé, Mme TOURNEMAINE Myriam

M. HARMEGNIES Jean-Thierry est élu Secrétaire de séance

Monsieur DUPOND expose :

Par délibérations du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2021 et du 13 avril 2022, vous avez autorisé la vente au profit de NORINVEST ou toute autre société s'y substituant des parcelles cadastrées AE 609 et AE 610 en partie pour une contenance d'environ 7 000 m² située en zone d'activités commerciale BOREAL PARC.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 13 avril 2022, vous avez autorisé un échange sans soulte de parcelles entre la commune de Beurains et K'Val Cad ayant pour conséquence la création et la récupération au profit de la commune de la parcelle ZH 44 pour une superficie de 441 m², parcelle contiguë à la parcelle AE 609 évoquée ci-avant.

L'investisseur NORINVEST n'ayant pas poursuivi son projet, les parcelles sont de nouveau disponibles à la vente.

La société JPL Développement, représentée par Monsieur Maxence LEMPEREUR, domicilié RN 319 à COURRIERES (62710) nous a contacté afin d'acquérir les parcelles :

Sec.	N°	Lieudit	ha	a	ca
AE	609	LE CHANTIER DE LA PIGACHE	0	70	00
ZH	44	LE CHANTIER DE LA PIGACHE	0	04	41
TOTAL			0	74	41

La société JPL Développement s'engage à déposer un permis de construire d'ici la fin de l'année 2023.

Dans le cadre du développement de cette zone commerciale BORÉAL PARC, vu l'avis des domaines du 8 décembre 2021 estimant la valeur vénale à 65 € m², la commune souhaite vendre ces parcelles de terrain à bâtir au prix de 65 € hors taxes le mètre carré (soixante-cinq euros HT), soit :

Au profit du budget annexe BORÉAL PARC :

Parcelle AE 609 d'une superficie de 7 000 m² à 65 € HT, soit 455 000 € HT.

Au projet du budget principal, la parcelle ZH 44 n'étant pas intégrée au Plan d'Aménagement de la zone d'activités BORÉAL PARC :

Parcelle ZH 44, d'une superficie de 441 m² à 65 € HT, soit 28 665 € HT.

Les frais d'acte et de géomètre sont à la charge de l'acquéreur.

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer un protocole de vente avec la société JPL Développement ou toute autre société s'y substituant ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à vendre la parcelle cadastrée AE 609 pour une contenance de 7 000 m² à JPL Développement ou toute autre société s'y substituant au prix de 65 € hors taxes du mètre carré (soixante-cinq euros HT) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à vendre la parcelle cadastrée ZH 44 pour une contenance de 441 m² à JPL Développement ou toute autre société s'y substituant au prix de 65 € hors taxes du mètre carré (soixante-cinq euros HT) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer toute pièce nécessaire à la réalisation de cette opération ;
- De confier la rédaction de l'acte de vente à Maître Gérard BAILLET, Notaire à Arras ;
- Les crédits seront prévus au budget annexe Boréal et au budget principal de l'exercice 2023.

Le rapport est adopté avec 22 voix pour et 4 contres (MM EVRARD, RENARD pouvoir à Mme CAPET, Mmes LANCE pouvoir à M EVRARD, CAPET)

Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 12/10/2023

Décision rendue exécutoire par la publication et la réception en Préfecture le 18/10/2023.

Le Maire,
Pierre ANSART





Direction Départementale des Finances publiques du Pas-de-Calais

Pôle d'Évaluation Domaniale

Immeuble Foch
5 rue du Docteur Brassart
62034 ARRAS cedex

Téléphone : 03 21 51 91 91
mél. : ddfip62.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Linda BOTELHO
Téléphone : 03 21 21 31 79/ 06 25 35 24 95
courriel : linda.botelho@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. DS : 6921480
Réf. OSE: 2021-62099-88661

Le 8 décembre 2021

Le Directeur à

Monsieur le Maire
Mairie de Beaurains
1 place de la fontaine
62217 BEAURAINS

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Désignation du bien : terrain à vocation économique

Adresse du bien : zone BOREAL PARC chantier de la Pigache cadastré AE 609 pour une contenance cadastrale de 7 000 m²

Valeur vénale : **455 000 € HT**

Une marge de négociation de 10 % permettant d'admettre des conditions financières s'écartant de la valeur vénale retenue est octroyée.

Il est rappelé que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent sur délibération motivée s'écarter de cette valeur.

1 – SERVICE CONSULTANT

Commune de Beaurains
Affaire suivie par Jean-Pierre DELABRE

2 – DATE

de consultation : 30 novembre 2021
de réception : 30 novembre 2021
de visite : 2 décembre 2021
de dossier en état : 2 décembre 2021

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

cession d'un terrain à vocation d'activités économiques

4 – DESCRIPTION DU BIEN

terrain à vocation d'activités économiques situé à l'arrière de la zone commerciale dénommée BOREAL PARC
terrain desservi par l'ensemble des réseaux de la zone

5 – SITUATION JURIDIQUE

– Désignation et qualité des propriétaires : commune de Beaurains
– État et conditions d'occupation : libre d'occupation

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

zone UEc : la zone UE correspond à une zone urbaine à vocation spécifique d'activités économiques.

Le secteur UEc correspond au secteur à vocation d'activités mixtes y compris commerce de détail et services où s'effectue l'accueil d'une clientèle à l'exception des industries soumis à autorisation au titre des Installations Classées Pour Environnement.

7 – DATE DE RÉFÉRENCE

sans objet

8 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

comparaison directe

Compte tenu du marché local et de ses caractéristiques la valeur vénale de ce terrain peut être estimée à la somme de **455 000 € HT**.

9 – DURÉE DE VALIDITÉ

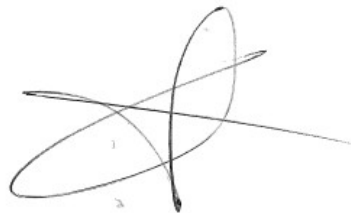
12 mois

10 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Une nouvelle consultation du Pôle d'Évaluation Domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques
et par délégation,



Linda BOTELHO
Inspectrice des Finances Publiques

Conseillers en exercices :.....29
Présents :.....20
Excusés :.....6
Absents :.....3
Votants :.....26

L'an deux mil vingt trois, le onze octobre, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en Mairie,salle du Conseil - Mairie de Beaurains après convocation légale 05/10/2023, sous la présidence de **M. ANSART Pierre, Maire.**

OBJET : CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES COMPOSÉ DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE D'ARRAS ET DES COMMUNES D'ARRAS, ACHICOURT, ANZIN-SAINT-AUBIN, BEAURAINS, DAINVILLE, SAINT-LAURENT-BLANGY, SAINT-NICOLAS ET SAINTE-CATHERINE POUR L'ADHÉSION AU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC " RESAH "

PRESENTS : M. ANSART Pierre, Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme CAPET Carine, Mme DERAEEV Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, M. GACI Jérémy, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, M. PETIT Jean-Louis, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme DUPOND-WALLET Anne

EXCUSES / PROCURATIONS : Mme LANCE BARSACQ Emilie donne pouvoir à M. EVRARD Michel, Mme LETUPPE Sylvie donne pouvoir à Mme FRUCHART Christelle, M. MOUTON Patrice donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, M. RENARD Sébastien donne pouvoir à Mme CAPET Carine, M. SCOAZEC Jean-Jacques donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry, Mme SEGUELA Véronique donne pouvoir à M. ANSART Pierre

ABSENTS : Mme BETREMIEUX Christina, M. HURET Hervé, Mme TOURNEMAINE Myriam

M. HARMEGNIES Jean-Thierry est élu Secrétaire de séance

Monsieur DUPOND expose :

Mesdames, Messieurs,

Sur la base du recensement des besoins réalisé conjointement entre la Communauté Urbaine d'Arras et les communes d'Arras, Achicourt, Anzin-Saint-Aubin, Beaurains, Dainville, Saint-Laurent-Blangy, Saint-Nicolas et Sainte-Catherine, il apparaît opportun de constituer un groupement de commandes afin d'adhérer Groupement d'Intérêt Public « RESAH » et de bénéficier des prestations de cet organisme dans les domaines suivants :

- Téléphonie et infrastructures de téléphonie ;
- Cybersécurité ;
- Infrastructures réseaux ;
- Logiciels et solutions applicatives.

Ainsi, il apparaît opportun de mettre en œuvre un groupement de commandes dont la Communauté Urbaine d'Arras sera le coordonnateur, afin de bénéficier des prestations proposées par le Groupement d'Intérêt Public « RESAH », le coordonnateur pourra adhérer au nom des membres du groupement ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2121-1 et suivants, L1414-3, L1411-5, L1411-5-1 ;

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique ;

Je vous propose :

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_15-DE



- De valider le principe de la constitution d'un groupement de communes urbaines entre la Communauté Urbaine d'Arras et les communes d'Arras, Achicourt, Anzin-Saint-Aubin, Beaurains, Dainville, Saint-Laurent-Blangy, Saint-Nicolas et Sainte-Catherine ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention constitutive correspondante.

Le rapport est adopté à l'unanimité

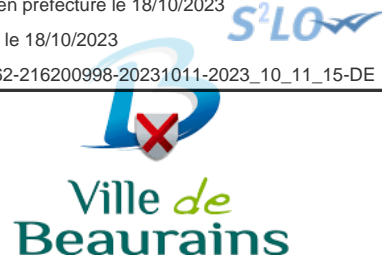
Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 12/10/2023

Décision rendue exécutoire par la publication et la réception en Préfecture le 18/10/2023.

**Le Maire,
Pierre ANSART**





CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES

A - Objet du groupement de commandes

Un groupement de commandes est constitué selon les dispositions des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique.

La présente convention concerne :

Convention de groupement de commandes pour la constitution d'un groupement de commandes composé de la Communauté Urbaine d'Arras et des communes d'Arras, Achicourt, Anzin-Saint-Aubin, Beaurains, Dainville, Saint-Laurent-Blangy, Saint-Nicolas et Sainte-Catherine pour l'adhésion au Groupement d'Intérêt Public « RESAH ».

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes visant à bénéficier des prestations du Groupement d'Intérêt Public « RESAH » par le biais d'une adhésion qui sera réalisée par le coordonnateur.

Le groupement a pour objectif de bénéficier des prestations du RESAH dans les domaines suivants :

- Téléphonie et infrastructures de téléphonie
- Cybersécurité
- Infrastructures réseaux
- Logiciels et solutions applicatives

B - Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification à chaque membre du groupement de commandes.

Elle est conclue pour la durée nécessaire à l'exécution de l'ensemble des prestations.

C - Coordonnateur du groupement

Les parties à la convention conviennent de désigner le membre suivant comme coordonnateur du groupement : Communauté Urbaine d'Arras.

Le siège du coordonnateur est situé :
La Citadelle
146 allée du Bastion de la Reine
CS 10345
62026 ARRAS Cedex

En cas de sortie ou de toute autre hypothèse ou le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer ses missions, un avenant à la convention interviendrait pour désigner un nouveau coordonnateur.

D - Missions du coordonnateur

Le coordonnateur a en charge l'organisation des procédures de passation dans le respect des règles du Code de la commande publique. Cela aboutit à l'adhésion au RESAH pour l'ensemble des membres du groupement.

Le coordonnateur signe et notifie au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Il est également responsable des autres missions suivantes :

Ordre	Désignation détaillée
1	Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation
2	Procéder à la transmission de l'état des besoins aux membres du groupement et de recenser leurs besoins
3	Adhérer pour le compte des membres du groupement au Groupement d'Intérêt Public « RESAH »
4	Contracter avec le RESAH pour toutes les prestations relevant du champ d'application repris en A de la présente convention

E - Membres du groupement

Sont membres du groupement les établissements suivants :

- Commune d'Arras
- Commune d'Achicourt
- Commune d'Anzin-Saint-Aubin
- Commune de Beaurains
- Commune de Dainville
- Commune de Saint-Laurent-Blangy
- Commune de Saint-Nicolas
- Commune de Sainte-Catherine

F - Obligations générales des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

Convention n° : CONV RESAH

Ordre	Désignation détaillée
1	Transmettre un état prévisionnel de ses besoins quantitatifs et qualitatifs dans les délais fixés par le coordonnateur
2	Informar le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de la passation de ses marchés et d'informer le coordonnateur de toute décision de non-reconduction du marché né de de la présente convention dans les délais indiqués dans le cahier des clauses administratives particulières

Les modalités d'exécution juridique et financière de la présente convention sont précisées ci-dessous.

G - Organe de décision

L'organe de décision devant intervenir pour formuler l'adhésion au RESAH est le Conseil Communautaire de la Communauté Urbaine d'Arras.

L'organe de décision devant intervenir pour contracter auprès RESAH est le Pouvoir Adjudicateur ou le Bureau Communautaire de la Communauté Urbaine d'Arras, selon le règlement intérieur de la commande publique en vigueur.

H - Frais de gestion du groupement

Aucune participation aux frais de gestion du groupement ne sera demandée aux membres du groupement. Le coordonnateur prendra donc à sa charge l'ensemble des frais occasionnés par le lancement de chaque consultation.

I - Modalités d'exécution financière et juridiques

1) Exécution des marchés

Le coordonnateur du groupement permettra l'exécution de la précédente convention dans les conditions reprise dans la section D mais chaque membre du groupement exécutera ses prestations qu'il aura contractées auprès du RESAH comme suit :

a) Sur le plan financier :

L'exécution financière des prestations commandées auprès du RESAH est assurée par chaque membre du groupement : chaque membre réalise la commande, la vérification et la réception des prestations, ainsi que le paiement des prestations conformément aux dispositions prévues par le RESAH selon la prestation choisie.

b) Sur le plan juridique :

L'exécution juridique de ces prestations est assurée par le coordonnateur dans les conditions d'exécution prévues par le RESAH et selon la prestation choisie (prise de décision ou délibération pour les membres intéressées).

J - Modalités d'adhésion au groupement

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par décision de l'instance autorisée. Une copie de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes. La signature de la présente convention vaut adhésion au groupement de commandes.

Aucune adhésion ne pourra être prise en compte ni au cours de la procédure de passation du marché ou de l'accord-cadre, ni en cours de son exécution.

K - Modalités de retrait du groupement

Dès lors qu'une consultation a été engagée et en dehors de tout motif d'intérêt général, les membres du groupement n'ont plus la possibilité de se retirer du groupement de commandes.

L - Règlement des litiges

Tout litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention qui n'aurait pu être réglé par voie de conciliation, sera de la compétence du :

Tribunal Administratif de Lille.
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire
59014 LILLE CEDEX CS 62039
Tél : 03 59 54 23 42
Télécopie : 03 59 54 24 45
Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Fait à Arras,

Le,

Membre	Représentant	Fonction	Signature
Communauté Urbaine d'Arras	Alain CAYET	Vice-Président délégué aux Finances, Marchés Publics et Achats	
Commune d'Arras	Frédéric LETURQUE	Maire d'Arras	
Commune d'Achicourt	Jean-Paul LEBLANC	Maire d'Achicourt	
Commune d'Anzin-Saint-Aubin	Valérie EL HAMINE	Maire d'Anzin-Saint-Aubin	
Commune de Beaurains	Pierre ANSART	Maire de Beaurains	
Commune de Dainville	Françoise ROSSIGNOL	Maire de Dainville	
Commune de Saint-Laurent-Blangy	Nicolas DESFACHELLE	Maire de Saint-Laurent-Blangy	
Commune de Saint-Nicolas	Guy BRAS	Premier adjoint au Maire	
Commune de Sainte-Catherine	Alain VAN GHELDER	Maire de Sainte-Catherine	

Conseillers en exercices :.....29
Présents :.....20
Excusés :.....6
Absents :.....3
Votants :.....26

L'an deux mil vingt trois, le onze octobre, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en Mairie,salle du Conseil - Mairie de Beaurains après convocation légale 05/10/2023, sous la présidence de **M. ANSART Pierre, Maire.**

OBJET : FINALISATION DU TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE PARCS ET AIRES DE STATIONNEMENT TRANSFERT DES BIENS, DROITS ET OBLIGATIONS ADOPTION DU RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (CLECT)

PRESENTS : M. ANSART Pierre, Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme CAPET Carine, Mme DERAEEVE Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, M. GACI Jérémy, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, M. PETIT Jean-Louis, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme DUPOND-WALLET Anne

EXCUSES / PROCURATIONS : Mme LANCE BARSACQ Emilie donne pouvoir à M. EVRARD Michel, Mme LETUPPE Sylvie donne pouvoir à Mme FRUCHART Christelle, M. MOUTON Patrice donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, M. RENARD Sébastien donne pouvoir à Mme CAPET Carine, M. SCOAZEC Jean-Jacques donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry, Mme SEGUELA Véronique donne pouvoir à M. ANSART Pierre

ABSENTS : Mme BETREMIEUX Christina, M. HURET Hervé, Mme TOURNEMAINE Myriam

M. HARMEGNIES Jean-Thierry est élu Secrétaire de séance

Monsieur DUPOND expose :

Mesdames, Messieurs,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général des Impôts ;

Vu le rapport de la Commission Locale chargée d'Évaluer les Charges Transférées (C.L.E.C.T) en date du 31 août 2023 ;

L'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui régit les compétences des Communautés Urbaines, dispose que celles-ci exercent de plein droit, au lieu et place des communes membres, les compétences suivantes :

« [...] 2° En matière d'aménagement de l'espace communautaire : « [...] b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; parcs et aires de stationnement ; plan de mobilité ».

La compétence « parcs et aires de stationnement » est d'ailleurs expressément reprise dans l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2017 fixant les compétences de la Communauté Urbaine d'Arras.

Dans son rapport d'observations définitives délibérées le 10 mai 2022, la Chambre Régionale des Comptes Hauts-de-France a toutefois relevé que « fin 2021, elle [la Communauté Urbaine d'Arras] n'avait pas encore repris la gestion des parcs et aires de stationnement [...]. Elle recommande de procéder à ce transfert [...] ».

Si, depuis le 1^{er} janvier 2017, la Communauté Urbaine d'Arras intervient des parkings de déstagement liés au Plan de Déplacements Urbains sur lesquels elle intervenait historiquement – sur l'ensemble des aires de stationnement se situant sur la chaussée, le long des voies et libres d'accès, les parkings barrières payants aériens et souterrains de la ville d'Arras n'ont en revanche effectivement pas été transférés à ladite Communauté à cette même date, ce dans une démarche progressive d'intégration des compétences adaptée à la taille et aux caractéristiques du territoire.

Aussi, restent à ce jour à transférer à la Communauté Urbaine d'Arras les parkings barrières payants aériens et souterrains de la ville d'Arras suivants :

- Parkings barrières aériens dits de surface :
 - o Parking des Arazzi (Cœur d'îlot de l'Atria) ;
- Parkings barrières souterrains :
 - o Parking souterrain de la Grand' Place ;
 - o Parking souterrain du Centre Européen.

À noter que ces parkings sont actuellement exploités en régie.

S'agissant du parking du dépose minute et taxis (Place Foch), du parking du parcotrain (Place Foch) et du parking Saint-Vaast à Arras, ceux-ci ne sont pas repris dans le cadre du transfert :

- le premier étant amené à « disparaître » en 2023 dans le cadre du réaménagement progressif de la Place Foch et du Master plan porté par la Communauté Urbaine d'Arras ;
- le deuxième étant devenu à l'été 2023 une zone de stationnement horodatée non barrière ;
- le troisième, attaché au projet d'aménagement global du Palais Saint-Vaast porté par la Ville d'Arras, dont l'usage doit – à court ou moyen terme – évoluer.

Un groupe de travail composé d'élus communautaires a ainsi engagé une réflexion visant à finaliser le transfert de la compétence « parcs et aires de stationnement », au plus tard le 1^{er} janvier 2024.

Les conclusions de ce groupe de travail ont ainsi conduit à la nécessité de transférer à notre établissement l'ensemble des parkings précités.

Par délibération en date du 28 septembre 2023, le Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras a donc décidé de finaliser le transfert de la compétence « parcs et aires de stationnement », et en conséquence de procéder au transfert – au profit de la Communauté Urbaine d'Arras – des biens, droits et obligations s'agissant des équipements précités, ce à compter du 1^{er} janvier 2024.

Les incidences financières de ce transfert ont fait l'objet – en application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts – d'un rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT), lors de sa réunion en date du 31 août 2023, évaluant le coût net des charges transférées.

L'article 1 609 nonies C du Code Général des Impôts prévoit que le rapport de la Commission doit être approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au conseil municipal.

Vu l'exposé qui précède ;

Il vous est proposé :

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_16-DE

S²LOW

- d'APPROUVER le rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées du 31 août 2023 sur le transfert de la compétence « parcs et aires de stationnement » au profit de la Communauté Urbaine d'Arras ;
- de NOTIFIER cette décision à Monsieur le Président de la Communauté Urbaine d'Arras.

Le rapport est adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 12/10/2023

Décision rendue exécutoire par la publication et la réception en Préfecture le 18/10/2023.

**Le Maire,
Pierre ANSART**



Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées CLECT

**Rapport définitif portant sur l'évaluation du
transfert de charges relatif aux parcs et aires
de stationnement**

ADOpte EN CLECT DU 31 AOÛT 2023

I – LE CADRE LEGAL ET LE PERIMETRE

Cadre légal et périmètre:

- En application de l'article L.5215-20 du CGCT, les communautés urbaines sont compétentes sur l'ensemble du domaine public routier du bloc communal, sur la signalisation et sur les parcs et aires de stationnement.

La compétence « Parcs et Aires de stationnement » est donc exercée de plein droit par les communautés urbaines dans le cadre de l'Aménagement de l'espace communautaire ».

- **En 2020, la chambre régionale des comptes porte à la connaissance de la CUA son rapport sur la gestion de la ville d'Arras et procède au rappel au droit suivant :**
« transférer la compétence « parcs et aires de stationnement » à la communauté urbaine d'Arras, conformément aux statuts de celle-ci et aux dispositions de l'article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales ».
- **En 2022, la chambre régionale des comptes observait vis-à-vis de la CUA la même recommandation à l'issue de son contrôle**

- Si, depuis le 1^{er} janvier 2017, la Communauté Urbaine d'Arras intervient opérationnellement – en sus des parkings de délestage liés au Plan de Déplacements Urbains sur lesquels elle intervenait historiquement – sur l'ensemble des aires de stationnement se situant sur la chaussée, le long des voies et libres d'accès, **les parkings barriérés payants aériens et souterrains de la ville d'Arras n'ont en revanche effectivement pas été transférés à notre établissement public à cette même date, ce dans une démarche progressive d'intégration des compétences adaptée à la taille et aux caractéristiques du territoire.**
- Un groupe de travail composé d'élus communautaires issus des membres de la CLECT a ainsi engagé une réflexion ayant conduit à la nécessité de transférer au 1^{er} janvier 2024 les parkings barriérés payants aériens et souterrains de la ville d'Arras.

Cadre légal et périmètre:

Restent à transférer à ce jour, les parkings barrières payants aériens et souterrains suivants :

■ Parking barrière aérien dit de surface :

- **le parking des Arrazi** (Cœur d'îlot de l'Atria)

■ Parkings barrières souterrains :

- **le parking souterrain de la Grand'Place**

- **le parking souterrain du Centre Européen**


**Parkings à
transférer
au 1^{er} janvier 2024**

Parkings barrières non transférés :

- **Parking Saint Vaast** : usage modifié dans le cadre du projet Saint Vaast (espace paysager)
- **Parking du dépose minute et taxis** (place Foch) supprimé dans le cadre du Masterplan
- **Parking du Parcotrain** (Place Foch) transformé en parking horodaté dans le cadre du Masterplan

Rappel du rôle de la CLECT :

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_16-DE



La CLECT rend ses conclusions sur les montants à imputer sur l'attribution de compensation de la commune concernée par le transfert dans le cadre d'un rapport qui sera transmis pour approbation à l'ensemble des conseils municipaux des communes membres de la CUA.

Les communes ont 3 mois à réception du rapport de la CLECT pour délibérer sur ce dernier à la majorité qualifiée des communes (la moitié des communes représentant les 2/3 de la population de l'EPCI ou les 2/3 des communes représentant la moitié de la population de l'EPCI).

Sur la base du rapport de la CLECT, l'attribution de compensation de la commune concernée sera ajustée par délibération à prendre par le conseil communautaire.

II – EVALUATION DU TRANSFERT DE CHARGES LIÉ AU TRANSFERT DES PARKINGS PAYANTS BARRIÉRÉS DE LA VILLE D'ARRAS

Les particularités attachées au transfert des parkings barrières

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_16-DE

- Les 3 parkings transférés correspondent à des emplacements spécialement aménagés pour le stationnement des véhicules et donc à un service rendu aux usagers, susceptible d'être proposé par le secteur marchand : l'activité constitue dès lors un SPIC (service industriel et commercial) obligatoirement assujéti à la TVA.
- Gérés dans un budget annexe en M4 : **SPIC = budget autonome dont l'équilibre doit être assuré par les seules redevances des usagers.**

En principe, l'équilibre de la compétence / activité n'entraîne pas de modification du montant de l'attribution de compensation de la ville d'Arras.

Cependant, le budget principal de la ville d'Arras supporte un certain nombre de dépenses en lien avec les parkings barrières qu'il convient de recenser et de prendre en compte.

Le transfert du budget annexe « Parkings » de la CUA

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_16-DE

- En vertu des dispositions correspondantes du CGCT, le transfert de compétence à un EPCI emporte le transfert des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice ainsi que l'ensemble des droits et obligations qui y sont attachés.
- Dans le cas présent, ce transfert emporte également le transfert à l'EPCI de l'actif et du passif du budget annexe « parkings » de la ville. Ce transfert s'opère via la réintégration des soldes de bilan figurant au 31/12/2023 au compte de gestion du budget annexe de la ville.
- Sur le budget annexe « parkings » de la ville, l'encours de dette qui sera transféré à la CUA s'élèvera au 31/12/2023 à 1,4M€.
- A noter qu'au 31/12/2021, le budget annexe « Parkings » affiche un résultat excédentaire cumulé de 239K€ (hors prise en compte des restes à réaliser 2021).

Le transfert des « Parkings » de la ville à la CUA salariale déclarée

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_16-DE

Nom	Fonction / poste	Traitement de l'agent			Temps alloué aux différentes fonctions/missions (le total doit être = 100%)				Total (remplissage automatique , doit être = à 100%)	Montant charges personnel sur la compé tence
		Salaire brut annuel (dont charges patronales, cf. compte 012)	Régime indemnitaire statutaire	Autres primes (13e mois, fin d'année,...)	Equipements			Missions <u>hors parkings</u>		
					Parking souterrain de la Grand'place	Parking souterrain du centre européen	X			
DEGRANDE Paul	saisonnier	2 205	-	-	46%	54%			100%	2 205
FOSTIER Romain	saisonnier	2 205	-	-	46%	54%			100%	2 205
GATHELIER David	saisonnier	2 205	-	-	46%	54%			100%	2 205
MONNIER Lino	saisonnier	2 205	-	-	46%	54%			100%	2 205
BABU Algor	Parcours Emploi Compétences	6 072	-	-	46%	54%			100%	6 072
KLOS-MITERNIQUE Evan	Parcours Emploi Compétences	9 253			46%	54%			100%	9 253
DAMBRINE Jonathan	Titulaire	34 688	2 520	1 445	46%	54%			100%	38 652
DERAMBURE Philippe	Titulaire	41 866	2 940	1 445	46%	54%			100%	46 250
JANDOT Clément	Titulaire	35 068	2 520	1 445	46%	54%			100%	39 033
KLOS Christophe *	Titulaire	27 039	1 935	1 445	46%	54%			100%	30 418
LEROUX Michel	Titulaire	39 493	2 580	1 445	46%	54%			100%	43 518
LERIOUX Clément	Titulaire (Régisseur et référent financier)	49 074			15%	15%		70%	100%	14 722
JAKUBOWSKI Frédéric	Titulaire	61 148	7 326	1 445	46%	54%			100%	69 918
										306 658

- Une masse salariale de 306 658€ pour 8,3 ETP + 4 saisonniers
- 2 agents affectés aux parkings mais payés sur le budget principal de la ville : 84 640€.

Le transfert des « Parkings » de la ville à la CUA salariale transférée

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_16-DE

Nom	Fonction / poste	Traitement de l'agent			Temps alloué aux différentes fonctions/missions (le total doit être = 100%)				Total (remplissage automatique , doit être = à 100%)	Montant charges personnel sur la compétence
		Salaire brut annuel (dont charges patronales, cf. compte 012)	Régime indemnitaire statutaire	Autres primes (13e mois, fin d'année,...)	Equipements			Missions <u>hors parkings</u>		
					Parking <i>souterrain de la Grand'place</i>	Parking <i>souterrain du centre européen</i>	X			
BABU Algor	Parcours Emploi Compétences / basculé en	6 072	-	-	46%	54%			100%	6 072
KLOS--MITERNIQUE Evan	Parcours Emploi Compétences / basculé en	9 253			46%	54%			100%	9 253
DAMBRINE Jonathan	Titulaire	34 688	2 520	1 445	46%	54%			100%	38 652
DERAMBURE Philippe	Titulaire	41 866	2 940	1 445	46%	54%			100%	46 250
JANDOT Clément	Titulaire	35 068	2 520	1 445	46%	54%			100%	39 033
LEROUX Michel	Titulaire	39 493	2 580	1 445	46%	54%			100%	43 518
JAKUBOWSKI Frédéric	Titulaire	61 148	7 326	1 445	46%	54%			100%	69 918
• 7 agents seront transférés physiquement à la CLIA										252 696

- 7 agents seront transférés physiquement à la CUA
- 2 agents non transférés : Christophe Klos et Clément Lerioux : dès lors la CUA devra prévoir leur remplacement.
- 4 personnels saisonniers seront à mobiliser par la CUA en temps voulu
- Nota : Monsieur Jakubowski sera régisseur des parkings. Pour préparer l'opérationnalité du transfert, il sera mis à disposition de la CUA par la ville d'Arras à plein temps à partir du 1^{er} novembre 2023.

Le transfert des « Parkings » de la ville à la CUA supportées par le budget principal de la ville

- 2 agents représentant 1,3 ETP pour **84 640€** de masse salariale.
- L'entretien du parking des Arazzi pour **7 368€**.
- Le coût de traitement par le CSU des 73 caméras présentes dans les parkings : **45 000€**
- Le coût des services supports (RH, informatiques, Finances) : **27 044€**
- Le coût de maintenance des logiciels : **23 151€**. Ces logiciels seront transférés à la CUA
 - ➔ SKIDATA : 2 496€ TTC (contrôle d'accès Grand'Place, Centre Européen et Mairie)
 - ➔ DESIGNA : 5 380€ TTC (contrôle d'accès parkings de surface)
 - ➔ Dyade : 13 259€ TTC (paiements)
 - ➔ Crisalide : 2 016€ TTC (caisse enregistreuse)
- Taxe foncière (parking du centre européen) : **13 894€**

Soit un total de **201 097€** de charges.

A noter que la CUA prendra à sa charge le coût de paramétrage des logiciels Crisalide et Dyade d'un montant de 15 000€.

III – IMPACT DE L'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES LIÉES AU TRANSFERT DES PARKINGS BARRIERES AERIENS ET SOUTERRAINS SUR L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION DE LA VILLE D'ARRAS

Impact sur les attributions de compensation d'Arras

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_16-DE

	AC de fonctionnement 2023	Charges transférées	AC de fonctionnement 2024
Arras	10 289 553,07 €	201 097,00 €	10 088 456,07 €

Par ailleurs, il est précisé que le résultat excédentaire cumulé qui sera issu du compte administratif 2023 du budget annexe « parkings » de la ville sera transféré en intégralité à la CUA et sera réintégré dans son budget annexe dédié aux parkings transférés.

A noter que des délibérations concordantes entre la Ville d'Arras et la CUA devront acter du transfert total de cet excédent.

Les conclusions du groupe de travail

Le groupe de travail :

- ① acte le principe du transfert réglementaire et la cohérence de ce dernier avec les politiques de mobilité et d'aménagement menées par la collectivité sur les propositions des services de la CUA ;
- ② valide l'ensemble des propositions des services de la CUA. Les coûts de paramétrage des logiciels transférés seront pris en charge par la CUA ;
- ③ acte, compte tenu des investissements indispensables pour la mise à niveau des équipements et pour les nouveaux programmes, que le résultat excédentaire cumulé du budget annexe « parking » de la ville et issu du compte administratif 2023 soit transféré intégralement à la CUA.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL ORDINAIRE DU 11/10/2023

Conseillers en exercices :.....29
Présents :.....20
Excusés :.....6
Absents :.....3
Votants :.....26

L'an deux mil vingt trois, le onze octobre, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en Mairie,salle du Conseil - Mairie de Beaurains après convocation légale 05/10/2023, sous la présidence de **M. ANSART Pierre, Maire.**

OBJET : FINALISATION DU TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE VOIRIE TRANSFERT DES BIENS, DROITS ET OBLIGATIONS EN LIEN AVEC L'ÉCLAIRAGE PUBLIC ADOPTION DU RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (CLECT)

PRESENTS : M. ANSART Pierre, Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme CAPET Carine, Mme DERAEEV Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, M. GACI Jérémy, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, M. PETIT Jean-Louis, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme DUPOND-WALLET Anne

EXCUSES / PROCURATIONS : Mme LANCE BARSACQ Emilie donne pouvoir à M. EVRARD Michel, Mme LETUPPE Sylvie donne pouvoir à Mme FRUCHART Christelle, M. MOUTON Patrice donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, M. RENARD Sébastien donne pouvoir à Mme CAPET Carine, M. SCOAZEC Jean-Jacques donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry, Mme SEGUELA Véronique donne pouvoir à M. ANSART Pierre

ABSENTS : Mme BETREMIEUX Christina, M. HURET Hervé, Mme TOURNEMAINE Myriam

M. HARMEGNIES Jean-Thierry est élu Secrétaire de séance

Monsieur DUPOND expose :

Mesdames, Messieurs,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général des Impôts ;

Vu le rapport de la Commission Locale chargée d'Évaluer les Charges Transférées (C.L.E.C.T) en date du 28 septembre 2023 ;

L'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui régit les compétences des communautés urbaines, dispose que celles-ci exercent de plein droit, au lieu et place des communes membres, les compétences suivantes :

« [...] 2° En matière d'aménagement de l'espace communautaire : « [...] b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; parcs et aires de stationnement ; plan de mobilité ».

Des interprétations juridiques divergentes avaient conduit les élus de la Communauté Urbaine d'Arras – lors du transfert de l'intégralité des voiries opéré à compter du 1er janvier 2017, dans une démarche progressive d'intégration des compétences adaptée à la taille et aux caractéristiques du territoire – à ne pas transférer les missions relatives à l'éclairage public, qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté Urbaine.

Dans son rapport d'observations définitives délibérées le 10 mai 2022, la Chambre Régionale des Comptes Hauts-de-France a toutefois relevé que le transfert de la compétence Voirie intervenu au 1^{er} janvier 2017 avait été opéré de manière incomplète, la gestion de la voirie et de ses dépendances comprenant notamment l'éclairage public.

Selon l'article L. 111-4 du code de la voirie routière, la voirie se définit en effet comme l'ensemble des « biens du domaine public (...) affectés aux besoins de la circulation terrestre à l'exception des voies ferrées ».

Selon la jurisprudence administrative, la notion de dépendance se définit quant à elle comme les éléments autres que la chaussée qui sont nécessaires à la conservation et à l'exploitation de la route ainsi qu'à la sécurité des usagers.

Or et comme a pu le relever la Chambre Régionale des Comptes Hauts-de-France dans le rapport précité, le « champ d'action [de la Communauté Urbaine d'Arras dans le domaine de l'éclairage public] est limité aux zones industrielles structurantes, alors qu'il devrait concerner l'ensemble de son territoire. En conséquence, la chambre recommande à l'établissement de finaliser le transfert de la compétence « voirie » ».

Un groupe de travail composé d'élus communautaires a ainsi engagé une réflexion visant à finaliser le transfert de la compétence voirie, s'agissant du volet éclairage public, au plus tard le 1^{er} janvier 2024.

Les conclusions de ce groupe de travail ont ainsi conduit à la nécessité de transférer à la Communauté Urbaine d'Arras l'éclairage public concourant à l'exploitation de la voie ainsi qu'à la sécurité des usagers (hors éclairage sur les chemins communaux qui reste de la compétence des communes).

Ainsi, en ce qui concerne l'éclairage public d'ornementation (éclairage de bâtiments publics, de monuments divers, de parcs publics, de décoration de Noël, etc...), celui-ci ne fait pas partie de l'éclairage public en lien avec la compétence voirie et n'entre donc pas dans le champ de la présente délibération.

Par délibération en date du 28 septembre 2023, le Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras a ainsi décidé de finaliser le transfert de la compétence voirie, s'agissant du volet éclairage public, et en conséquence de procéder au transfert – au profit de la Communauté Urbaine d'Arras – des biens, droits et obligations s'agissant de l'éclairage public concourant à l'exploitation de la voie ainsi qu'à la sécurité des usagers, ce à compter du 1^{er} janvier 2024.

Les incidences financières de ce transfert ont fait l'objet – en application de l'article 1 609 nonies C du Code Général des Impôts – d'un rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT), lors de sa réunion en date du 28 septembre 2023, évaluant le coût net des charges transférées.

L'article 1 609 nonies C du Code Général des Impôts prévoit que le rapport de la Commission doit être approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au Conseil Municipal.

Vu l'exposé qui précède ;

Il vous est proposé :

- d'APPROUVER le rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées du 28 septembre 2023 sur le transfert de la compétence éclairage public concourant à l'exploitation de la voie ainsi qu'à la sécurité des usagers au profit de la Communauté Urbaine d'Arras ;
- de NOTIFIER cette décision à Monsieur le Président de la Communauté Urbaine d'Arras.

Le rapport est adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 12/10/2023

Décision rendue exécutoire par la publication et la réception en Préfecture le 18/10/2023.

Le Maire,
Pierre ANSART





Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées CLECT

**Rapport définitif portant sur l'évaluation du
transfert de charges relatif à l'éclairage
public**

Adopté en CLECT du 28 septembre 2023

Contexte et historique:

- **2017 : transfert de la compétence voirie à la CUA.** Les élus de la CUA, dans une démarche progressive d'intégration des compétences adaptée à la taille et aux caractéristiques du territoire, avaient alors décidé que la compétence en matière d'éclairage public serait traitée ultérieurement.
- **2020 : la CRC porte à la connaissance de la CUA son rapport sur la gestion de la ville d'Arras et précise que le transfert de la voirie opéré en 2017 est incomplet.** « Le transfert de la voirie à l'intercommunalité, opéré en 2017 est incomplet, [... en effet] **l'éclairage se limite aux zones industrielles structurantes, alors que son extension devrait assurer la sécurité de toutes les voies communautaires** ».
- **2022 : la CRC, dans son rapport définitif sur la gestion de la Communauté Urbaine d'Arras, et au titre de ses recommandations, invite la CUA à « finaliser le transfert de la compétence voirie » s'agissant de l'éclairage public.**
- **Février 2023 : la CUA propose de finaliser le transfert de la voirie en transférant l'éclairage public au 1^{er} janvier 2024.**

I – LE PERIMETRE

Le périmètre légal objet du transfert

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_17-DE



- **En application de l'article L.5215-20 du CGCT**, les communautés urbaines sont compétentes sur l'ensemble du domaine public routier du bloc communal : **l'éclairage public étant un accessoire nécessaire et indispensable à l'exploitation de la voirie, il relève donc de la voirie.** Le périmètre est le suivant :
- **Eclairage concourant à l'exploitation de la voirie ainsi qu'à la sécurité des usagers**
- Les chemins communaux ne relèvent pas de la voirie et sont de la compétence communale. De fait, l'éclairage sur ces chemins communaux n'est pas transféré.
- L'enfouissement des réseaux d'éclairage public est transféré. Par contre, l'enfouissement des réseaux de basse tension et de télécommunication reste de la compétence communale.
- Précisions : une rue piétonne constitue une voirie, l'éclairage est donc transféré.

un chemin au sein d'un parc public ne constitue pas une voirie, l'éclairage n'est pas transféré.

Ainsi, sont exclus de l'éclairage public :

- **L'éclairage public d'ornementation** (illuminations de Noël, des monuments...)
- **L'éclairage des bâtiments/équipements publics** (bâtiments communaux, stades, parcs publics, ...)
- **L'éclairage sur les chemins communaux**

Périmètre transféré

Points lumineux

A l'échelle des 46 communes, 22 120 points lumineux dont 57% sont en Leds à fin 2022 et 61% en 2023.


COMMUNE	NBRE PTS LUMINEUX	NBRE PTS LUMINEUX LEDS A FIN 2022	% PART LEDS	NBRE PTS LUMINEUX LEDS A FIN 2023	% PART LEDS
ACHICOURT	1 579	446	28%	446	28%
ACQ	127	127	100%	127	100%
AGNY	306	306	100%	306	100%
ANZIN	662	390	59%	390	59%
ARRAS	8 179	3 354	41%	3 854	47%
ATHIES	244	221	91%	221	91%
BAILLEUL	226	0	0%	0	0%
BASSEUX	29	25	86%	26	90%
BEAUMETZ	201	110	55%	100	50%
BEAURAINS	1 154	926	80%	926	80%
BOIRY BECQUERELLE	77	68	88%	68	88%
BOIRY SAINT MARTIN	47	47	100%	47	100%
BOIRY SAINTE RICTRUDE	105	97	92%	105	100%
BOISLEUX AU MONT	100	100	100%	100	100%
BOISLEUX SAINT MARC	47	47	100%	47	100%
BOYELLES	100	66	66%	66	66%
DAINVILLE	1 355	1 253	92%	1 253	92%
ECURIE	71	71	100%	71	100%
ETRUN	86	11	13%	21	24%
FAMPOUX	277	216	78%	216	78%
FARBUS	90	90	100%	90	100%
FEUCHY	240	179	75%	179	75%
FICHEUX	100	99	99%	99	99%
GAVRELLE	196	55	28%	55	28%
GUEMAPPE	62	62	100%	62	100%
HENIN SUR COJEUL	94	0	0%	0	0%
HENINEL	63	63	100%	63	100%
MAROEUIL	508	299	59%	299	59%
MERCATEL	93	93	100%	93	100%
MONCHY	274	62	23%	62	23%
MONT SAINT ELOI	115	115	100%	115	100%
NEUVILLE SAINT VAAST	262	210	80%	210	80%
NEUVILLE VITASSE	144	0	0%	0	0%
RANSART	58	58	100%	58	100%
RIVIERE	228	0	0%	0	0%
ROCLINCOURT	151	151	100%	151	100%
ROEUX	213	213	100%	213	100%
SAINT LAURENT	1 432	1 158	81%	1 289	90%
SAINT MARTIN	47	47	100%	47	100%
SAINT NICOLAS	994	559	56%	559	56%
SAINTE CATHERINE	694	526	76%	526	76%
THELUS	235	235	100%	235	100%
TILLOY	397	167	42%	300	76%
WAILLY	174	174	100%	174	100%
WANCOURT	166	166	100%	166	100%
WILLERVAL	118	49	42%	49	42%
TOTAL	22 120	12 711	57%	13 484	61%

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_17-DE



II – METHODOLOGIE PORTANT EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES

Le transfert de l'éclairage public et des réseaux entraînent d'office le transfert à la CUA :

- du personnel, des biens, des équipements, des contrats en cours ...
- et des moyens financiers liés à l'exercice de cette compétence : principe de neutralité financière.

Il est donc nécessaire de procéder à l'évaluation des conséquences financières liées à ce transfert afin de déterminer le futur montant des attributions de compensation (AC) : cette évaluation relève de la CLECT.

La CLECT rend ses conclusions sur les montants à imputer sur l'AC de chaque commune, dans le cadre d'un rapport (à la majorité simple des suffrages exprimés) qui sera transmis pour approbation aux Conseils Municipaux des communes membres de la CUA. Les communes ont alors 3 mois pour délibérer sur ce dernier à la majorité qualifiée des communes (la moitié des communes représentant les 2/3 de la population de l'EPCI ou les 2/3 des communes représentant la moitié de la population de l'EPCI). Sur la base du rapport de la CLECT, les attributions de compensation des communes seront ajustées par délibération à prendre par le conseil communautaire.

L'application de la neutralité budgétaire ne soulève pas de difficultés majeures hormis celle du recensement des charges et du traitement des charges non directement affectées à la compétence transférée.

Les charges et les recettes, non liées à un équipement, sont évaluées :

- **D'après « leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédents ce transfert sur une période de référence ». (moyenné sur la période de recensement)**

L'évaluation de la charge transférée doit être établie sur la base du **coût net complet** de la compétence, c'est-à-dire en prenant en compte les charges directes mais également les charges indirectes du service.

Les charges indirectes constituent des charges non exclusivement affectées à la compétence mais qui contribuent à son bon fonctionnement : les frais de structure, le coût des services ressources ou supports (RH, Finances, Marchés Publics, service des assemblées etc...).

La méthode reprise à l'article 1609 nonies C du CGI est la suivante :

« Le coût des dépenses liées à des équipements concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année. »

Compte tenu de cette définition légale, 3 types de dépenses doivent être évaluées :

- Les charges d'entretien
- Les dépenses d'investissement proprement dites
- Les frais financiers si des emprunts ont été spécifiquement mobilisés pour financer les investissements en matière d'éclairage public.

En fonctionnement : moyenne réalisée à partir

- des 3 derniers exercices clos : CA 2020-2021-2022

En investissement : moyenne réalisée à partir

- des 10 derniers exercices clos : CA de 2013 à 2022
- et du recensement des coups partis : marchés de travaux lancés avec effets financiers sur les exercices 2023-2024-2025 (moyenné sur 10 ans).
- Recensement des emprunts affectés sur la période 2013 à 2022 (l'emprunt doit avoir été mobilisé **exclusivement** pour financer les investissements réalisés en matière d'éclairage public)

III – RETOUR SUR LES GRILLES DE RECENSEMENT RENSEIGNEES PAR LES COMMUNES

LES GRILLES DE
RECENSEMENT :
synthèse volet
fonctionnement

Les charges nettes de
fonctionnement
moyennées sur 3 ans
s'élèvent à 2 082 713€.

	Charges indirectes	RH	011	Autres dépenses	TOTAL DEPENSES	Envoyé en préfecture le 18/10/2023 Reçu en préfecture le 18/10/2023 Publié le 18/10/2023 ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_17-DE	SOLDE RESCOTTES S2LO
ACHICOURT	1 789	14 655	137 522	0	153 966	0	153 966
ACQ	0	0	6 508	0	6 508	0	6 508
AGNY	0	0	13 501	0	13 501	0	13 501
ANZIN SAINT AUBIN	0	0	56 077	0	56 077	0	56 077
ARRAS	40 883	236 171	773 063	0	1 050 116	249	1 049 867
ATHIES	0	0	24 359	0	24 359	0	24 359
BAILLEUL SIRE BERTHOULT	0	0	18 736	0	18 736	0	18 736
BASSEUX	0	0	1 421	0	1 421	0	1 421
BEAUMETZ LES LOGES	0	0	8 947	1	8 948	0	8 948
BEAURAINS	0	0	80 171	0	80 171	1 556	78 615
BOIRY BECQUERELLE	0	0	4 488	0	4 488	0	4 488
BOIRY SAINT MARTIN	0	0	1 393	0	1 393	0	1 393
BOIRY SAINTE RICTRUDE	0	0	13 455	0	13 455	0	13 455
BOISLEUX AU MONT	0	0	4 480	0	4 480	0	4 480
BOISLEUX SAINT MARC	0	0	5 128	0	5 128	0	5 128
BOYELLES	0	0	4 082	0	4 082	0	4 082
DAINVILLE	448	3 847	52 715	0	57 010	62	56 948
ECURIE	0	0	4 267	0	4 267	0	4 267
ETRUN	0	0	5 690	0	5 690	0	5 690
FAMPOUX	0	0	7 124	0	7 124	0	7 124
FARBUS	0	0	5 996	0	5 996	0	5 996
FEUCHY	0	0	14 525	0	18 108	0	18 108
FICHEUX	0	0	3 100	0	3 100	0	3 100
GAVRELLE	0	0	36 287	0	36 287	0	36 287
GUEMAPPE	0	0	2 788	0	2 788	0	2 788
HENIN SUR COJEUL	0	0	6 727	0	6 727	0	6 727
HENINEL	0	0	4 979	0	4 979	0	4 979
MAROEUIL	0	0	44 130	0	44 130	0	44 130
MERCATEL	0	0	8 635	0	8 635	0	8 635
MONCHY LE PREUX	0	0	19 064	1 688	20 752	0	20 752
MONT SAINT ELOI	0	0	8 512	153	8 665	0	8 665
NEUVILLE SAINT VAAST	0	0	13 220	0	13 220	0	13 220
NEUVILLE VITASSE	0	0	7 017	0	7 017	0	7 017
RANSART	0	0	3 333	0	3 589	0	3 589
RIVIERE	0	0	15 522	0	15 522	0	15 522
ROCLINCOURT	0	0	8 186	0	8 186	0	8 186
ROEUX	0	0	9 259	0	9 259	0	9 259
SAINT LAURENT BLANGY	373	5 302	125 881	0	131 556	0	131 556
SAINT MARTIN SUR COJEUL	0	0	1 664	0	1 664	0	1 664
SAINT NICOLAS	0	0	66 710	0	66 710	0	66 710
SAINTE CATHERINE	0	0	59 343	0	59 343	0	59 343
THELUS	0	0	25 547	0	25 547	0	25 547
TILLOY LES MOFFLAINES	0	0	36 408	0	36 408	1 928	34 480
WAILLY	0	0	8 741	1 116	9 856	0	9 856
WANCOURT	0	0	9 469	0	9 469	0	9 469
WILLERVAL	0	0	8 073	0	8 073	0	8 073
TOTAL	43 493	259 975	1 776 244	2 958	2 086 508	3 795	2 082 713

LES GRILLES DE
RECENSEMENT

Chapitre 011 dont charges
d'électricité

Les charges d'électricité
déclarées et moyennées
sur 3 ans s'élèvent à
1 478 640€ sur un total
moyenné du chapitre 011
(charges courantes) de
1 776 244€.

Les 297 604€ restants
correspondent en
particulier à des dépenses
d'entretien et de
maintenance.

	Chapitre 011 Dépenses d'électricité Cpte 60612			
	2020	2021	2022	moyenne / 3 ans
ACHICOURT	115 363	101 049	88 413	101 608
ACQ	6 987	4 150	5 703	5 613
AGNY	16 359	13 555	10 589	13 501
ANZIN SAINT AUBIN	48 221	42 648	32 605	41 158
ARRAS	745 629	706 515	705 962	719 369
ATHIES	19 042	21 133	16 393	18 856
BAILLEUL SIRE BERTHOULT	15 798	14 181	13 773	14 584
BASSEUX	1 347	1 545	901	1 264
BEAUMETZ LES LOGES	7 437	7 326	6 003	6 922
BEAURAINS	84 045	64 504	46 534	65 028
BOIRY BECQUERELLE	3 922	4 332	3 276	3 844
BOIRY SAINT MARTIN	1 227	1 404	1 547	1 393
BOIRY SAINTE RICTRUDE	13 010	12 544	10 552	12 035
BOISLEUX AU MONT	3 294	3 357	2 635	3 095
BOISLEUX SAINT MARC	4 356	4 145	3 749	4 083
BOYELLES	4 314	4 451	3 400	4 055
DAINVILLE	51 937	54 969	40 016	48 974
ECURIE	3 716	4 436	2 572	3 575
ETRUN	5 488	6 232	5 349	5 690
FAMPOUX	6985	7112	6 207	6 768
FARBUS	5 812	5 929	4 304	5 348
FEUCHY	15 932	12 584	10 026	12 847
FICHEUX	3 426	3 253	2 622	3 100
GAVRELLE	36 385	39 928	27 317	34 543
GUEMAPPE	2 815	3 654	1 895	2 788
HENIN SUR COJEUL	5 890	6 390	5 200	5 827
HENINEL	5 300	5 514	3 684	4 833
MAROEUIL	29 124	33 150	23 775	28 683
MERCATEL	5 593	12 843	4 422	7 619
MONCHY LE PREUX	14 220	15 263	11 759	13 748
MONT SAINT ELOI	7 259	7 958	6 803	7 340
NEUVILLE SAINT VAAST	12 546	14 819	12 295	13 220
NEUVILLE VITASSE	6 309	6 690	5 820	6 273
RANSART	2 500	3 000	3 800	3 100
RIVIERE	14 490	12 085	9 683	12 086
ROCLINCOURT	8 059	7 600	4 279	6 646
ROEUX	11 116	8 152	7 224	8 831
SAINT LAURENT BLANGY	68 690	71 918	55 334	65 314
SAINT MARTIN SUR COJEU	1 735	1 646	1 610	1 664
SAINT NICOLAS	49 252	51 013	38 189	46 151
SAINTE CATHERINE	46 232	44 918	37 876	43 009
THELUS	14 944	18 959	12 772	15 558
TILLOY LES MOFFLAINES	23 450	24 064	25 434	24 316
WAILLY	8 965	9 092	8 002	8 686
WANCOURT	8 182	8 227	6 455	7 621
WILLERVAL	7 468	7 680	9 072	8 073
TOTAL	1 574 171	1 515 918	1 345 830	1 478 640

Autres dépenses du chapitre moyenne	Total CHAPITRE moyenne
25 914	137 523
894	8 508
0	13 501
14 919	56 077
53 694	773 063
5 502	24 359
4 152	18 736
156	1 421
2 025	8 947
15 143	80 171
645	4 488
0	1 393
1 420	13 455
1 385	4 480
1 045	5 128
27	4 082
3 741	52 715
692	4 267
0	5 690
356	7 124
648	5 996
1 678	14 525
0	3 100
1 744	36 287
0	2 788
900	6 727
146	4 979
15 447	44 130
1 016	8 635
5 316	19 064
1 172	8 512
0	13 220
744	7 017
233	3 333
3 436	15 522
1 540	8 186
428	9 259
60 567	125 881
0	1 664
20 559	66 710
16 334	59 343
9 989	25 547
12 093	36 408
54	8 741
1 848	9 469
0	8 073
297 604	1 776 244

LES GRILLES DE
RECENSEMENT :
synthèse volet
investissement

Les charges nettes
d'investissement
moyennées sur 10 ans
s'élèvent à 659 490€.
(déduction faite des
cofinancements)


	DEPENSES MOYENNEES	RECETTES MOYENNE ES	SOLDE MOYENNE INVESTISSE MENT	COUPS PARTIS DEPENSES	COUPS PARTIS RECETTES	SOLDE MOYENNE INVESTISSE MENT	COUPS PARTIS DEPENSES	COUPS PARTIS RECETTES	SOLDE MOYENNE INVESTISSE MENT
ACHICOURT	64 595	28 689	35 906	0	74 783	38 877	0	74 783	38 877
ACQ	15 762	10 197	5 564	0	0	0	0	0	0
AGNY	21 522	20 095	1 427	0	0	0	0	0	0
ANZIN SAINT AUBIN	32 236	11 059	21 178	0	0	0	0	0	0
ARRAS	276 194	146 015	130 179	0	0	0	0	0	0
ATHIES	462	76	386	135 523	107 525	27 997	0	0	0
BAILLEUL SIRE BERTHOULT	2 443	1 170	1 273	0	0	0	0	0	0
BASSEUX	2 788	2 136	652	0	0	0	0	0	0
BEAUMETZ LES LOGES	7 737	5 501	2 236	0	0	0	0	0	0
BEAURAINS	194 895	148 401	46 494	0	0	0	0	0	0
BOIRY BECQUERELLE	5 887	987	4 900	0	0	0	0	0	0
BOIRY SAINT MARTIN	3 647	1 533	2 113	0	0	0	0	0	0
BOIRY SAINTE RICTRUDE	20 419	11 192	9 227	50 400	29 268	21 132	0	0	0
BOISLEUX AU MONT	12 633	8 692	3 942	0	0	0	0	0	0
BOISLEUX SAINT MARC	3 858	633	3 225	38 760	6 358	32 402	0	0	0
BOYELLES	6 908	5 739	1 170	0	0	0	0	0	0
DAINVILLE	113 727	77 964	35 763	109 760	18 005	91 755	0	0	0
ECURIE	4 244	696	3 548	0	0	0	0	0	0
ETRUN	2 642	1 865	777	10 207	7 127	3 080	0	0	0
FAMPOUX	17 890	14 687	3 203	0	0	0	0	0	0
FARBUS	8 064	5 741	2 323	0	0	0	0	0	0
FEUCHY	45 706	28 386	17 320	0	0	0	0	0	0
FICHEUX	9 666	7 584	2 082	0	0	0	0	0	0
GAVRELLE	5 711	937	4 774	0	0	0	0	0	0
GUEMAPPE	4 313	3 079	1 234	891	146	745	0	0	0
HENIN SUR COJEUL	1 884	1 565	319	56 194	46 680	9 513	0	0	0
HENINEL	18 566	11 109	7 457	0	0	0	0	0	0
MAROEUIL	53 057	19 779	33 278	0	0	0	0	0	0
MERCATEL	8 623	6 290	2 333	0	0	0	0	0	0
MONCHY LE PREUX	97 504	30 832	66 672	0	0	0	0	0	0
MONT SAINT ELOI	22 709	12 698	10 011	16 203	8 658	7 545	0	0	0
NEUVILLE SAINT VAAST	6 345	1 166	5 178	0	0	0	0	0	0
NEUVILLE VITASSE	5 156	846	4 311	19 620	3 218	16 402	0	0	0
RANSART	4 716	2 264	2 451	0	0	0	0	0	0
RIVIERE	407	67	340	0	0	0	0	0	0
ROCLINCOURT	13 135	12 452	682	0	0	0	0	0	0
ROEUX	16 996	14 177	2 819	0	0	0	0	0	0
SAINT LAURENT BLANGY	46 602	17 882	28 720	535 995	351 051	184 945	0	0	0
SAINT MARTIN SUR COJEUL	3 635	596	3 039	0	0	0	0	0	0
SAINT NICOLAS	61 187	37 277	23 910	0	0	0	0	0	0
SAINTE CATHERINE	66 382	57 092	9 291	710 000	346 468	363 532	0	0	0
THELUS	0	0	0	119 388	95 912	23 476	0	0	0
TILLOY LES MOFFLAINES	35 810	15 285	20 525	108 674	64 318	44 356	0	0	0
WAILLY	55 963	38 710	17 252	0	0	0	0	0	0
WANCOURT	13 584	9 613	3 971	0	0	0	0	0	0
WILLERVAL	2 897	2 074	823	0	0	0	0	0	0
TOTAL	1 419 109	834 829	584 280	1 911 615	1 159 519	752 096	0	0	0

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_17-DE



IV – ZOOM SUR CERTAINS POINTS PARTICULIERS ET PROPOSITIONS DU GROUPE DE TRAVAIL

IV – ZOOM SUR CERTAINS POINTS PARTICULIERS ET PROPOSITIONS DU GROUPE DE TRAVAIL MASSE SALARIALE

LES GRILLES DE
RECENSEMENT
Masse salariale

La masse salariale
déclarée par les
communes s'élève à
259 975€.

	Masse salariale affectée en €
ACHICOURT	14 655
ACQ	0
AGNY	0
ANZIN SAINT AUBIN	0
ARRAS	236 171
ATHIES	0
BAILLEUL SIRE BERTHOULT	0
BASSEUX	0
BEAUMETZ LES LOGES	0
BEAURAINS	0
BOIRY BECQUERELLE	0
BOIRY SAINT MARTIN	0
BOIRY SAINTE RICTRUDE	0
BOISLEUX AU MONT	0
BOISLEUX SAINT MARC	0
BOYELLES	0
DAINVILLE	3 847
ECURIE	0
ETRUN	0
FAMPOUX	0
FARBUS	0
FEUCHY	0
FICHEUX	0
GAVRELLE	0
GUEMAPPE	0
HENIN SUR COJEUL	0
HENINEL	0
MAROEUIL	0
MERCATEL	0
MONCHY LE PREUX	0
MONT SAINT ELOI	0
NEUVILLE SAINT VAAST	0
NEUVILLE VITASSE	0
RANSART	0
RIVIERE	0
ROCLINCOURT	0
ROEUX	0
SAINT LAURENT BLANGY	5 302
SAINT MARTIN SUR COJEUL	0
SAINT NICOLAS	0
SAINTE CATHERINE	0
THELUS	0
TILLOY LES MOFFLAINES	0
WAILLY	0
WANCOURT	0
WILLERVAL	0
TOTAL	259 975 €

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_17-DE

S²LOW

Sur les 46 communes : coût déclaré de 259 975€ pour 5,35 ETP

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_17-DE

Nbre de Communes ayant déclaré des agents affectés à l'EP	agents affectés partiellement à l'éclairage public < à 60% d'ETP			agents affectés partiellement à l'éclairage public > à 60% d'ETP < 100%			Nbre d'agents affectés à 100% à l'éclairage public		
	Nbre d'agents	ETP	Masse salariale déclarée	Nbre d'agents	ETP	Masse salariale déclarée	Nbre d'agents	ETP	Masse salariale déclarée
4	9	0,85	41 472 €	6	4,5	181 971 €	1	1	36 532 €

Rappel : les agents affectés à plus de 60% de leur temps de travail sont transférables à l'EPCI.

Seule la ville d'Arras a déclaré des agents affectés à plus de 60% de leurs temps de travail à l'éclairage public (7 sur les 8 agents affectés) :

- 6 agents à plus de 60% représentant 4,5 ETP
- 1 agent à 100% représentant 1 ETP

Dans les faits, **5 agents seront transférés physiquement de la ville d'Arras à la CUA représentant une masse salariale de 207 187€** (pour un transfert à 100%). Le solde de l'enveloppe de **52 788€** (= 259 975€ – 207 187€) permettra le recrutement d'un chef de service et la prise en compte sur le plan financier des astreintes.

Liste des agents transférés à 100% à la CUA (5 agents)

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_17-DE



Nom	Prénom	Grade	Quotité de travail en ETP (100% pour un temps complet / X% pour un temps partiel)	Libellé fonction	Salaire brut annuel (dont charges patronales, cf. compte 012)	Quotité affectée à l'égcalirage public	Total en €	Quotité sur autres missions hors Eclairage Public
GORLIER	Anthony	technicien	100%	suivi des interventions des entreprises sur l'EP	54 556	90%	49 100	10%
EPERNON	Mickaël	agent de maitrise	100%	chef d'équipe régie éclairage public au Centre Technique Municipal	48 454	70%	33 918	30%
GOUBET	Laurent	adjoint technique	100%	agent de terrain atelier EP	36 532	100%	36 532	0%
LEBAS	Christophe	adjoint technique principal	100%	agent de terrain atelier EP	39 422	80%	31 538	20%
PEUGNET	Jacky	adjoint technique	100%	agent de terrain atelier EP	28 223	80%	22 578	20%
Total					207 187	420%	173 666	80%

A noter : pour faciliter l’opérationnalité du transfert, M. Gorlier et M.Epernon seront mis à disposition de la CUA par la ville d’Arras sur une période d’un mois (décembre 2023).

IV – ZOOM SUR CERTAINS POINTS PARTICULIERS ET PROPOSITIONS DU GROUPE DE TRAVAIL DEPENSES D'ELECTRICITE

Dépenses d'électricité

Afin de coller à une réalité plus proche des dépenses d'électricité supportées par les communes, il est proposé de prendre les dépenses d'électricité des communes à partir des consommations réelles ou corrigées en fonction des travaux réalisés en 2023 et sur la base des tarifs qui leur sont appliqués en juillet 2023 soit 1 372 704€ (l'écart avec l'estimation de ce que paiera la CUA sera dès lors de 319 118€).

RAPPEL : DONNEES DECLAREES PAR LES COMMUNES			DONNEES 2023		
COMMUNES	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	Moyenne déclarée par les communes sur 3 ans	Déclaré année 2022	Dépenses €TTC 2023 pour les communes (après Tx Led 2023)	Estimation des dépenses €TTC 2023 pour la CUA (après Tx Led 2023) selon prix moyen UGAP 2023 : 0,24 € TTC/kWh	Différence
ACHICOURT	101 608	88 413	88 553	129 712	41 159
ACQ	5 613	5 703	4 981	7 911	2 930
AGNY	13 501	10 589	10 645	11 472	827
ANZIN SAINT AUBIN	41 158	32 605	28 725	42 833	14 108
ARRAS	719 369	705 962	795 156	910 527	115 371
ATHIES	18 856	16 393	14 123	21 255	7 132
BAILLEUL SIRE BERTHOULT	14 584	13 773	17 381	26 052	8 671
BASSEUX	1 264	901	734	732	-2
BEAUMETZ LES LOGES	6 922	6 003	5 037	6 961	1 924
BEAURAINS	65 028	46 534	59 435	67 914	8 479
BOIRY BECQUERELLE	3 844	3 276	2 761	2 604	-157
BOIRY SAINT MARTIN	1 393	1 547	1 343	1 582	239
BOIRY SAINTE RICTRUDE	12 035	10 552	6 166	11 066	4 900
BOISLEUX AU MONT	3 095	2 635	2 848	4 072	1 224
BOISLEUX SAINT MARC	4 083	3 749	2 129	3 816	1 687
BOYELLES	4 055	3 400	4 179	6 313	2 134
DAINVILLE	48 974	40 016	40 830	56 331	15 501
ECURIE	3 575	2 572	2 250	3 150	900
ETRUN	5 690	5 349	3 074	2 915	-159
FAMPOUX	6 768	6 207	5 172	9 166	3 994
FARBUS	5 348	4 304	2 684	2 726	42
FEUCHY	12 847	10 026	4 993	8 316	3 323
FICHEUX	3 100	2 622	2 912	4 293	1 381
GAVRELLE	34 543	27 317	10 877	13 433	2 556
GUEMAPPE	2 788	1 895	2 069	2 445	376
HENIN SUR COJEUL	5 827	5 200	1 013	1 912	899
HENINEL	4 833	3 684	2 029	2 138	109
MAROEUIL	28 683	23 775	24 778	31 561	6 783
MERCATEL	7 619	4 422	3 542	3 968	426
MONCHY LE PREUX	13 748	11 759	12 005	16 642	4 637
MONT SAINT ELOI	7 340	6 803	8 668	8 581	-87
NEUVILLE SAINT VAAST	13 220	12 295	12 958	18 967	6 009
NEUVILLE VITASSE	6 273	5 820	5 290	6 920	1 630
RANSART	3 100	3 800	2 144	2 899	755
RIVIERE	12 086	9 683	5 149	7 409	2 260
ROCLINCOURT	6 646	4 279	4 622	5 609	987
ROEUX	8 831	7 224	8 825	11 599	2 774
SAINT LAURENT BLANGY	65 314	55 334	46 006	64 537	18 531
SAINT MARTIN SUR COJEU	1 664	1 610	1 640	2 171	531
SAINT NICOLAS	46 151	38 189	40 770	58 034	17 264
SAINTE CATHERINE	43 009	37 876	28 754	39 789	11 035
THELUS	15 558	12 772	3 021	4 751	1 730
TILLOY LES MOFFLAINES	24 316	25 434	24 705	26 311	1 606
WAILLY	8 686	8 002	5 949	7 322	1 373
WANCOURT	7 621	6 455	7 127	8 536	1 409
WILLERVAL	8 073	9 072	4 652	4 567	-85
TOTAL	1 478 640	1 345 830	1 372 704	1 691 822	319 118

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_17-DE

A compter du 01/01/2024, la CUA sera substituée aux communes pour le règlement des factures d'électricité relevant de l'éclairage public.

Quel fonctionnement appliquer lorsque des compteurs permettent d'alimenter d'autres points électriques que ceux de l'éclairage public ?

■ **Proposition : Convention de refacturation entre la commune et la CUA**

- **si + 50 % EP → facture réglée par la CUA**
- **si EP < 50 % → facture réglée par la commune**

IV – ZOOM SUR CERTAINS POINTS PARTICULIERS ET PROPOSITIONS DU GROUPE DE TRAVAIL COÛTS ABSENTS DES GRILLES OU A REDEFINIR

- Les **charges indirectes** des services supports ont été évaluées par la CUA pour un montant de **37 902€** correspondant à un **¾ d'ETP**

Il est proposé de répartir cette charge sur les 46 communes au prorata des dépenses brutes de fonctionnement déclarées par les communes et moyennées sur 3 ans (hors charges indirectes et frais financiers).

Par ailleurs, le personnel transféré à la CUA le sera sans la totalité du matériel. Dès lors, il conviendra d'équiper ce personnel :

- De **petit outillage** évalué à **5 000€** (5 000€ par agent amortis sur 5 ans)
- De **tablettes et du logiciel** (logiciel GEO : gestion du patrimoine des points lumineux) évalué à **3 600€** annuel
- Des **véhicules** (dont location de nacelle) évalué à **32 600€**
soit un total de **41 200€**.

Il est proposé d'imputer cette charge sur la seule AC de la ville d'Arras.

V – SYNTHÈSE ET RESULTAT DES PROPOSITIONS DU GROUPE DE TRAVAIL

Proposition de prise en compte des charges pour l'évaluation du transfert de charges à déduire des attributions de compensation

A PRENDRE EN COMPTE :

- **Masse salariale** déclarée par les communes pour **259 975€**
- Dépenses d'électricité des communes sur la base des tarifs qui leur sont appliqués en 2023 pour **1 372 704€**.
- **Les autres dépenses brutes moyennées relevant du chapitre 011** et telles que déclarées par les communes pour un montant de **297 604€**
- Les coûts absents : **charges indirectes de 37 902€** réparties entre les communes au prorata de leurs dépenses brutes de fonctionnement déclarées et moyennées sur 3 ans (hors charges indirectes et frais financiers)
- Les coûts absents : **petit outillage + tablettes/licence logiciel + véhicules** pour **41 200€** imputés sur la ville d'Arras

NON PRIS EN COMPTE :

- Les dépenses d'investissement moyennées sur 10 ans
- Les emprunts affectés et frais financiers déclarés

EN SYNTHESE
Proposition
en chiffre

La proposition porte sur un montant total de charges nettes transférées de 2 005 590€ à déduire des attributions de compensation des communes.

	Charges indirectes	RH	Dépenses d'électricité	Autres dépenses déclarées (hors intérêts dette)	Coûts absents (matériel)	Total dépenses brutes moyennées de fonctionnement	Total recettes brutes moyennées de fonctionnement	Depenses nettes moyennées de fonctionnement	Montant des dépenses déclarées par les communes en Fonctionnement
ACHICOURT	2 833	14 655	88 553	35 914	0	141 954	0	141 954	141 954
ACQ	121	0	4 981	894	0	5 996	0	5 996	6 508
AGNY	251	0	10 645	0	0	10 896	0	10 896	13 501
ANZIN SAINT AUBIN	1 044	0	28 725	14 919	0	44 688	0	44 688	56 077
ARRAS	18 786	236 171	795 156	53 694	41 200	1 145 007	249	1 144 758	1 049 867
ATHIES	453	0	14 123	5 502	0	20 079	0	20 079	24 359
BAILLEUL SIRE BERTHOULT	349	0	17 381	4 152	0	21 881	0	21 881	18 736
BASSEUX	26	0	734	156	0	917	0	917	1 421
BEAUMETZ LES LOGES	167	0	5 037	2 025	0	7 229	0	7 229	8 948
BEURAINS	1 492	0	59 435	15 143	0	76 070	1 556	74 514	78 615
BOIRY BECQUERELLE	84	0	2 761	645	0	3 489	0	3 489	4 488
BOIRY SAINT MARTIN	26	0	1 343	0	0	1 369	0	1 369	1 393
BOIRY SAINTE RICTRUDE	250	0	6 166	1 420	0	7 837	0	7 837	13 455
BOISLEUX AU MONT	83	0	2 848	1 385	0	4 316	0	4 316	4 480
BOISLEUX SAINT MARC	95	0	2 129	1 045	0	3 270	0	3 270	5 128
BOYELLES	76	0	4 179	27	0	4 282	0	4 282	4 082
DAINVILLE	1 053	3 847	40 830	3 741	0	49 471	62	49 409	56 948
ECURIE	79	0	2 250	692	0	3 022	0	3 022	4 267
ETRUN	106	0	3 074	0	0	3 180	0	3 180	5 690
FAMPOUX	133	0	5 172	356	0	5 661	0	5 661	7 124
FARBUS	112	0	2 684	648	0	3 444	0	3 444	5 996
FEUCHY	270	0	4 993	1 678	0	6 941	0	6 941	18 108
FICHEUX	58	0	2 912	0	0	2 970	0	2 970	3 100
GAVRELLE	675	0	10 877	1 744	0	13 296	0	13 296	36 287
GUEMAPPE	52	0	2 069	0	0	2 121	0	2 121	2 788
HENIN SUR COJEUL	125	0	1 013	900	0	2 038	0	2 038	6 727
HENINEL	93	0	2 029	146	0	2 268	0	2 268	4 979
MAROEUIL	821	0	24 778	15 447	0	41 046	0	41 046	44 130
MERCATEL	161	0	3 542	1 016	0	4 719	0	4 719	8 635
MONCHY LE PREUX	355	0	12 005	5 316	0	17 676	0	17 676	20 752
MONT SAINT ELOI	158	0	8 668	1 172	0	9 998	0	9 998	8 665
NEUVILLE SAINT VAAST	246	0	12 958	0	0	13 204	0	13 204	13 220
NEUVILLE VITASSE	131	0	5 290	744	0	6 165	0	6 165	7 017
RANSART	62	0	2 144	233	0	2 439	0	2 439	3 589
RIVIERE	289	0	5 149	3 436	0	8 874	0	8 874	15 522
ROCLINCOURT	152	0	4 622	1 540	0	6 315	0	6 315	8 186
ROEUX	172	0	8 825	428	0	9 426	0	9 426	9 259
SAINT LAURENT BLANGY	2 442	5 302	46 006	60 567	0	114 317	0	114 317	131 556
SAINT MARTIN SUR COJEUL	31	0	1 640	0	0	1 671	0	1 671	1 664
SAINT NICOLAS	1 242	0	40 770	20 559	0	62 570	0	62 570	66 710
SAINTE CATHERINE	1 105	0	28 754	16 334	0	46 193	0	46 193	59 343
THELUS	476	0	3 021	9 989	0	13 485	0	13 485	25 547
TILLOY LES MOFFLAINES	678	0	24 705	12 093	0	37 475	1 928	35 547	34 480
WAILLY	163	0	5 949	54	0	6 166	0	6 166	9 856
WANCOURT	176	0	7 127	1 848	0	9 151	0	9 151	9 469
WILLERVAL	150	0	4 652	0	0	4 802	0	4 802	8 073
TOTAL	37 902	259 975	1 372 704	297 604	41 200	2 009 385	3 795	2 005 590	2 082 713

Envoyé en préfecture le 18/10/2023


Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_17-DE

Depenses nettes moyennées de fonctionnement

Montant des dépenses déclarées par les communes en Fonctionnement



VI – IMPACT DE L’EVALUATION DES CHARGES SUR LES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DES COMMUNES

Le montant des attributions de compensation en fonctionnement, après prise en compte du transfert de charges tel qu'évaluait par la CLECT, passe de 21 491 888,29€ à 19 486 298,41€.

(Nota : pour la ville d'Arras viendra s'ajouter le transfert de charges des parkings, les AC seront déduites de 201 097€ supplémentaires. Suite CLECT du 31/08/2023).

Pour mémoire, les communes d'Arras et d'Achicourt versent en sus depuis 2023 une AC d'investissement suite au transfert des piscines respectivement d'un montant de 83 409€ et 9 246€

	Rappel AC fonctionnement 2023	Proposition Transfert de charges éclairages	AC 2024 après transfert éclairage public
ACHICOURT	472 318,78	141 954,41	330 364,37
ACQ	13 140,12	5 996,46	7 143,66
AGNY	107 176,97	10 896,30	96 280,68
ANZIN SAINT AUBIN	154 253,20	44 687,81	109 565,39
ARRAS	10 289 553,07	1 144 757,55	9 144 795,52
ATHIES	320 913,78	20 078,84	300 834,94
BAILLEUL SIRE BERTHOULT	75 026,17	21 881,41	53 144,76
BASSEUX	18 814,31	916,79	17 897,52
BEAUMETZ LES LOGES	74 027,09	7 228,65	66 798,43
BEAURAINS	970 516,32	74 514,38	896 001,94
BOIRY BECQUERELLE	-383,72	3 489,38	-3 873,10
BOIRY SAINT MARTIN	29 332,92	1 368,92	27 964,00
BOIRY SAINTE RICTRUDE	399 667,49	7 836,54	391 830,95
BOISLEUX AU MONT	31 830,44	4 315,99	27 514,46
BOISLEUX SAINT MARC	6 557,39	3 269,57	3 287,83
BOYELLES	21 263,85	4 282,18	16 981,67
DAINVILLE	1 073 649,29	49 408,72	1 024 240,57
ECURIE	80 550,80	3 021,66	77 529,15
ETRUN	8 181,70	3 179,91	5 001,79
FAMPOUX	15 970,11	5 661,09	10 309,01
FARBUS	6 951,06	3 443,76	3 507,30
FEUCHY	358 685,05	6 941,03	351 744,01
FICHEUX	81 504,41	2 969,71	78 534,71
GAVRELLE	174 350,10	13 296,44	161 053,66
GUEMAPPE	6 734,16	2 120,90	4 613,26
HENIN SUR COJEUL	1 697,57	2 038,21	-340,64
HENINEL	16 748,36	2 268,16	14 480,20
MAROEUIL	202 966,45	41 046,43	161 920,02
MERCATEL	18 172,67	4 718,74	13 453,93
MONCHY LE PREUX	175 273,03	17 676,12	157 596,91
MONT SAINT ELOI	13 719,06	9 998,45	3 720,61
NEUVILLE SAINT VAAST	34 213,96	13 204,08	21 009,89
NEUVILLE VITASSE	13 613,22	6 165,06	7 448,16
RANSART	39 432,47	2 439,04	36 993,43
RIVIERE	181 316,11	8 874,35	172 441,76
ROCLINCOURT	18 013,94	6 314,57	11 699,37
ROEUX	30 330,57	9 425,68	20 904,89
SAINT LAURENT BLANGY	3 738 431,93	114 316,66	3 624 115,27
SAINT MARTIN SUR COJEUL	12 263,58	1 670,97	10 592,61
SAINT NICOLAS	805 952,73	62 570,40	743 382,33
SAINTE CATHERINE	480 813,70	46 192,78	434 620,93
THELUS	103 516,19	13 485,20	90 031,00
TILLOY LES MOFFLAINES	666 052,68	35 547,00	630 505,68
WAILLY	22 880,92	6 166,10	16 714,82
WANCOURT	75 332,50	9 151,26	66 181,25
WILLERVAL	50 561,78	4 802,27	45 759,51
TOTAL	21 491 888,29	2 005 589,89	19 486 298,41

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_17-DE

S²LOW

VI – BUDGET PREVISIONNEL 2024 DE L'ECLAIRAGE PUBLIC

BUDGET
PREVISIONNEL 2024

Pour 2024, les prévisions budgétaires de l'éclairage public portent en fonctionnement sur un total de dépenses de 2 450 899€ auxquelles viendront s'ajouter les dépenses d'équipement pour la bascule totale du parc aux Leds.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_17-DE

FONCTIONNEMENT		
<i>Personnels</i>	Charges de personnel	259 975 €
	Charges indirectes services supports	37 902 €
<i>Entretien du parc éclairage public</i>	Fournitures	100 000 €
	Maintenance	320 000 €
	Logiciel + tablettes	3 600 €
	Outillages	5 000 €
<i>Véhicules</i>	Amortissement des véhicules	17 600 €
	Carburant	11 000 €
	Frais d'entretien	4 000 €
<i>Charges d'électricité</i>	Estimation 2023 des dépenses d'électricité €TTC (après travaux Led 2023) selon prix moyen UGAP	1 691 822 €
TOTAL		2 450 899 €

41 200€

A ce budget de fonctionnement, s'ajouteront les dépenses d'investissement à prévoir pour la modernisation et le gros entretien des équipements.

VII – LES CONCLUSIONS DU GROUPE DE TRAVAIL

Le groupe de travail :

- ❶ souligne que, dans le contexte actuel de grande instabilité en lien avec la conjoncture nationale de fourniture d'énergie, l'exercice d'évaluation des charges transférées s'avère particulièrement difficile;
- ❷ a souhaité que les modalités financières adoptées tirent les enseignements de l'expérience précédente et notamment celle du transfert de la voirie;
- ❸ préconise des modalités financières au plus proche de l'euro/ l'euro entre les charges de fonctionnement réellement payées par les communes et les reprises sur AC et propose qu'une clause de revoyure soit prévue après une première année de fonctionnement;

Par conséquent :

- ❹ valide le « périmètre technique » de la compétence proposé par les services de la CUA;
- ❺ valide le fait d'évaluer le plus précisément possible les dépenses d'électricité en prenant :
 - la consommation annuelle 2023 des communes corrigées de l'impact des éventuelles améliorations réalisées par les communes dans l'année
 - le coût du KWh facturé en 2023 aux communes

- ⑥ valide que les montants d'investissement et des charges afférentes soient exclus des montants pris en compte dans les reprises sur les AC, ce qui évitera de pénaliser les communes ayant réalisées des investissements ces dernières années;
- ⑦ valide, compte tenu de leurs faiblesses, que les charges indirectes estimées au niveau des « services supports » soient réparties au prorata des dépenses brutes de fonctionnement déclarées par les communes et que les charges liées au matériel non transférés par la ville d'Arras soient prélevées sur l'AC de la commune;
- ⑧ rappelle son attachement à mener une procédure de transfert dans le respect du calendrier prévu.
- ⑨ préconise que les montants d'investissement de cette nouvelle compétence ne viennent pas pénaliser le plan pluriannuel d'investissement et par conséquent que les dépenses liées à l'éclairage public soient intégrées dans le programme de voirie;
- ⑩ préconise que les services communautaires aient les moyens humains et techniques d'assurer les missions d'entretien avec un niveau de service adapté.

Conseillers en exercices :.....29
Présents :.....20
Excusés :.....6
Absents :.....3
Votants :.....26

L'an deux mil vingt trois, le onze octobre, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en Mairie, salle du Conseil - Mairie de Beaurains après convocation légale 05/10/2023, sous la présidence de **M. ANSART Pierre, Maire.**

OBJET : FINALISATION DU TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE VOIRIE, TRANSFERT DES BIENS, DROITS ET OBLIGATIONS EN LIEN AVEC L'ÉCLAIRAGE PUBLIC, DÉFINITION DES CONSÉQUENCES PATRIMONIALES AUTORISATION DE SIGNATURE DES PROCÈS-VERBAUX DE TRANSFERT

PRESENTS : M. ANSART Pierre, Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme CAPET Carine, Mme DERAEEV Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, M. GACI Jérémy, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, M. PETIT Jean-Louis, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme DUPOND-WALLET Anne

EXCUSES / PROCURATIONS : Mme LANCE BARSACQ Emilie donne pouvoir à M. EVRARD Michel, Mme LETUPPE Sylvie donne pouvoir à Mme FRUCHART Christelle, M. MOUTON Patrice donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, RENARD Sébastien donne pouvoir à Mme CAPET Carine, M. SCOAZEC Jean-Jacques donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry, Mme SEGUELA Véronique donne pouvoir à M. ANSART Pierre

ABSENTS : Mme BETREMIEUX Christina, M. HURET Hervé, Mme TOURNEMAINE Myriam

M. HARMEGNIES Jean-Thierry est élu Secrétaire de séance

Monsieur DUPOND expose :

Mesdames, Messieurs,

Vu l'article L. 5215-28 du Code Général des Collectivités Territoriales, au terme duquel : « Les immeubles et meubles faisant partie du domaine public des communes appartenant à l'agglomération sont affectés de plein droit à la Communauté Urbaine, dès son institution, dans la mesure où ils sont nécessaires à l'exercice des compétences de la communauté. Le transfert définitif de propriété ainsi que des droits et obligations attachés aux biens transférés est opéré par accord amiable. A défaut d'accord amiable, un décret en Conseil d'État, pris après avis d'une commission dont la composition est fixée par arrêté du ministre de l'Intérieur et qui comprend notamment des maires et des conseillers départementaux, procède au transfert définitif de propriété au plus tard un an après les transferts de compétences à la communauté urbaine. Les transferts de biens, droits et obligations prévues aux alinéas précédents ne donnent pas lieu à indemnité, droit, taxe, contribution prévue à l'article 879 du Code Général des Impôts ou honoraires » ;

Par délibération en date du 28 septembre 2023, le Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras a décidé de finaliser le transfert de la compétence voirie, s'agissant du volet éclairage public, et en conséquence de procéder au transfert – au profit de la Communauté Urbaine d'Arras – des biens, droits et obligations s'agissant de l'éclairage public concourant à l'exploitation de la voie ainsi qu'à la sécurité des usagers, ce à compter du 1^{er} janvier 2024.

Il convient aujourd'hui de définir les conséquences patrimoniales de ce transfert sur les biens concernés et de constater contradictoirement le transfert des biens, droits et obligations nécessaires à l'exercice de la compétence transférée à la Communauté Urbaine d'Arras à compter du 1^{er} janvier 2024.

Compte tenu de ce qui précède, il vous est donc aujourd'hui proposé :

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_18-DE



- de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à la mise en œuvre de la présente délibération et notamment le procès-verbal à intervenir avec la Communauté Urbaine d'Arras constatant le transfert définitif de propriété des biens dont il s'agit ainsi que des droits et obligations attachés aux biens transférés ;
- de dire que ces transferts de biens, droits et obligations ne donneront pas lieu à indemnité, droit, taxe, contribution ou honoraires.

Le rapport est adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 12/10/2023

Décision rendue exécutoire par la publication et la réception en Préfecture le 18/10/2023.

**Le Maire,
Pierre ANSART**



Conseillers en exercices :.....29
Présents :.....20
Excusés :.....6
Absents :.....3
Votants :.....26

L'an deux mil vingt trois, le onze octobre, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en Mairie,salle du Conseil - Mairie de Beaurains après convocation légale 05/10/2023, sous la présidence de **M. ANSART Pierre, Maire.**

**OBJET : DÉCISION MODIFICATIVE N°1 DE
L'EXERCICE 2023 - BUDGET PRINCIPAL**

PRESENTS : M. ANSART Pierre, Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme CAPET Carine, Mme DERAEEV Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, M. GACI Jérémy, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, M. PETIT Jean-Louis, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme DUPOND-WALLET Anne

EXCUSES / PROCURATIONS : Mme LANCE BARSACQ Emilie donne pouvoir à M. EVRARD Michel, Mme LETUPPE Sylvie donne pouvoir à Mme FRUCHART Christelle, M. MOUTON Patrice donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, M. RENARD Sébastien donne pouvoir à Mme CAPET Carine, M. SCOAZEC Jean-Jacques donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry, Mme SEGUELA Véronique donne pouvoir à M. ANSART Pierre

ABSENTS : Mme BETREMIEUX Christina, M. HURET Hervé, Mme TOURNEMAINE Myriam

M. HARMEGNIES Jean-Thierry est élu Secrétaire de séance

Monsieur DUPOND expose :

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal la Décision Modificative n°1 relative au budget principal de l'exercice 2023.

Il vous est demandé d'approuver la Décision Modificative n°1 telle que présentée en annexe.

Le rapport est adopté avec 22 voix pour et 4 abstentions (MM EVRARD, RENARD pouvoir à Mme CAPET, Mmes LANCE pouvoir à M EVRARD, CAPET)

Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 12/10/2023

Décision rendue exécutoire par la publication et la réception en Préfecture le 18/10/2023.

**Le Maire,
Pierre ANSART**



REPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE BEURAINS : MAIRIE DE BEURAINS (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21620099800013

POSTE COMPTABLE : SGC ARRAS

M. 57

Décision modificative 1 (3)

Voté par nature

BUDGET : Principal (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	Sans Objet
B - Modalités de vote du budget	4
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	5
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	6
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	7

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	8
B1 - Présentation des AP votées	9
B2 - Présentation des AE votées	10
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	11
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	14
D1 - Balance générale - Dépenses	16
D2 - Balance générale - Recettes	18

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	20
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	24
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	40

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	43
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	44
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	49
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	50
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	51

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	55
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	56
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	58
B3.1 - Etat des provisions constituées	59
B3.2 - Etalement des provisions	60
B4 - Etat des charges transférées	61
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	62
B6 - Prêts	63
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	64
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	65
B7.3 - Etat des emprunts garantis	66
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	67
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	68
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	69
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	70
B7.8 - Autres engagements donnés	71
B7.9 - Autres engagements reçus	72
B8 - Subventions versées	74
B9 - Etat du personnel	75
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	76
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	77
B11.2 - Liste des établissements publics créés	
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	78
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	79
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	81
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	82
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	83
D3 - Décisions en matière de taux	85
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	86
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	87
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	89
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	90
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	91

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)



I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7,50%
- Investissement : 7,50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

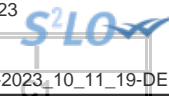
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.



I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	7 135 156,03	6 356 896,90	138 895,11	A1 -639 364,02
Investissement	1 588 490,58	1 343 897,58	(3) -40 592,79	A2 -285 185,79
Fonctionnement	5 546 665,45	5 012 999,32	(4) 179 487,90	A3 -354 178,23

	RESTES A REALISER N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II 39 587,00	III + IV 144 707,00	B1	105 120,00
Investissement	I 39 587,00	III 144 707,00	B2	105 120,00
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3	0,00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	-534 244,02
Investissement	A2 + B2	-180 065,79
Fonctionnement	A3 + B3	-354 178,23

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

**I – INFORMATIONS GENERALES****EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR****DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)**

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 39 587,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	927,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	25 418,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	13 242,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 144 707,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	144 707,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

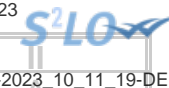
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	659 554,21	659 554,21
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
Total de la section d'investissement (2)		659 554,21	659 554,21
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	48 808,00	48 808,00
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
Total de la section de fonctionnement (3)		48 808,00	48 808,00
TOTAL DU BUDGET (4)		708 362,21	708 362,21

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

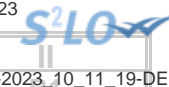
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.



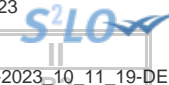
II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AP VOTEES

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00
« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
TOTAL GENERAL			0.00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			
« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
TOTAL GENERAL			0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	28 664,00	0,00	0,00	0,00	28 664,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	100 000,00	0,00	-19 156,00	-19 156,00	80 844,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	200 452,46	0,00	46 548,00	46 548,00	247 000,46
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	122 372,00	0,00	449 162,21	449 162,21	571 534,21
Total des dépenses d'équipement		451 488,46	0,00	476 554,21	476 554,21	928 042,67
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	334 143,00	0,00	1 000,00	1 000,00	335 143,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		334 143,00	0,00	1 000,00	1 000,00	335 143,00
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		785 631,46	0,00	477 554,21	477 554,21	1 263 185,67

040	Opérations ordre transf. entre sections (8)	111 888,00		0,00	0,00	111 888,00
041	Opérations patrimoniales (8)	8 125,00		182 000,00	182 000,00	190 125,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		120 013,00		182 000,00	182 000,00	302 013,00

TOTAL	905 644,46	0,00	659 554,21	659 554,21	1 565 198,67
--------------	-------------------	-------------	-------------------	-------------------	---------------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	320 504,22
--	-------------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 885 702,89
---	---------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT

C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	284 810,00	0,00	420 758,00	420 758,00	705 568,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	212 000,00	0,00	84 460,00	84 460,00	296 460,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		496 810,00	0,00	505 218,00	505 218,00	1 002 028,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	60 000,00	0,00	19 450,00	19 450,00	79 450,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	264 185,01	0,00	-40 592,79	-40 592,79	223 592,22
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA, régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	76 498,00	0,00	0,00	0,00	76 498,00
Total des recettes financières		400 683,01	0,00	-21 142,79	-21 142,79	379 540,22
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		897 493,01	0,00	484 075,21	484 075,21	1 381 568,22

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	99 768,67		-19 156,00	-19 156,00	80 612,67
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	220 762,00		12 635,00	12 635,00	233 397,00
041	Opérations patrimoniales (10)	8 125,00		182 000,00	182 000,00	190 125,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		328 655,67		175 479,00	175 479,00	504 134,67

TOTAL	1 226 148,68	0,00	659 554,21	659 554,21	1 885 702,89
--------------	---------------------	-------------	-------------------	-------------------	---------------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 885 702,89
---	---------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR
LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)**

202 121,67

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

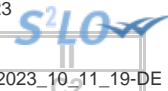
Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_19-DE





II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	1 625 857,00	0,00	13 049,00	13 049,00	1 638 906,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	4 169 410,00	0,00	0,00	0,00	4 169 410,00
014	Atténuations de produits	15 500,00	0,00	12 285,00	12 285,00	27 785,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	398 719,66	0,00	15 480,00	15 480,00	414 199,66
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		6 209 486,66	0,00	40 814,00	40 814,00	6 250 300,66
66	Charges financières	63 205,00	0,00	12 000,00	12 000,00	75 205,00
67	Charges spécifiques (4)	5 348,00	0,00	2 515,00	2 515,00	7 863,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	700,00		0,00	0,00	700,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		6 278 739,66	0,00	55 329,00	55 329,00	6 334 068,66

023	Virement à la section d'investissement (5)	99 768,67		-19 156,00	-19 156,00	80 612,67
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	220 762,00		12 635,00	12 635,00	233 397,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		320 530,67		-6 521,00	-6 521,00	314 009,67

TOTAL	6 599 270,33	0,00	48 808,00	48 808,00	6 648 078,33
--------------	---------------------	-------------	------------------	------------------	---------------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	6 648 078,33
--	---------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

II

C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	55 000,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	389 175,00	0,00	2 515,00	2 515,00	391 690,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	1 373 060,00	0,00	-8 014,00	-8 014,00	1 365 046,00
731	Fiscalité locale	6 344 794,00	0,00	41 548,00	41 548,00	6 386 342,00
74	Dotations et participations (4)	1 137 462,00	0,00	12 759,00	12 759,00	1 150 221,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	37 150,00	0,00	0,00	0,00	37 150,00
Total des recettes de gestion courante		9 336 641,00	0,00	48 808,00	48 808,00	9 385 449,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	125,00	0,00	0,00	0,00	125,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	350,00		0,00	0,00	350,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		9 337 116,00	0,00	48 808,00	48 808,00	9 385 924,00

042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	111 888,00		0,00	0,00	111 888,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		111 888,00		0,00	0,00	111 888,00

TOTAL	9 449 004,00	0,00	48 808,00	48 808,00	9 497 812,00
--------------	---------------------	-------------	------------------	------------------	---------------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	180 163,33
---	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	9 677 975,33
--	---------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	202 121,67	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.
---	-------------------	--

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

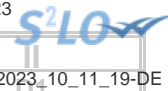
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET****BALANCE GENERALE – DEPENSES****DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)**

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 000,00	0,00	1 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	-19 156,00	0,00	-19 156,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	46 548,00	182 000,00	228 548,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	449 162,21	0,00	449 162,21
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total		477 554,21	182 000,00	659 554,21

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	659 554,21
---	-------------------

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	13 049,00		13 049,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	12 285,00		12 285,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	15 480,00	0,00	15 480,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	12 000,00	0,00	12 000,00
67	Charges spécifiques (9)	2 515,00	0,00	2 515,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	12 635,00	12 635,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement		-19 156,00	-19 156,00
Dépenses de fonctionnement – Total		55 329,00	-6 521,00	48 808,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	48 808,00
--	------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

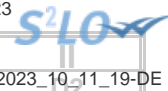


(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule au

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – RECETTES

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	19 450,00	0,00	19 450,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	420 758,00	182 000,00	602 758,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	84 460,00	0,00	84 460,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		12 635,00	12 635,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		-19 156,00	-19 156,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		524 668,00	175 479,00	700 147,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	-40 592,79
---------------------------------------	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	659 554,21
---	-------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 515,00		2 515,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	-8 014,00		-8 014,00
731	Fiscalité locale	41 548,00		41 548,00
74	Dotations et participations (8)	12 759,00		12 759,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		48 808,00	0,00	48 808,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	48 808,00
--	------------------



- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		905 644,46	0,00	0,00	659 554,21	659 554,21	0,00	659 554,21	659 554,21
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	28 664,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	100 000,00	0,00	0,00	-19 156,00	-19 156,00	0,00	-19 156,00	-19 156,00
21	Immobilisations corporelles	200 452,46	0,00	0,00	46 548,00	46 548,00	0,00	46 548,00	46 548,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	122 372,00	0,00	0,00	449 162,21	449 162,21	0,00	449 162,21	449 162,21
Total des opérations d'équipement (4)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		451 488,46	0,00	0,00	476 554,21	476 554,21	0,00	476 554,21	476 554,21
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	334 143,00	0,00		1 000,00	1 000,00		1 000,00	1 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		334 143,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		785 631,46	0,00	0,00	477 554,21	477 554,21	0,00	477 554,21	477 554,21
040	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)	111 888,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	8 125,00			182 000,00	182 000,00		182 000,00	182 000,00
Total des dépenses d'ordre		120 013,00			182 000,00	182 000,00		182 000,00	182 000,00

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)

0,00

Total des dépenses d'investissement cumulées

659 554,21

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_19-DE



III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		961 963,67	0,00	700 147,00	700 147,00	700 147,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	284 810,00	0,00	420 758,00	420 758,00	420 758,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	212 000,00	0,00	84 460,00	84 460,00	84 460,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		496 810,00	0,00	505 218,00	505 218,00	505 218,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	60 000,00	0,00	19 450,00	19 450,00	19 450,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	76 498,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		136 498,00	0,00	19 450,00	19 450,00	19 450,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		633 308,00	0,00	524 668,00	524 668,00	524 668,00
021	Virement de la section de fonctionnement	99 768,67		-19 156,00	-19 156,00	-19 156,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	220 762,00		12 635,00	12 635,00	12 635,00
041	Opérations patrimoniales (7)	8 125,00		182 000,00	182 000,00	182 000,00
Total des recettes d'ordre		328 655,67		175 479,00	175 479,00	175 479,00

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)

0,00

Affectation au compte 1068 (9)

-40 592.79

Total des recettes d'investissement cumulées

659 554.21

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

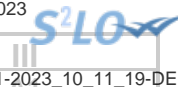
Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_19-DE





III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		905 644,46	0,00	0,00	659 554,21	659 554,21	0,00	659 554,21	659 554,21
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	28 664,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	13 664,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	100 000,00	0,00	0,00	-19 156,00	-19 156,00	0,00	-19 156,00	-19 156,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2324	Subventions d'équipements versées	100 000,00	0,00		-19 156,00	-19 156,00	0,00	-19 156,00	-19 156,00
21	Immobilisations corporelles	200 452,46	0,00	0,00	46 548,00	46 548,00	0,00	46 548,00	46 548,00
2111	Terrains nus	7 784,00	0,00		4 152,00	4 152,00	0,00	4 152,00	4 152,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	3 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	1 152,00	0,00		6 560,00	6 560,00	0,00	6 560,00	6 560,00
21312	Bâtiments scolaires	671,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	8 585,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	30 150,00	0,00		-5 000,00	-5 000,00	0,00	-5 000,00	-5 000,00
21351	Bâtiments publics	6 216,00	0,00		-5 561,00	-5 561,00	0,00	-5 561,00	-5 561,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst., matériel, outill. techniques	60 232,00	0,00		1 915,00	1 915,00	0,00	1 915,00	1 915,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00		3 416,00	3 416,00	0,00	3 416,00	3 416,00
21831	Matériel informatique scolaire	6 840,00	0,00		720,00	720,00	0,00	720,00	720,00
21838	Autre matériel informatique	12 228,00	0,00		26 631,00	26 631,00	0,00	26 631,00	26 631,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	3 680,46	0,00		4 500,00	4 500,00	0,00	4 500,00	4 500,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	5 037,00	0,00		8 580,00	8 580,00	0,00	8 580,00	8 580,00
2185	Matériel de téléphonie	1 532,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	52 745,00	0,00		-365,00	-365,00	0,00	-365,00	-365,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information : Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	122 372,00	0,00	0,00	449 162,21	449 162,21	0,00	449 162,21	449 162,21
2313	Constructions	116 372,00	0,00		447 272,21	447 272,21	0,00	447 272,21	447 272,21
2315	Install., matériel et outill. technique	6 000,00	0,00		1 890,00	1 890,00	0,00	1 890,00	1 890,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		451 488,46	0,00	0,00	476 554,21	476 554,21	0,00	476 554,21	476 554,21
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	334 143,00	0,00		1 000,00	1 000,00		1 000,00	1 000,00
1641	Emprunts en euros	334 143,00	0,00		1 000,00	1 000,00		1 000,00	1 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		334 143,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45811020	ENFOUISSEMENT RESEAU PIERRE CURIE T2	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		785 631,46	0,00	0,00	477 554,21	477 554,21	0,00	477 554,21	477 554,21
040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	111 888,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Reprise sur autofinancement antérieur	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Charges transférées (8)	111 888,00			0,00	0,00		0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	26 615,00			0,00	0,00		0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	85 273,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	8 125,00			182 000,00	182 000,00		182 000,00	182 000,00
21318	Autres bâtiments publics	8 125,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00			182 000,00	182 000,00		182 000,00	182 000,00
Total des dépenses d'ordre		120 013,00			182 000,00	182 000,00		182 000,00	182 000,00

- (1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.
- (2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
- (3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
- (4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
- (5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
- (6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.
- (7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).
- (8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_19-DE



III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT****Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement**

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

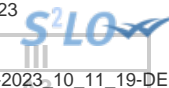
(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQU**

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUILIBRE**

Cet état ne contient pas d'information.



III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		961 963,67	0,00	700 147,00	700 147,00	700 147,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	284 810,00	0,00	420 758,00	420 758,00	420 758,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	133 160,00	0,00	306 967,00	306 967,00	306 967,00
1322	Subv. non transf. Régions	97 738,00	0,00	110 288,00	110 288,00	110 288,00
1323	Subv. non transf. Départements	4 018,00	0,00	2 876,00	2 876,00	2 876,00
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	49 787,00	0,00	-2 373,00	-2 373,00	-2 373,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	107,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	212 000,00	0,00	84 460,00	84 460,00	84 460,00
1641	Emprunts en euros	212 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	0,00	0,00	84 460,00	84 460,00	84 460,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		496 810,00	0,00	505 218,00	505 218,00	505 218,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	60 000,00	0,00	19 450,00	19 450,00	19 450,00
10222	FCTVA	60 000,00	0,00	19 450,00	19 450,00	19 450,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	76 498,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		136 498,00	0,00	19 450,00	19 450,00	19 450,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		633 308,00	0,00	524 668,00	524 668,00	524 668,00
021	Virement de la section de fonctionnement	99 768,67		-19 156,00	-19 156,00	-19 156,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	220 762,00		12 635,00	12 635,00	12 635,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00		0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00		0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	4 737,00		0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote	II	III = I + II
			I				
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	200,00		0,00	0,00	0,00	0,00
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	2 200,00		0,00	0,00	0,00	0,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	10 125,00		0,00	0,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	13 650,00		620,00	620,00	620,00	620,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	4 550,00		170,00	170,00	170,00	170,00
28128	Autres aménagements de terrains	0,00		40,00	40,00	40,00	40,00
281316	Equipements de cimetière	0,00		165,00	165,00	165,00	165,00
28152	Installations de voirie	3 300,00		0,00	0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	80,00		0,00	0,00	0,00	0,00
281571	Matériel ferroviaire	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	6 950,00		0,00	0,00	0,00	0,00
281721	Plant. arbres, arbustes (mise à dispo)	100,00		0,00	0,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	19 800,00		0,00	0,00	0,00	0,00
281831	Matériel informatique scolaire	28 050,00		850,00	850,00	850,00	850,00
281838	Autre matériel informatique	46 700,00		2 100,00	2 100,00	2 100,00	2 100,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	5 300,00		240,00	240,00	240,00	240,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	8 300,00		1 450,00	1 450,00	1 450,00	1 450,00
28185	Matériel de téléphonie	620,00		100,00	100,00	100,00	100,00
28188	Autres immo. corporelles	66 100,00		6 900,00	6 900,00	6 900,00	6 900,00
041	Opérations patrimoniales (10)	8 125,00		182 000,00	182 000,00	182 000,00	182 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00		182 000,00	182 000,00	182 000,00	182 000,00
2031	Frais d'études	8 125,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		328 655,67		175 479,00	175 479,00	175 479,00	175 479,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		6 599 270,33	0,00	0,00	48 808,00	48 808,00	0,00	48 808,00	48 808,00
011	Charges à caractère général (4)	1 625 857,00	0,00	0,00	13 049,00	13 049,00	0,00	13 049,00	13 049,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	4 169 410,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	15 500,00	0,00		12 285,00	12 285,00		12 285,00	12 285,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	398 719,66	0,00	0,00	15 480,00	15 480,00	0,00	15 480,00	15 480,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		6 209 486,66	0,00	0,00	40 814,00	40 814,00	0,00	40 814,00	40 814,00
66	Charges financières	63 205,00	0,00		12 000,00	12 000,00		12 000,00	12 000,00
67	Charges spécifiques (4)	5 348,00	0,00		2 515,00	2 515,00		2 515,00	2 515,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	700,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		69 253,00	0,00	0,00	14 515,00	14 515,00		14 515,00	14 515,00
Total des dépenses réelles		6 278 739,66	0,00	0,00	55 329,00	55 329,00	0,00	55 329,00	55 329,00
023	Virement à la section d'investissement	99 768,67			-19 156,00	-19 156,00		-19 156,00	-19 156,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5)	220 762,00			12 635,00	12 635,00		12 635,00	12 635,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		320 530,67			-6 521,00	-6 521,00		-6 521,00	-6 521,00

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)

0,00

Total des dépenses de fonctionnement cumulées

48 808,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_19-DE



III – VOTE DU BUDGET**SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES****III****B**

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		9 449 004,00	0,00	48 808,00	48 808,00	48 808,00
013	Atténuations de charges (3)	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	389 175,00	0,00	2 515,00	2 515,00	2 515,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	1 373 060,00	0,00	-8 014,00	-8 014,00	-8 014,00
731	Fiscalité locale	6 344 794,00	0,00	41 548,00	41 548,00	41 548,00
74	Dotations et participations (3)	1 137 462,00	0,00	12 759,00	12 759,00	12 759,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	37 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		9 336 641,00	0,00	48 808,00	48 808,00	48 808,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	125,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	350,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		475,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		9 337 116,00	0,00	48 808,00	48 808,00	48 808,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	111 888,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		111 888,00		0,00	0,00	0,00

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)**0,00****Total des recettes de fonctionnement cumulées****48 808,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

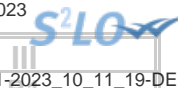
(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.



III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
			I			II			
TOTAL		6 599 270,33	0,00	0,00	48 808,00	48 808,00	0,00	48 808,00	48 808,00
011	Charges à caractère général (5)	1 625 857,00	0,00	0,00	13 049,00	13 049,00	0,00	13 049,00	13 049,00
6042	Achats de prestations de services	166 772,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	23 760,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	299 540,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	170 950,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	850,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	29 650,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	27 498,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	3 579,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	150,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	27 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	165 594,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	10 921,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	17 370,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	26 910,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	21 203,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	13 833,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	31 903,00	0,00		4 500,00	4 500,00	0,00	4 500,00	4 500,00
61221	Matériel roulant	13 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	2 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	2 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	32 037,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	220,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	101 670,00	0,00		8 549,00	8 549,00	0,00	8 549,00	8 549,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	905,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	13 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	5 913,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	56 909,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	19 305,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	4 014,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	20 450,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	25 039,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Crédits gérés hors AE	Vote) III = I + II
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	1 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	50,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	23 790,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	2 420,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	17 772,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	2 250,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	930,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	62 753,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	4 405,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	220,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	1 650,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	8 720,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	37 928,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	3 368,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	29 692,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	23 245,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	9 125,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6353	Impôts indirects	185,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	9,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	350,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	4 169 410,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	23 985,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	12 028,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	52 990,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	7 217,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	1 781 586,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	22 327,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	21 608,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64114	Personnel tit. - Indemnité inflation	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	428 910,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Crédits gérés hors AE	Vote) III = I + II
64131	Rémunérations	541 350,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflation	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	91 870,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64164	Emplois aidés - indemnité inflation	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64168	Autres emplois aidés	32 194,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	450 662,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	585 208,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	26 193,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	48 318,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	7 831,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	6 371,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	10 612,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	16 050,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6488	Autres	1 700,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	15 500,00	0,00		12 285,00	12 285,00		12 285,00	12 285,00
7391112	Dégrèv. taxe habit. / logements vacants	500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739118	Autres revers, restit. contrib. directes	0,00	0,00		13 239,00	13 239,00		13 239,00	13 239,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	15 000,00	0,00		-954,00	-954,00		-954,00	-954,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	398 719,66	0,00	0,00	15 480,00	15 480,00	0,00	15 480,00	15 480,00
65132	Prix	2 278,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6518	Divers	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	86 667,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	3 770,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	6 194,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	1 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	55,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	4 610,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	91 541,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
657363	Subv. fonct. étab. à caract. adm.	13 952,66	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	25 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Crédits gérés hors AE	Vote) III = I + II
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	123 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d'utilisat° - informatique nuage	6 004,00	0,00		13 480,00	13 480,00	0,00	13 480,00	13 480,00
65818	Autres	9 354,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	3 194,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		6 209 486,66	0,00	0,00	40 814,00	40 814,00	0,00	40 814,00	40 814,00
66	Charges financières	63 205,00	0,00		12 000,00	12 000,00		12 000,00	12 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	56 000,00	0,00		8 000,00	8 000,00		8 000,00	8 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	1 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	5 000,00	0,00		4 000,00	4 000,00		4 000,00	4 000,00
6688	Autres	1 205,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	5 348,00	0,00		2 515,00	2 515,00		2 515,00	2 515,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	5 348,00	0,00		2 515,00	2 515,00		2 515,00	2 515,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	700,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	700,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		69 253,00	0,00	0,00	14 515,00	14 515,00		14 515,00	14 515,00
Total des dépenses réelles		6 278 739,66	0,00	0,00	55 329,00	55 329,00	0,00	55 329,00	55 329,00
023	Virement à la section d'investissement	99 768,67			-19 156,00	-19 156,00		-19 156,00	-19 156,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	220 762,00			12 635,00	12 635,00		12 635,00	12 635,00
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6811	Dot. amort. immos incorporelles	220 762,00			12 635,00	12 635,00		12 635,00	12 635,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		320 530,67			-6 521,00	-6 521,00		-6 521,00	-6 521,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

MAIRIE DE BEAURAINS - Principal - DM - 2023

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	1 000,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_19-DE



(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

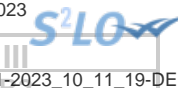
(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040*) (*DF 043 = RF 043*).

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.



III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		9 449 004,00	0,00	48 808,00	48 808,00	48 808,00
013	Atténuations de charges (4)	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	389 175,00	0,00	2 515,00	2 515,00	2 515,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	13 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	45 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	167 417,00	0,00	450,00	450,00	450,00
7066	Redevances services à caractère social	3 547,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	153 711,00	0,00	2 065,00	2 065,00	2 065,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	1 373 060,00	0,00	-8 014,00	-8 014,00	-8 014,00
73211	Attribution de compensation	970 517,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	315 993,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	2 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	84 000,00	0,00	-8 014,00	-8 014,00	-8 014,00
73223	Fonds départ. DMTO pour com - 5000 hab.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	6 344 794,00	0,00	41 548,00	41 548,00	41 548,00
73111	Impôts directs locaux	6 059 794,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	7 510,00	7 510,00	7 510,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	200 000,00	0,00	34 038,00	34 038,00	34 038,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	85 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	1 137 462,00	0,00	12 759,00	12 759,00	12 759,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	352 001,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741121	DSR des communes	77 000,00	0,00	12 769,00	12 769,00	12 769,00
741127	DNP des communes	51 776,00	0,00	-5 178,00	-5 178,00	-5 178,00
74121	Dotation forfaitaire des départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	1 500,00	0,00	168,00	168,00	168,00
74718	Autres participations Etat	374 858,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
7472	Participation régions	53 730,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	3 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Voté	Publié le 18/10/2023	Total
			I			II	III = I + II
74741	Participation communes membres du GFP	3 125,00	0,00	0,00		0,00	0,00
74751	Participation GFP de rattachement	22 000,00	0,00	0,00		0,00	0,00
7478228	Autres personnes privées	2 000,00	0,00	0,00		0,00	0,00
74783	Fonds mobilisation départ. insertion	7 840,00	0,00	0,00		0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	38 072,00	0,00	0,00		0,00	0,00
74834	Etat-Compens.exonération taxe habitation	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
74888	Autres	150 000,00	0,00	0,00		0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	37 150,00	0,00	0,00		0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	35 150,00	0,00	0,00		0,00	0,00
75888	Autres	2 000,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		9 336 641,00	0,00	48 808,00		48 808,00	48 808,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	125,00	0,00	0,00		0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	125,00	0,00	0,00		0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	350,00		0,00		0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	350,00		0,00		0,00	0,00
Total des recettes réelles		9 337 116,00	0,00	48 808,00		48 808,00	48 808,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)	111 888,00		0,00		0,00	0,00
722	Immobilisations corporelles	111 888,00		0,00		0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)	0,00		0,00		0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		111 888,00		0,00		0,00	0,00

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_19-DE

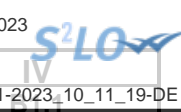


Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_19-DE



IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

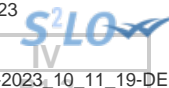
B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature <small>(Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)</small>	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.



IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					4 675 830,00									
1641 Emprunts en euros (total)					4 675 830,00									
MON2726720 - DEXIA	DEXIA/CREDIT LOCAL	31/12/2011		20/03/2012	200 000,00	F	Taux fixe	4,980	4,980	EUR	T	P	N	A-1
MON281728 - BP	BANQUE POSTALE	04/12/2013		01/05/2014	100 000,00	F	Taux fixe	3,550	3,550	EUR	T	P	N	A-1
MON501303EUR- BP	BANQUE POSTALE	13/10/2014		01/02/2015	500 000,00	F	Taux fixe	2,370	2,370	EUR	T	P	N	A-1
N°07019406 - CA	CREDIT AGRICOLE NORD FRANCE SCCP	07/07/2009		07/09/2009	100 000,00	F	Taux fixe	4,440	4,440	EUR	T	P	N	A-1
N°10000045226- CA	CREDIT AGRICOLE NORD FRANCE SCCP	10/04/2014		01/08/2014	200 000,00	F	Taux fixe	3,360	3,360	EUR	T	P	N	A-1
N°10000913194- CA	CREDIT AGRICOLE NORD FRANCE SCCP	03/07/2018		01/11/2018	180 000,00	F	Taux fixe	1,820	1,820	EUR	T	P	N	A-1
N°116800 - CDC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNAT	01/12/2020		01/07/2021	400 000,00	F	Taux fixe	0,630	0,630	EUR	T	P	N	A-1
N°1210312 -CDC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNAT	10/11/2011		01/07/2012	100 000,00	R	LEP	4,100	4,100	EUR	T	C	N	A-1
N°1233823 - CDC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNAT	25/10/2012		01/06/2013	122 000,00	R	TAM	3,932	3,932	EUR	T	C	N	A-1
N°17AL071- CE	CAISSE D EPARGNE PAS DE CALAIS S	08/11/2017		15/03/2018	170 000,00	F	LIVRET A	0,750	0,750	EUR	T	C	N	A-1
N°4587836 - CE	CAISSE D EPARGNE PAS DE CALAIS S	03/11/2015		28/02/2016	200 000,00	F	Taux fixe	2,030	2,030	EUR	T	P	N	A-1
N°476121- CE	CAISSE D EPARGNE PAS DE CALAIS S	08/10/2016		30/01/2017	200 000,00	F	Taux fixe	1,100	1,100	EUR	T	P	N	A-1
N°7570327-CE	CAISSE D EPARGNE PAS DE CALAIS S	12/12/2008		25/03/2009	250 000,00	F	Taux fixe	4,920	4,920	EUR	T	P	N	A-1
N°7659447-CE	CAISSE D EPARGNE PAS DE CALAIS S	03/10/2009		01/03/2010	200 000,00	F	Taux fixe	4,010	4,010	EUR	T	P	N	A-1
N°7660571- CE	CAISSE D EPARGNE PAS DE CALAIS S	03/02/2010		05/07/2010	200 000,00	F	Taux fixe	3,960	3,960	EUR	T	P	N	A-1
N°8172846 - CE	CAISSE D EPARGNE PAS DE CALAIS S	19/01/2012		10/05/2013	100 000,00	F	Taux fixe	4,550	4,550	EUR	T	P	N	A-1
N°8273412- CE	CAISSE D EPARGNE PAS DE CALAIS S	08/07/2013		05/11/2013	203 830,00	F	Taux fixe	3,820	3,820	EUR	T	P	N	A-1



Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										Reçu en préfecture le 18/10/2023			
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Cité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	Categorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
N°K5495 - CA	CREDIT AGRICOLE NORD FRANCE SSCP	14/06/2022		28/09/2022	250 000,00	R	EURIBOR	0,820	0,820	EUR	T	C	N	A-1
N°MON508922EUR- BP	BANQUE POSTALE	03/05/2016		01/09/2016	400 000,00	F	Taux fixe	1,780	1,780	EUR	T	C	O	A-1
N°MON516977EUR- BP	BANQUE POSTALE	13/08/2017		01/03/2018	150 000,00	F	Taux fixe	1,600	1,600	EUR	T	C	N	A-1
N°MON539148 - BP	BANQUE POSTALE	19/10/2021		01/03/2022	200 000,00	F	Taux fixe	0,870	0,870	EUR	T	C	O	A-1
N°MON541952 - BP	LA BANQUE POSTALE	28/04/2022		01/09/2022	250 000,00	F	Taux fixe	1,740	1,740	EUR	T	C	N	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

MAIRIE DE BEURAINS - Principal - DM - 2023

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_19-DE

SLO

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										Devise	dicité des remboursements (6)	Prom d'amor- tissement (7)	de rembour- sement anticipé O/N	gorie d'em- prunt (8)
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial							
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel						
Total général					4 675 830,00										

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		2 627 956,26					326 121,26	59 168,72	0,00	5 521,44
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 627 956,26					326 121,26	59 168,72	0,00	5 521,44
MON2726720 - DEXIA	N	0,00	A-1	53 333,48	3,99	F	Taux fixe	4,980	13 333,32	2 407,00	0,00	160,47
MON281728 - BP	N	0,00	A-1	48 167,11	5,99	F	Taux fixe	3,550	7 010,03	1 617,29	0,00	160,00
MON501303EUR- BP	N	0,00	A-1	255 417,30	6,99	F	Taux fixe	2,370	33 953,17	5 753,12	0,00	860,21
N°07019406 - CA	N	0,00	A-1	13 231,68	1,67	F	Taux fixe	4,440	8 723,31	443,57	0,00	12,79
N°10000045226- CA	N	0,00	A-1	99 064,15	6,58	F	Taux fixe	3,360	13 874,20	3 154,96	0,00	469,12
N°10000913194- CA	N	0,00	A-1	133 873,75	10,83	F	Taux fixe	1,820	11 380,43	2 359,13	0,00	365,37
N°116800 - CDC	N	0,00	A-1	377 730,07	23,00	F	Taux fixe	0,630	14 969,50	2 332,98	0,00	557,84
N°1210312 -CDC	N	0,00	A-1	29 999,86	3,99	R	LEP	5,950	6 666,68	1 818,95	0,00	338,61
N°1233823 - CDC	N	0,00	A-1	42 700,13	4,99	R	TAM	3,932	8 133,32	2 780,29	0,00	109,48
N°17AL071- CE	N	0,00	A-1	113 333,40	9,99	F	LIVRET A	0,750	11 333,32	3 747,33	0,00	150,22
N°4587836 - CE	N	0,00	A-1	114 186,13	7,99	F	Taux fixe	2,030	13 282,47	2 217,28	0,00	182,08
N°476121- CE	N	0,00	A-1	123 930,78	8,99	F	Taux fixe	1,100	13 172,83	1 309,03	0,00	203,05
N°7570327-CE	N	0,00	A-1	22 954,30	0,99	F	Taux fixe	4,920	22 882,41	710,17	0,00	0,00
N°7659447-CE	N	0,00	A-1	34 061,04	1,99	F	Taux fixe	4,010	16 690,74	1 116,94	0,00	56,11
N°7660571- CE	N	0,00	A-1	42 044,61	2,50	F	Taux fixe	3,960	16 322,52	1 424,57	0,00	240,50
N°8172846 - CE	N	0,00	A-1	42 911,56	4,99	F	Taux fixe	4,550	7 407,61	1 827,27	0,00	224,37
N°8273412- CE	N	0,00	A-1	92 088,41	5,84	F	Taux fixe	3,820	14 604,42	3 310,22	0,00	550,00
N°K5495 - CA	N	0,00	A-1	241 666,66	14,74	R	EURIBOR	3,846	16 666,68	9 052,95	0,00	48,07
N°MON508922EUR- BP	N	0,00	A-1	221 428,50	7,66	F	Taux fixe	1,780	35 714,30	4 608,93	0,00	266,29
N°MON516977EUR- BP	N	0,00	A-1	97 500,00	9,91	F	Taux fixe	1,600	10 000,00	1 500,00	0,00	130,00
N°MON539148 - BP	N	0,00	A-1	186 666,68	14,00	F	Taux fixe	0,870	13 333,32	1 580,50	0,00	121,48
N°MON541952 - BP	N	0,00	A-1	241 666,66	14,67	F	Taux fixe	1,740	16 666,68	4 096,24	0,00	315,38
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00



Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité			
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		2 627 956,26					326 121,26	59 168,72	0,00	5 521,44

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplieur jusqu'à 3 ou multiplieur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplieur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

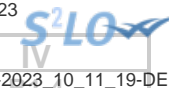
(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.



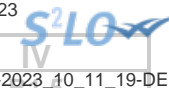
IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	22	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 627 956,26	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.



IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

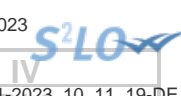
(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_19-DE


IV
23

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L’EMPRUNT D’UN AUTRE ORGANISME

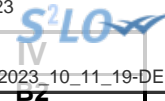
B1.6 – DETTE POUR FINANCER L’EMPRUNT D’UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit privé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit public</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Dettes provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

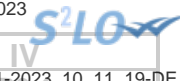
(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

S2LO**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES****B1.7 – AUTRES DETTES**

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS****METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS**

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	



IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_19-DE



IV – ANNEXES**ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS****B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)**

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES

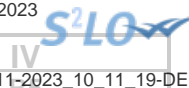
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES							
Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).



IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 20	Intitulé de l'opération : ENFOUISSEMENT RESEAU PIERRE CURIE T2			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	139 657,98	0,00	0,00	0,00
45.1 ENFOUISSEMENT RESEAU PIERRE CURIE T2 (5)	139 657,98	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	139 657,98	0,00	0,00	0,00
RECETTES (b)	139 657,98	0,00	0,00	0,00
45.2 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	139 657,98	0,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	139 657,98	0,00	0,00	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

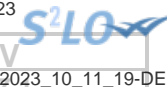
(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS****Prêts (compte 274)**

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES**

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	Emprunts garantis (1)	0,00	0,00	
8016	Contrats de crédit-bail (2)	0,00	0,00	0,00
8017	Subvention à verser en annuité (3)	0,00	0,00	0,00
8018	Autres engagements donnés			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)				
Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)	0,00	0,00	0,00
8027	Subvention à recevoir par annuité	0,00	0,00	0,00
8028	Autres engagements reçus			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

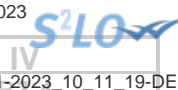
(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT**

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	398 460,54
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A + B + C - D	398 460,54
Recettes réelles de fonctionnement	II	48 808,00
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	I / II	816,38

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

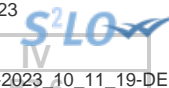
(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES**ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)**

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE**

									Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (1)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Part totale (2)	Dont part nette (3) I			
TOTAL				0			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N.

(2) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N.


(3) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_19-DE


IV

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE				
Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale				
Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

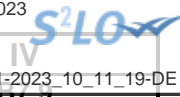
(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES**ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

IV
B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

B9

D1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique.
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
 S : Social.
 MS : Médico-social.
 MT : Médico-technique.
 SP : Sportif.
 CULT : Culturel.
 ANIM : Animation.
 POL : Police.
 POMP : Sapeurs-pompiers.
 X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :

332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
 332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
 332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
 332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
 332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
 332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
 332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
 332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
 332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
 332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
 327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
 332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
 332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
 326-352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L.326 et L.352).
 343-1-343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
 333-1-333-10 : Collaborateurs de cabinet.
 333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
 A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	
ANNEXES PATRIMONIALES	
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détenition d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				


(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.
(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...).
(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_19-DE


IV
S2LO

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES**ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES****LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES**

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.


Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_19-DE


IV
B11.3

IV – ANNEXES	
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.



IV – ANNEXES

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES

C1.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		I 0,00	1 000,00	II 1 000,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	1 000,00	1 000,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	1 000,00	1 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00	0,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	1 000,00	47 795,00	320 504,22	369 299,22

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.



IV – ANNEXES

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES

C1.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 0,00	12 929,00	VI 12 929,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	19 450,00	19 450,00
10221	TLE	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	19 450,00	19 450,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		0,00	-6 521,00	-6 521,00
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	620,00	620,00
28051		0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	170,00	170,00
28128	Autres aménagements de terrains	0,00	40,00	40,00
281316	Equipements de cimetière	0,00	165,00	165,00
28152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00
281571	Matériel ferroviaire	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00
281721	Plant. arbres, arbustes (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00
281831	Matériel informatique scolaire	0,00	850,00	850,00
281838	Autre matériel informatique	0,00	2 100,00	2 100,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	240,00	240,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	1 450,00	1 450,00
28185	Matériel de téléphonie	0,00	100,00	100,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	6 900,00	6 900,00
29...	Dépréciations des immobilisations			
31...	Matières premières (et fournitures) (5)			
33...	En-cours de production de biens (5)			
35...	Stocks de produits (5)			
39...	Dépréciation des stocks et en-cours			
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices			
49...	Dépréciation des comptes de tiers			
59...	Dépréciation des comptes financiers			

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	P	Propositions ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_19-DE	Vote (2)
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		-19 156,00	-19 156,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6)	Solde d'exécution R001 (6)	Affectation R1068 (6)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	12 929,00	144 707,00	0,00	223 592,22	381 228,22

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV 369 299,22
Ressources propres disponibles	VIII 381 228,22
Solde	IX = VIII – IV (7) 11 929,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

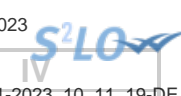
(7) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_19-DE


IV
DT

IV – ANNEXES	
AUTRES ELEMENTS D’INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION****SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET****D2.1****VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)**

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	Chapitre	Montant	FONCTIONNEMENT	Chapitre	Montant
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		0.00	Sous-total Fonctionnement		(B) 0.00

INVESTISSEMENT	Chapitre	Montant			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		0.00	Effort propre de la Région (A – B)		(C) 0.00

TOTAL DEPENSES		(A) 0.00	TOTAL RECETTES (B + C)		0.00
----------------	--	----------	------------------------	--	------

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION

SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION

D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	0,00
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	0,00

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	0,00

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	0,00
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00
Total facturations internes	0,00
TOTAL CHARGES (2)	0,00

Contributions aux ECE	0,00
-----------------------	------

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	0.00
Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	0.00
RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	0.00
Résultat financier	0.00
RESULTAT COURANT (5)	0.00
Résultat spécifique	0.00
RESULTAT NET (6)	0.00

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

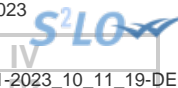
(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.



IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A bis du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00			0,00	0,00

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM**

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Acquisitions d'immobilisations	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
	Autres dépenses éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
	Total des dépenses d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Souscription d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Dotations et subventions reçues	0,00
	Autres recettes éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
	Total des recettes réelles	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement (3)	0,00
	Total des recettes d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
023	Virement à la section d'investissement (4)	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

- (1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.
- (2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.
- (3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.
- (4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_19-DE





IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D5.1

Cet état ne contient pas d'information.



IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.

**V – ARRETE ET SIGNATURES****ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 29

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation : 05/10/2023

Présenté par le Maire (1),
A BEAURAINS, le 11/10/2023

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Ordinaire
A BEAURAINS, le 11/10/2023

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

M. ANSART Pierre	
M. BERGOGNON Bruno	
M. DUPOND Cédric	
M. EVRARD Michel	
M. GACI Jérémy	
M. HARMEGNIES Jean-Thierry	
M. HURET Hervé	
M. IBISEVIC Kémal	
M. MOUTON Patrice	
M. PETIT Jean-Louis	
M. RENARD Sébastien	
M. SCOAZEC Jean-Jacques	
M. SIMON Reynald	
M. VENEL Eric	
M. VEZILIER Vincent	
Mlle BETREMIEUX Christina	
Mme BENOIT Maryline	
Mme CAPET Carine	
Mme DERA EVE Caroline	
Mme DUTERIEZ Micheline	

V – ARRETE ET SIGNATURES**ARRETE ET SIGNATURES**

Mme FRUCHART Christelle	
Mme GALLET Sabine	
Mme LANCE BARSACQ Emilie	
Mme LE GARDIEN Christine	
Mme LETUPPE Sylvie	
Mme SEQUELA Véronique	
Mme TENAGLIA Gwénola	
Mme TOURNEMAINE Myriam	
Mme WALLET Anne	

Certifié exécutoire par le Maire (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A BEAURAINS, le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Conseillers en exercices :.....29
Présents :.....20
Excusés :.....6
Absents :.....3
Votants :.....26

L'an deux mil vingt trois, le onze octobre, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en Mairie,salle du Conseil - Mairie de Beaurains après convocation légale 05/10/2023, sous la présidence de **M. ANSART Pierre, Maire.**

**OBJET : DÉCISION MODIFICATIVE N°1 DE
L'EXERCICE 2023 - BUDGET ANNEXE BORÉAL
PARC**

PRESENTS : M. ANSART Pierre, Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme CAPET Carine, Mme DERAEEV Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, M. GACI Jérémy, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, M. PETIT Jean-Louis, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme DUPOND-WALLET Anne

EXCUSES / PROCURATIONS : Mme LANCE BARSACQ Emilie donne pouvoir à M. EVRARD Michel, Mme LETUPPE Sylvie donne pouvoir à Mme FRUCHART Christelle, M. MOUTON Patrice donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, RENARD Sébastien donne pouvoir à Mme CAPET Carine, M. SCOAZEC Jean-Jacques donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry, Mme SEGUELA Véronique donne pouvoir à M. ANSART Pierre

ABSENTS : Mme BETREMIEUX Christina, M. HURET Hervé, Mme TOURNEMAINE Myriam

M. HARMEGNIES Jean-Thierry est élu Secrétaire de séance

Monsieur DUPOND expose :

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal la Décision Modificative n°1 relative au budget « Boréal » de l'exercice 2023.

Il vous est demandé d'approuver la Décision Modificative n°1 telle que présentée en annexe.

Le rapport est adopté avec 22 voix pour et 4 abstentions (MM EVRARD, RENARD pouvoir à Mme CAPET, Mmes LANCE pouvoir à M EVRARD, CAPET)

Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 12/10/2023

Décision rendue exécutoire par la publication et la réception en Préfecture le 18/10/2023.

**Le Maire,
Pierre ANSART**



REPUBLIQUE FRANÇAISE

**ZONE ACTIVITES COMMERCIALES LO : ZONE ACTIVITES
COMMERCIALES LO (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE MAIRIE DE BEAURAINS (2)

Numéro SIRET : 21620099800088

POSTE COMPTABLE : SGC ARRAS

M. 57

Décision modificative 1 (3)

Voté par nature

BUDGET : DM 1 - DM 1 - BOREAL PARC (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	Sans Objet
B - Modalités de vote du budget	4
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	5
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	6
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	7

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	8
B1 - Présentation des AP votées	9
B2 - Présentation des AE votées	10
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	11
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	14
D1 - Balance générale - Dépenses	16
D2 - Balance générale - Recettes	18

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	20
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	24
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	26
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	27
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	28
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	29
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	31
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	34
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	36

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	38
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	39
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	43
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	44
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	45



B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	49
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	50
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	52
B3.1 - Etat des provisions constituées	53
B3.2 - Etalement des provisions	54
B4 - Etat des charges transférées	55
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	56
B6 - Prêts	57
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	58
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	59
B7.3 - Etat des emprunts garantis	60
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	61
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	62
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	63
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	64
B7.8 - Autres engagements donnés	65
B7.9 - Autres engagements reçus	66
B8 - Subventions versées	68
B9 - Etat du personnel	69
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	70
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	71
B11.2 - Liste des établissements publics créés	72
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	73
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	75
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	76
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	77
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	79
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	80
D3 - Décisions en matière de taux	81
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	83
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	84
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	85
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	85

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

☐ Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)



I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7,50%
- Investissement : 7,50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

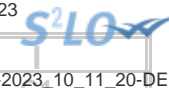
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

**I – INFORMATIONS GENERALES****EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)**

RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	3 860 579,24	3 852 810,28	10 816,30	A1	3 047,34
Investissement	1 930 289,62	1 922 520,66	(3) -1 922 520,66	A2	-1 930 289,62
Fonctionnement	1 930 289,62	1 930 289,62	(4) 1 933 336,96	A3	1 933 336,96

RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde (B)		
TOTAL des RAR	I + II 0,00	III + IV 0,00	B1	0,00	
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2	0,00	
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3	0,00	

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	3 047,34
Investissement	A2 + B2	-1 930 289,62
Fonctionnement	A3 + B3	1 933 336,96

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	57 888,00	57 888,00
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
Total de la section d'investissement (2)		57 888,00	57 888,00
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	512 888,00	512 888,00
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
Total de la section de fonctionnement (3)		512 888,00	512 888,00
TOTAL DU BUDGET (4)		570 776,00	570 776,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AP VOTEES

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			
« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
TOTAL GENERAL			0.00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			
« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
TOTAL GENERAL			0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

040	Opérations ordre transf. entre sections (8)	1 941 000,00		57 888,00	57 888,00	1 998 888,00
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		1 941 000,00		57 888,00	57 888,00	1 998 888,00

TOTAL	1 941 000,00	0,00	57 888,00	57 888,00	1 998 888,00
--------------	---------------------	-------------	------------------	------------------	---------------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	1 930 289,62
--	---------------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 929 177,62
---	---------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT

C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	1 941 000,00		0,00	0,00	1 941 000,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	1 930 289,62		57 888,00	57 888,00	1 988 177,62
041	Opérations patrimoniales (10)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		3 871 289,62		57 888,00	57 888,00	3 929 177,62

TOTAL	3 871 289,62	0,00	57 888,00	57 888,00	3 929 177,62
--------------	---------------------	-------------	------------------	------------------	---------------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 929 177,62
---	---------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	1 930 289,62
--	---------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.



(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	13 000,00	0,00	455 000,00	455 000,00	468 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		17 000,00	0,00	455 000,00	455 000,00	472 000,00

023	Virement à la section d'investissement (5)	1 941 000,00		0,00	0,00	1 941 000,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	1 930 289,62		57 888,00	57 888,00	1 988 177,62
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		3 871 289,62		57 888,00	57 888,00	3 929 177,62

TOTAL	3 888 289,62	0,00	512 888,00	512 888,00	4 401 177,62
--------------	---------------------	-------------	-------------------	-------------------	---------------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	4 401 177,62
--	---------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**II****EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT****C2****RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	455 000,00	455 000,00	455 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	13 952,66	0,00	0,00	0,00	13 952,66
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		13 952,66	0,00	455 000,00	455 000,00	468 952,66
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		13 952,66	0,00	455 000,00	455 000,00	468 952,66

042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	1 941 000,00		57 888,00	57 888,00	1 998 888,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		1 941 000,00		57 888,00	57 888,00	1 998 888,00

TOTAL	1 954 952,66	0,00	512 888,00	512 888,00	2 467 840,66
--------------	---------------------	-------------	-------------------	-------------------	---------------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	1 933 336,96
---	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	4 401 177,62
--	---------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	1 930 289,62	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.
---	---------------------	--

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) $DF\ 023 = RI\ 021$; $DI\ 040 = RF\ 042$; $RI\ 040 = DF\ 042$; $DF\ 043 = RF\ 043$.

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET****BALANCE GENERALE – DEPENSES****DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)**

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		57 888,00	57 888,00
198	Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total		0,00	57 888,00	57 888,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	57 888,00
---	------------------

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (9)	455 000,00	0,00	455 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	0,00	0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		57 888,00	57 888,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		455 000,00	57 888,00	512 888,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	512 888,00
--	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

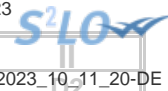


(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule au

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – RECETTES

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		57 888,00	57 888,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		0,00	57 888,00	57 888,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	------

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00
--------------------------------	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	57 888,00
--	-----------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	455 000,00		455 000,00
71	Production stockée (ou déstockage)		57 888,00	57 888,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		455 000,00	57 888,00	512 888,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------	------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	512 888,00
---	------------



- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		1 941 000,00	0,00	0,00	57 888,00	57 888,00	0,00	57 888,00	57 888,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des opérations d'équipement (4)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)	1 941 000,00			57 888,00	57 888,00		57 888,00	57 888,00
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		1 941 000,00			57 888,00	57 888,00		57 888,00	57 888,00

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)

0,00

Total des dépenses d'investissement cumulées

57 888,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_20-DE



III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		3 871 289,62	0,00	57 888,00	57 888,00	57 888,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	1 941 000,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	1 930 289,62		57 888,00	57 888,00	57 888,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		3 871 289,62		57 888,00	57 888,00	57 888,00

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)

0,00

Affectation au compte 1068 (9)

0,00

Total des recettes d'investissement cumulées

57 888,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

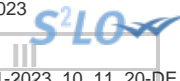
Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_20-DE





III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		1 941 000,00	0,00	0,00	57 888,00	57 888,00	0,00	57 888,00	57 888,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	1 941 000,00			57 888,00	57 888,00		57 888,00	57 888,00
	Reprise sur autofinancement antérieur	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Charges transférées (8)	1 941 000,00			57 888,00	57 888,00		57 888,00	57 888,00

ZONE ACTIVITES COMMERCIALES LO - DM 1 - DM 1 - BOREAL PARC - DM - 2023

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
 Reçu en préfecture le 18/10/2023
 Publié le 18/10/2023
 ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_20-DE

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II		III = I + II	
3351	Terrains	1 941 000,00			57 888,00	57 888,00		57 888,00	57 888,00
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		1 941 000,00			57 888,00	57 888,00		57 888,00	57 888,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023


ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_20-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.



III – VOTE DU BUDGET

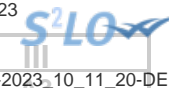
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQU

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIL

Cet état ne contient pas d'information.



III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		3 871 289,62	0,00	57 888,00	57 888,00	57 888,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	1 941 000,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	1 930 289,62		57 888,00	57 888,00	57 888,00
3351	Terrains	1 930 289,62		57 888,00	57 888,00	57 888,00
041	Opérations patrimoniales (10)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		3 871 289,62		57 888,00	57 888,00	57 888,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_20-DE



**III – VOTE DU BUDGET****SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE**

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		3 888 289,62	0,00	0,00	512 888,00	512 888,00	0,00	512 888,00	512 888,00
011	Charges à caractère général (4)	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	13 000,00	0,00		455 000,00	455 000,00		455 000,00	455 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		13 000,00	0,00	0,00	455 000,00	455 000,00		455 000,00	455 000,00
Total des dépenses réelles		17 000,00	0,00	0,00	455 000,00	455 000,00	0,00	455 000,00	455 000,00
023	Virement à la section d'investissement	1 941 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5)	1 930 289,62			57 888,00	57 888,00		57 888,00	57 888,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		3 871 289,62			57 888,00	57 888,00		57 888,00	57 888,00

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)**0,00****Total des dépenses de fonctionnement cumulées****512 888,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_20-DE



III – VOTE DU BUDGET**SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES****III****B**

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		1 954 952,66	0,00	512 888,00	512 888,00	512 888,00
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	455 000,00	455 000,00	455 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	13 952,66	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		13 952,66	0,00	455 000,00	455 000,00	455 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		13 952,66	0,00	455 000,00	455 000,00	455 000,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	1 941 000,00		57 888,00	57 888,00	57 888,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		1 941 000,00		57 888,00	57 888,00	57 888,00

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)**0,00****Total des recettes de fonctionnement cumulées****512 888,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

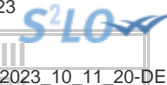
(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.



III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		3 888 289,62	0,00	0,00	512 888,00	512 888,00	0,00	512 888,00	512 888,00
011	Charges à caractère général (5)	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6045	Achats études et prestations de services	4 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	13 000,00	0,00		455 000,00	455 000,00		455 000,00	455 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	13 000,00	0,00		455 000,00	455 000,00		455 000,00	455 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		13 000,00	0,00	0,00	455 000,00	455 000,00		455 000,00	455 000,00
Total des dépenses réelles		17 000,00	0,00	0,00	455 000,00	455 000,00	0,00	455 000,00	455 000,00
023	Virement à la section d'investissement	1 941 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	1 930 289,62			57 888,00	57 888,00		57 888,00	57 888,00
7133	Variat° en-cours de production biens	1 930 289,62			57 888,00	57 888,00		57 888,00	57 888,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		3 871 289,62			57 888,00	57 888,00		57 888,00	57 888,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

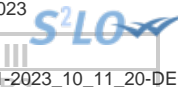
(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040*) (*DF 043 = RF 043*).

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.



III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		1 954 952,66	0,00	512 888,00	512 888,00	512 888,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	455 000,00	455 000,00	455 000,00
7015	Ventes de terrains aménagés	0,00	0,00	455 000,00	455 000,00	455 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	13 952,66	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participation communes membres du GFP	13 952,66	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		13 952,66	0,00	455 000,00	455 000,00	455 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		13 952,66	0,00	455 000,00	455 000,00	455 000,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)	1 941 000,00		57 888,00	57 888,00	57 888,00
7133	Variat° en-cours de production biens	1 941 000,00		57 888,00	57 888,00	57 888,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		1 941 000,00		57 888,00	57 888,00	57 888,00

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

- (2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
- (3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
- (4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*) (*RF 043 = DF 043*).
- (6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.
- (10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_20-DE



IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.



IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									

ZONE ACTIVITES COMMERCIALES LO - DM 1 - DM 1 - BOREAL PARC - DM - 2023

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_20-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										Devise	dité des rembour- sements (6)	Prom d'amor- tissement (7)	de rembour- sement anticipé O/N	gorie d'em- prunt (8)
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial							
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel						
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00										
1687 Autres dettes (total)					0,00										
Total général					0,00										

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

- (12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
- (13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.
- (15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.
- (16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
- (17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_20-DE





IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

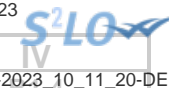
(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.



IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.



IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L’EMPRUNT D’UN AUTRE ORGANISME

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L’EMPRUNT D’UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit privé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit public</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Dettes provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

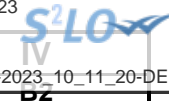


IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

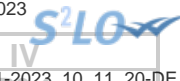


IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N****PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_20-DE





IV
11

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES							
Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

S²LO

IV

IV – ANNEXES

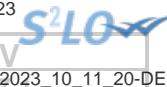
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).
- (3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
- (4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.
- (5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (7) Indiquer le chapitre.

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS****Prêts (compte 274)**

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES**

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	Emprunts garantis (1)	0,00	0,00	
8016	Contrats de crédit-bail (2)	0,00	0,00	0,00
8017	Subvention à verser en annuité (3)	0,00	0,00	0,00
8018	Autres engagements donnés			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)				
Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)	0,00	0,00	0,00
8027	Subvention à recevoir par annuité	0,00	0,00	0,00
8028	Autres engagements reçus			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

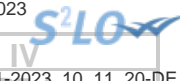
(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT**

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A + B + C - D	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	II	455 000,00
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	I / II	0,00

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

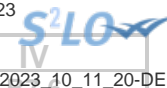
(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES**ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)**

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE**

									Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (1)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Part totale (2)	Dont part nette (3) I			
TOTAL				0			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N.

(2) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N.

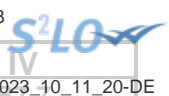
(3) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_20-DE


IV

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE				
Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale				
Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES**ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES**ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS**


Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_20-DE



IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

IV
B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

B9

D1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326-352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L.326 et L.352).
343-1-343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1-333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	
ANNEXES PATRIMONIALES	
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détenion d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				


(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.
(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...)
(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_20-DE


IV
S2LO

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			


(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_20-DE


IV

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.


Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_20-DE


IV
B11.3

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.



IV – ANNEXES

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES

C1.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		I 0,00	0,00	II 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00	0,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	0,00	0,00	1 930 289,62	1 930 289,62

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.



IV – ANNEXES

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES

C1.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 0,00	0,00	VI 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00	0,00
10221	TLE	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		0,00	0,00	0,00
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
29...	Dépréciations des immobilisations			
31...	Matières premières (et fournitures) (5)			
33...	En-cours de production de biens (5)			
35...	Stocks de produits (5)			
39...	Dépréciation des stocks et en-cours			
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices			
49...	Dépréciation des comptes de tiers			
59...	Dépréciation des comptes financiers			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6)	Solde d'exécution R001 (6)	Affectation R1068 (6)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV 1 930 289,62
Ressources propres disponibles	VIII 0,00
Solde	IX = VIII – IV (7) -1 930 289,62

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

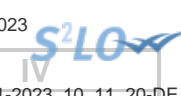
(7) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_20-DE


IV
DT

IV – ANNEXES	
AUTRES ELEMENTS D’INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION****SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET****D2.1****VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)**

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	Chapitre	Montant	FONCTIONNEMENT	Chapitre	Montant
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		0,00	Sous-total Fonctionnement		(B) 0,00

INVESTISSEMENT	Chapitre	Montant			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		0,00	Effort propre de la Région (A – B)		(C) 0,00

TOTAL DEPENSES		(A) 0,00	TOTAL RECETTES (B + C)		0,00
----------------	--	----------	------------------------	--	------

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION

SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION

D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	0,00
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	0,00

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	0,00

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	0,00
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00
Total facturations internes	0,00
TOTAL CHARGES (2)	0,00

Contributions aux ECE	0,00
-----------------------	------

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	0.00
Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	0.00
RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	0.00
Résultat financier	0.00
RESULTAT COURANT (5)	0.00
Résultat spécifique	0.00
RESULTAT NET (6)	0.00

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A bis du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00			0,00	0,00

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM**

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Acquisitions d'immobilisations	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
	Autres dépenses éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
	Total des dépenses d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Souscription d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Dotations et subventions reçues	0,00
	Autres recettes éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
	Total des recettes réelles	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement (3)	0,00
	Total des recettes d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
023	Virement à la section d'investissement (4)	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

- (1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.
- (2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.
- (3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.
- (4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023

Reçu en préfecture le 18/10/2023

Publié le 18/10/2023

ID : 062-216200998-20231011-2023_10_11_20-DE





IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D5.1

Cet état ne contient pas d'information.



IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.

**V – ARRETE ET SIGNATURES****ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 29

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation : 05/10/2023

Présenté par le Maire (1),
A BEAURAINS, le 11/10/2023

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Ordinaire
A BEAURAINS, le 11/10/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

M. ANSART Pierre	
M. BERGOGNON Bruno	
M. DUPOND Cédric	
M. EVRARD Michel	
M. GACI Jérémy	
M. HARMEGNIES Jean-Thierry	
M. HURET Hervé	
M. IBISEVIC Kémal	
M. MOUTON Patrice	
M. PETIT Jean-Louis	
M. RENARD Sébastien	
M. SCOAZEC Jean-Jacques	
M. SIMON Reynald	
M. VENEL Eric	
M. VEZILIER Vincent	
Mlle BETREMIEUX Christina	
Mme BENOIT Maryline	
Mme CAPET Carine	
Mme DERA EVE Caroline	
Mme DUTERIEZ Micheline	

V – ARRETE ET SIGNATURES**ARRETE ET SIGNATURES**

Mme FRUCHART Christelle	
Mme GALLET Sabine	
Mme LANCE BARSACQ Emilie	
Mme LE GARDIEN Christine	
Mme LETUPPE Sylvie	
Mme SEQUELA Véronique	
Mme TENAGLIA Gwénola	
Mme TOURNEMAINE Myriam	
Mme WALLET Anne	

Certifié exécutoire par le Maire (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A BEAURAINS, le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.